

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR  
NANCY GADOURY

« L'ENCADREMENT DU MOUVEMENT DE COLONISATION DANS LE  
PIEDMONT DES LAURENTIDES DANS L'ANAUDIÈRE DE 1810 À 1880 »

JUILLET 2004

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

## RÉSUMÉ

Ce mémoire a pour objet d'étude les formes d'encadrement de la colonisation du piedmont laurentidien dans la région de Lanaudière au XIX<sup>e</sup> siècle. Après la présentation du cadre physique (relief, fertilité des sols, climat, etc.) et du contexte historique dans lequel s'inscrit la colonisation lanaudoise, le mémoire se concentre sur l'encadrement gouvernemental et l'encadrement religieux du mouvement de colonisation. Dix établissements ayant vu le jour entre 1810 et 1880 ont été retenus : Saint-Jean-de-Matha, Saint-Félix-de-Valois, Sainte-Mélanie, Saint-Ambroise-de-Kildare, Rawdon, Saint-Calixte, Sainte-Julienne, Chertsey, Saint-Gabriel de Brandon et Saint-Alphonse Rodriguez.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la majorité de la population lanaudoise se concentre dans les seigneuries longeant le fleuve et ses principaux affluents. Tout au long du siècle, le Bas-Canada est touché par une hausse démographique importante. L'écoumène s'élargit. Dans Lanaudière, la colonisation envahit le piedmont laurentidien. Les nouveaux arrivants sont confrontés à des conditions physiques différentes. Issus des fertiles Basses Terres du Saint-Laurent, peuplées aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les colons rencontrent des sols souvent infertiles, un climat plus rigoureux, un relief plus accidenté, autant de facteurs qui ont affecté la colonisation.

Dans l'arrière-pays, les colons sont d'abord sujets à un premier encadrement de la part du gouvernement. Celui-ci organise les nouveaux territoires de colonisation afin que les colons puissent s'y installer. De nombreux cantons sont créés, dont ceux étudiés ici, soit les cantons Rawdon, Chertsey, Cathcart, Kilkenny, Brandon et Kildare. Le cadre gouvernemental oriente donc les colons vers une forme particulière de colonisation (division des terres en lots précis, achat de la terre, billets de location, lettre patente, chef de canton, système du range, etc.) différente de celle qui prévalait dans les seigneuries longeant le fleuve. Toutefois dans Lanaudière, au même moment, s'ouvrent à la colonisation deux seigneuries créées au XVIII<sup>e</sup> siècle dans l'arrière-pays, les seigneuries d'Ailleboust et Ramezay, laissant ainsi se perpétuer la coutume

seigneuriale dans les nouveaux territoires. Les formes d'encadrement mises en place par le gouvernement furent plus ou moins respectées par les colons à cause de leurs lacunes et des autres enjeux entrant en ligne de compte dans la colonisation du piedmont.

Quelques années après l'installation des premiers colons apparaît l'encadrement religieux. Ce sont les colons qui en font la demande la plupart du temps. L'encadrement religieux touche le développement des communautés et la formation d'un premier noyau de population. Lorsque les colons deviennent assez nombreux dans un canton, ils font appel à l'évêché afin d'obtenir une mission et la construction d'une première chapelle qui leur permettra d'avoir un service religieux plus régulier près de chez eux et de fixer le noyau villageois. La paroisse mère offrira les services religieux à la mission jusqu'à ce que celle-ci se développe et acquière son autonomie, grâce à la transformation de la mission en paroisse ou à l'obtention d'un curé résident. À travers la fabrique, les colons s'impliquèrent dans la formation de leur paroisse et de leur communauté, jusqu'à l'apparition de la municipalité qui vint compléter leur champ d'action dans la sphère publique.

Bref, ce mémoire se veut une contribution à l'étude de la colonisation du Bas-Canada, en particulier de la région de Lanaudière au XIX<sup>e</sup> siècle, en utilisant comme terrain d'enquête l'ouverture et le développement de dix établissements du piedmont lanaudois.



## REMERCIEMENTS

Je voudrais d'abord remercier mes deux directeurs. M. Normand Brouillette m'a donné plusieurs conseils judicieux sur la formation et la structure de mon mémoire. Il m'a initiée à la géographie et m'a démontré que l'étude de l'espace peut parfaire une étude historique. Grâce à lui, mon travail s'est enrichi de cartes et d'images. M. Christian Morissonneau m'a orientée dans la région Lanaudière par ses récits et ses connaissances. La colonisation de la région, il la connaît bien.

Je voudrais aussi remercier le personnel de l'UQTR qui m'a renseignée et orientée tout le long de mon cheminement, professeurs et secrétaires de direction.

Finalement, je voudrais remercier mon mari François Robert pour ses encouragements et son soutien inconditionnel.

# TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ .....	ii
REMERCIEMENTS .....	iv
TABLE DES MATIÈRES .....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES CARTES.....	viii
INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1 : LA COLONISATION : LE CADRE PHYSIQUE ET LE CONTEXTE HISTORIQUE.....	17
Chapitre 1 : Présentation de la région Lanaudière .....	18
1.1. Lanaudière dans le Bas-Canada au XIX <sup>e</sup> siècle.....	18
1.2. Le cadre physique .....	23
1.3. La région étudiée.....	31
PARTIE 2 : LA COLONISATION ET LE CADRE GOUVERNEMENTAL .....	32
Chapitre 2 : Seigneuries et cantons .....	33
2.1. Les premiers colons.....	33
2.2. Billets de location et lettres patentes.....	36
2.3. Le peuplement selon les billets de location et les lettres patentes.....	37
2.4. Seigneurs et chefs de canton.....	41
2.5. Le cadre gouvernemental dans l'espace : rang et range.....	45
Chapitre 3 : Les routes et l'administration locale .....	48
3.1. Routes et colonisation .....	48
3.2. Les municipalités .....	52
PARTIE 3 : LA COLONISATION ET LE CADRE RELIGIEUX.....	62
Chapitre 4 : Mission, chapelle, paroisse mère et desserte .....	63
4.1. Première institution religieuse en territoire de colonisation : la mission .....	63
4.2. Requête, commissaire et procès verbal .....	66
4.3. La chapelle et le premier noyau villageois.....	71

4.4. La paroisse mère et la desserte .....	76
4.5. Aides extérieures.....	81
➤ L'Association de la Propagation de la Foi.....	81
➤ Les sociétés de colonisation.....	85
Chapitre 5 : La paroisse et le curé résident .....	89
5.1. De mission à paroisse .....	89
5.2. Le peuplement selon les missions et les paroisses : encarts cartographiques .....	96
5.3. Le curé résident.....	100
Chapitre 6 : Consolidation de la communauté .....	110
6.1. La fabrique et la construction des édifices religieux.....	110
6.2. De la fabrique à la municipalité.....	115
6.3. Confréries et dévotions.....	118
6.4. Écoles et couvents.....	123
CONCLUSION .....	127
BIBLIOGRAPHIE .....	132
Annexe 1 : Liste des archiprêtres de Lanaudière en 1839 et 1853.....	146
Annexe 2 : Montants amassés par l'Association de la propagation de la foi dans Lanaudière de 1840 à 1854.....	147

## LISTE DES TABLEAUX

- TABLEAU 1 : Période sans gel p.28
- TABLEAU 2 : Premiers colons et développement des cantons p.34
- TABLEAU 3 : Dates de création des municipalités et dates de  
réunion du premier conseil p.55
- TABLEAU 4 : Nombre d'assemblées du conseil dans Sainte-Mélanie  
et Saint-Félix-de-Valois de 1855 à 1865 p.59
- TABLEAU 5 : Dates d'arrivée des premiers colons par rapport  
à la mise en place de la mission p.65
- TABLEAU 6 : Dates de la 1<sup>e</sup> chapelle, du 1<sup>er</sup> curé résident et de  
l'ouverture des registres p.78
- TABLEAU 7 : Dons de l'Association de la Propagation de la foi  
aux paroisses étudiées de 1841 à 1880 p.85
- TABLEAU 8 : Dates des érections canoniques et reconnaissances  
civiles p.94
- TABLEAU 9 : Dates de la mission et de l'arrivée du premier curé  
résident p.103
- TABLEAU 10 : Première assemblée de fabrique et érection canonique  
des paroisses étudiées p.111
- TABLEAU 11 : Nombre d'assemblées de fabrique pendant les dix  
premières années pour quatre des paroisses étudiées p.112
- TABLEAU 12 : Dates et apparition des principales dévotions et  
confréries dans les paroisses étudiées p.120
- TABLEAU 13 : Nombre d'associés des confréries selon les rapports  
pastoraux de 1853 p.121
- TABLEAU 14 : Nombre d'écoles de 1846 à 1861 p.124
- TABLEAU 15 : Nombre d'élèves de 1846 à 1861 p.125

## LISTE DES CARTES

• CARTE 1 : La région étudiée	p.3
• CARTE 2 : Lanaudière au début du XIX <sup>e</sup> siècle	p.18
• CARTE 3 : Seigneuries et cantons de la région lanaudoise	p.20
• CARTE 4 : Le réseau routier au Bas-Canada en 1815	p.22
• CARTE 5 : Topographie lanaudoise	p.24
• CARTE 6 : Principaux types de sols dans Lanaudière	p.26
• CARTE 7 : Routes et rivières entre Saint-Félix et Sainte-Élisabeth	p.30
• CARTE 8 : Arrivée des premiers colons	p.35
• CARTE 9 : La colonisation selon l'obtention des lettres patentes dans le piedmont lanaudois : 1800 à 1890	p.39
• CARTE 10 : Saint-Ambroise-de-Kildare aujourd'hui	p.46
• CARTE 11 : Les routes en 1815	p.49
• CARTE 12 : Les routes en 1831	p.50
• CARTE 13 : Les routes en 1846	p.51
• CARTE 14 : Construction de la première chapelle	p.75
• CARTE 15 : Les paroisses mères de Lanaudière	p.77
• CARTE 16 : Répartition du territoire de Saint-Félix-de-Valois en seigneuries et townships	p.92
• CARTE 17, 18, 19, 20 ET 21 : La colonisation selon la formation des paroisses et des missions de 1820 à 1870	p.96-98
• CARTE 22 : La colonisation de Lanaudière selon la fondation des paroisses au XVIII <sup>e</sup> et au XIX <sup>e</sup> siècle	p.100

## INTRODUCTION

Qui ne s'est jamais interrogé sur ses origines? Ou sur les gens qui ont déboisé leur terrain ou sur ceux qui ont construit la route qui les mène au village? Ou simplement, sur ceux qui ont construit leur maison? D'autres s'intéressent à la formation même de leur communauté, aux premiers habitants de leur village, aux premiers commerçants, aux curés s'étant impliqués dans le développement de leur paroisse. Au Québec, les gens sont nombreux à s'être attardés au sujet. L'histoire de leurs aïeux, de la colonisation et du développement de leur région en a amené plusieurs à fouiller dans les vieux documents afin de connaître et de transmettre l'histoire de ces derniers. Ainsi, au Québec, plusieurs municipalités ou paroisses peuvent se féliciter d'avoir eu leur historien amateur et une publication de leur histoire<sup>1</sup>. À travers ces histoires des paroisses et des municipalités, la plupart des personnages marquants ou ayant participé au développement du village sont présentés.

Ces histoires locales témoignent de l'intérêt des gens pour leur histoire. Dans bien des cas, on constate que les auteurs de ces monographies ne tiennent pas compte du contexte plus global dans lequel s'inscrit l'histoire locale. Rarement y fait-on allusion à l'histoire du Québec. On trouve pourtant dans ces ouvrages des renseignements précieux qui peuvent affiner la compréhension de l'histoire du Québec. Ce mémoire vise donc à mettre en lumière la richesse de l'information

---

<sup>1</sup> Voir la section Monographies locales dans la Bibliographie de Lanaudière.

contenue dans ces monographies locales trop peu souvent utilisées lors de la rédaction d'ouvrages plus globaux en tentant un rapprochement entre l'histoire locale et l'histoire du Québec. Certains volumes, articles ou études ont déjà utilisé cette approche. Par exemple, il existe aujourd'hui plusieurs synthèses et analyses d'histoire régionale, dont les ouvrages de la collection *Les régions du Québec*<sup>2</sup>. Cependant, il reste beaucoup à faire<sup>3</sup>.

Privilégiant l'utilisation des renseignements puisés dans l'histoire locale, ce mémoire s'intéresse au mouvement de colonisation qui a eu lieu au Bas-Canada au XIX<sup>e</sup> siècle en prenant comme terrain d'enquête la zone du piedmont lanauois. Dix paroisses et municipalités ont été retenues : Saint-Jean-de-Matha, Saint-Félix-de-Valois, Sainte-Mélanie, Saint-Ambroise-de-Kildare, Rawdon, Saint-Calixte, Sainte-Julienne, Chertsey, Saint-Gabriel de Brandon et Saint-Alphonse Rodriguez. Elles ont vu le jour entre 1810 et 1880. Les premiers colons s'y sont fixés de 1800 à 1840 et, à la fin de période, toutes étaient devenues des paroisses et municipalités bien établies. Enfin, sera présenté de façon succincte l'état général du peuplement des autres localités de Lanaudière avant et pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, afin de bien saisir l'évolution du peuplement de la région dans celle du Québec.

---

<sup>2</sup> À ce jour sont parus *Histoire des Laurentides*, *Histoire de la Gaspésie*, *Histoire du Bas Saint-Laurent*, *Histoire de la Côte-du-sud*, *Histoire du Saguenay-Lac Saint-Jean*, *Histoire de l'Outaouais*, *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, etc...

<sup>3</sup> Par exemple, pour Lanaudière, une seule étude regroupe l'histoire de plusieurs municipalités et paroisses. De plus, elle traite d'un seul sujet, l'agriculture : Fédération de l'UPA de Lanaudière. Comité des fêtes du 55<sup>e</sup>, *Pour que vivent bêtes et gens : histoire de l'agriculture de la région de Lanaudière*, Québec, Fédération de l'UPA de Lanaudière, 1984, 200 pages.





seulement s'enfonçait à l'intérieur des terres. Grâce à l'immigration, à un taux de natalité très élevé et à un faible taux de mortalité, le nombre d'habitants atteint 511 000 en 1831 et 890 000 en 1851. Tout le siècle est marqué par cette hausse démographique. En 1871, on comptait au Québec 1,2 million d'habitants<sup>5</sup>.

À cette époque, la majorité de la population vivait de l'agriculture. Pour les nouveaux venus, il fallait ouvrir de nouvelles terres. Pour ce faire, le gouvernement, qui depuis 1791 avait changé le mode de concession des nouvelles terres en franc et commun soccage, fit ériger de nombreux cantons, à l'arrière des seigneuries déjà existantes longeant le fleuve. Dès qu'un canton était créé et arpenté, les colons pouvaient y acheter une terre, contrairement à la situation qui prévalait dans les seigneuries où les habitants devaient payer le cens et les rentes chaque année. Le processus d'achat d'une terre dans un canton était simple. Le colon faisait une demande à l'agent des terres responsable du canton, qui lui octroyait un lot par billet de location. Le colon commençait à défricher et construisait une maison tout en cultivant la terre déboisée. Quand toutes les conditions du billet de location étaient remplies, c'est-à-dire avoir déboisé un minimum de terre, construit maison et granges, et payé tous les versements du coût de sa terre, le colon recevait ses lettres patentes et devenait propriétaire à part entière de sa terre.

Le rôle du gouvernement dans la colonisation au Bas-Canada au XIX<sup>e</sup> siècle se limite à ces façons de faire. Jusqu'à la création d'un ministère de la Colonisation en

---

<sup>5</sup> Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Atlas historique du Québec : Le pays laurentien au XIX<sup>e</sup> siècle, les morphologies de base*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, p.7

1887, c'est le ministère des Terres et Forêts qui s'occupait de la vente des lots et celui de l'Agriculture et des Travaux Publics qui veillait à l'ouverture des chemins<sup>6</sup>. Caron, Drapeau et Garon<sup>7</sup> ont publié des ouvrages sur le sujet, de 1863 à 1940. Ils y expliquent en détail le rôle du gouvernement dans le peuplement, mais y analysent peu le phénomène de la colonisation. Quand ils le font, ils « (...) interprètent généralement le mouvement dans les catégories mêmes de ses promoteurs et agents comme une entreprise « patriotique et religieuse », une épopée, une conquête, une croisade<sup>8</sup>... ». En effet, ces ouvrages sont publiés pendant la période de peuplement. Ils contribuent donc à diffuser l'idéologie entourant la colonisation et, à cette époque, la colonisation est vue comme un moyen de survie de la « race » canadienne-française, un moyen de salut religieux pour les catholiques, face aux dirigeants anglais et à l'émigration massive des Canadiens français aux États-Unis.

Les formes d'encadrement de la colonisation par le gouvernement sont étudiées pour Lanaudière dans la deuxième partie de ce mémoire. Afin de cerner un des plus importants cadres du peuplement de la région, ce mémoire présente brièvement la division en seigneuries et en cantons de la région, le mode de concession des terres, les chefs de canton, etc. Ces données illustrent comment s'est concrétisée la colonisation à travers ces cadres et ces personnages, et quelles influences ils ont exercées dans le développement de la région.

---

<sup>6</sup> Garon, J.-E., *Historique de la colonisation dans la province de Québec de 1825 à 1940*, Québec, 1940, p.3

<sup>7</sup> Caron, Ivanhoé, *La colonisation de la province de Québec. Les cantons de l'Est (1791-1815)*, Québec, 1927, 379 pages ; Drapeau, Stanislas, *Études sur les développements de la Colonisation du Bas-Canada depuis dix ans (1851-1861)*, Québec, Léger Brousseau, 1863, 593 pages ; Garon, J.-E., *Historique de la colonisation dans la province de Québec de 1825 à 1940*, Québec, 1940, 136 pages.

<sup>8</sup> Gabriel Dussault, *Le curé Labelle. Messianisme, utopie et colonisation au Québec, 1850-1900*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983, p.12

La colonisation du Bas-Canada au XIX<sup>e</sup> siècle, loin de découler uniquement de l'expansion démographique et de l'action du gouvernement, a aussi été influencée et nourrie par des changements économiques. L'économie s'est diversifiée. Le début de l'industrialisation et l'accélération de l'urbanisation ont changé les modes de vie et créé de nouvelles possibilités. Par l'ouverture de ces nouvelles terres, certains voulaient préserver les structures de la société traditionnelle basée sur l'agriculture, la vie rurale et familiale. Fernand Ouellet en 1966, Yves Roby et Jean Hamelin en 1971 ont abordé ce sujet<sup>9</sup>. Toutefois, l'industrie s'implanta aussi dans les nouvelles terres.

Par exemple, l'industrie du bois prit un essor considérable au Bas-Canada au début du siècle à cause du blocus qu'exerçaient les armées napoléoniennes dans la mer du Nord. La Grande-Bretagne dû alors se procurer le bois dont elle avait besoin dans ses colonies nord-américaines. Au Bas-Canada, le bois recherché se trouvait en grande partie dans les Laurentides, au-delà de la plaine habitée et connue. Les compagnies forestières s'enfoncèrent donc de plus en plus dans l'arrière-pays pour poursuivre l'exploitation de cette ressource, ouvrant ainsi le chemin à d'éventuels colons. Elles tracèrent des routes et offrirent des emplois à ceux qui voulaient bien les suivre. Normand Séguin<sup>10</sup> a étudié ce phénomène en profondeur. Dans son étude, il explique que l'industrie forestière a participé activement à l'avancée du peuplement dans la région du Lac Saint-Jean, plus précisément dans la plaine d'Hébertville. Selon

---

<sup>9</sup> Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec (1760-1850). Structures et conjonctures*, Montréal, Fides, 1966, 640 pages ; Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, 439 pages.

<sup>10</sup> Normand Séguin, *La conquête du sol au 19<sup>e</sup> siècle*, Québec, Boréal Express, 1977, 296 pages ; René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie, la formation de la région de Trois-Rivières de 1830 à 1930*, Montréal, Boréal Express, 1984, 222 pages ; Normand Séguin, « Paysans et monde forestier : nouvelles réflexions sur le monde rural québécois au XIX<sup>e</sup> siècle », *Cahier des Annales de Normandie*, no 24 (1992), p.177 à 187.

lui, elle aurait rendu les colons dépendants par rapport aux revenus qu'elle leur procurait, ralentissant ainsi la formation d'une exploitation agricole stable et rentable comme celle connue par les colons dans la plaine du Saint-Laurent. Ainsi, se serait installé, dans plusieurs régions de colonisation, un système économique agro-forestier qui combine l'agriculture et l'industrie forestière.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la région de Lanaudière a connu une avancée de l'industrie forestière d'abord dans le piedmont, mais aussi plus au Nord au cœur des Laurentides. Plusieurs établissements furent implantés par des compagnies forestières ou prirent naissance à la suite de la construction d'un moulin à scie ou du développement du flottage du bois. Par exemple, Barthélemy Joliette, marié à la seigneuresse de Lavaltrie, a exploité les forêts dans plusieurs seigneuries et cantons de Lanaudière. Il a d'abord fait défricher sa seigneurie au début des années 1820, ainsi qu'une bonne partie du canton Kildare, possession de la seigneurie Lavaltrie. Il installe son premier moulin à scie en 1822 à Saint-Paul et y construit le domaine seigneurial qui deviendra plus tard L'Industrie (Joliette). « Au terme de la première décennie, un imposant moulin et un village ont surgi là où, dix ans plus tôt, on ne trouvait que cinq terres non défrichées<sup>11</sup>. » En 1826, il obtient des seigneurs de d'Ailleboust et de Ramesay, le droit de coupe sur leurs terres. En 1837, il s'associe avec Edouard Scallon pour étendre la coupe du bois dans tout le canton Kildare, jusqu'aux cantons Cathcart et

---

<sup>11</sup> Jean-Claude Robert, « Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette, et la fondation du village D'Industrie (Joliette), *RHAF*, vol.26, no 3 (décembre 1972), p.386

Chertsey<sup>12</sup>. Ils tracèrent alors des chemins forestiers pour remonter vers le Nord et firent descendre le bois jusqu'aux moulins sur la rivière L'Assomption.

Dans le canton Rawdon, deux entrepreneurs ont fait la coupe du bois. « L'un des plus important producteurs de la région est Jedehias Dorwin (il donna son nom aux chutes Dorwin de Rawdon). Il possède une importante scierie sur la rivière Ouareau et pratique des coupes de bois dans les sept premiers rangs du canton<sup>13</sup> ». Puis, il y a Joseph-Édouard Beaupré. Son rôle dans la colonisation du canton et dans la formation de Sainte-Julienne est encore plus significatif par rapport au sujet de ce mémoire. Vers 1840, il construisit un moulin à scie dans le premier rang du canton Rawdon. « C'est bien lui qui prit l'initiative de réunir des colons autour de ses moulins<sup>14</sup> (...) ». Il fit construire une église et fit les démarches auprès de l'évêque pour créer la paroisse. Il fut aussi le premier maire de la municipalité. Voilà un bon exemple de l'influence qu'a exercée l'industrie forestière sur le peuplement et la formation de la région lanauchoise.

Afin de saisir entièrement la portée du mouvement de colonisation au XIX<sup>e</sup> siècle, l'historiographie a aussi tenu compte de l'idéologie dominante de l'époque et du rôle du clergé catholique. Le clergé s'est rapidement intéressé au peuplement. Il a fait la promotion de la colonisation et a encadré le mouvement, entre autre afin de conserver et de reproduire une société traditionnelle et son rôle dominant sur de

<sup>12</sup> Dominique Hétu et Carmen Lefebvre, *Si j'ai bonne souvenance, Saint-Alphonse Rodrigue, Québec, Éditions Odile Germain, 1987, p.104-106*

<sup>13</sup> Marccel Fournier, *Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000, Québec, Municipalité de Chertsey, 2000, p.165-166*

<sup>14</sup> François Lanoue, *À coups d'espérance, Sainte-Julienne de Montcalm (1849-1989), Sainte-Julienne, Imprimerie Maurice Simard, 1989, p.18*

nouvelles terres et d'éloigner les habitants de la ville et de l'industrialisation. Pour le clergé, la colonisation de la terre était le seul moyen d'assurer la survie de la race canadienne-française face aux dirigeants anglophones et protestants, face à l'émigration massive des Canadiens français aux États-Unis, face à la vie urbaine, etc. Certains curés sont même devenus des promoteurs du mouvement, comme le curé Labelle dans la région des Laurentides ou les curés Paré, Brassard et Provost dans Lanaudière. Ces curés ont créé des sociétés de colonisation afin d'aider les colons à s'installer sur les nouvelles terres. Ils sont souvent intervenus auprès du gouvernement pour obtenir de l'aide, ont travaillé aux projets de construction de routes et voies ferrées, etc. tout en discourant sur le bien-fondé de la colonisation.

Séguin, Hamelin et Roby s'étaient déjà penchés sur ce sujet dans leurs ouvrages<sup>15</sup>, mais ce sont Gabriel Dussault dans *Le curé Labelle. Messianisme, utopie et colonisation au Québec, 1850-1900*<sup>16</sup> et Christian Morissonneau dans *La terre promise : le mythe du Nord québécois*<sup>17</sup> qui en ont approfondi l'étude. Ils y décrivent et définissent les idéologies de la colonisation et étudient comment elles ont influencé le peuplement des nouveaux territoires, dans le Nord du Bas-Canada en particulier. Selon Dussault et Morissonneau, l'idéologie de la colonisation a eu peu d'effet sur le peuplement, tout comme l'apport des sociétés de colonisation qui, malgré leur bon vouloir, manquaient de moyens pour convaincre et aider les colons à s'établir sur les nouvelles terres.

---

<sup>15</sup> Normand Séguin, *La conquête du sol au 19<sup>e</sup> siècle*, Québec, Boréal Express, 1977, 296 pages ; Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, 439 pages.

<sup>16</sup> Gabriel Dussault, *op.cit.*, 392 pages.

<sup>17</sup> Christian Morissonneau, *La terre promise : le mythe du Nord québécois*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, 212 pages.

La région Lanaudaise a baigné dans cette idéologie tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle a eu ses prêtres colonisateurs et ses sociétés de colonisation, semblable à celle de l'Oeuvre de la société de l'Islet et de Kamouraska, active dans la région du Saguenay, étudiée par Normand Séguin<sup>18</sup>. Certains traits des curés colonisateurs et certaines caractéristiques des sociétés de colonisation de Lanaudière sont étudiés dans ce mémoire, afin de mieux cerner l'encadrement appliqué par le clergé dans le peuplement de la région.

Chaque colon avait aussi ses aspirations propres. Bien sûr, les colons étaient influencés par la pression démographique d'une population augmentant sans cesse, par les changements économiques et même peut-être par l'idéologie colonisatrice, mais la plupart avaient des motivations bien personnelles pour se diriger vers les terres de peuplement. Quelques études publiées dans la dernière décennie ont révélé leurs motivations, leur profil (âge, sexe, profession, etc.), leurs réseaux sociaux, etc. Deux auteurs en particulier ont étudié ces sujets. Ce sont Marc St-Hilaire dans *Peuplement et dynamique migratoire au Saguenay, 1840-1960*<sup>19</sup> et Gérard Bouchard dans *Quelques arpents d'Amérique : Population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*<sup>20</sup>. Pour Bouchard et St-Hilaire, la principale cause des migrations des

---

<sup>18</sup> Normand Séguin, *La conquête du sol au 19<sup>e</sup> siècle*, op.cit.

<sup>19</sup> Marc St-Hilaire, *Peuplement et dynamique migratoire au Saguenay, 1840-1960*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1996, 285 pages.

Marc St-Hilaire, « Origine et destins des familles pionnières d'une paroisse saguenayenne au XIX<sup>e</sup> siècle », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol.32, no 85 avril 1988, p.5-26

<sup>20</sup> Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique : Population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*, Québec, Boréal, 1996, 635 pages.

Gérard Bouchard, « Les migrations de réallocation comme stratégie de reproduction familiale en terroir neuf », *Transmettre, hériter et succéder: la reproduction familiale en milieu rural France-Québec : XVIIIe-XXe siècles*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992, p.189 à 212

colons vers les terres de colonisation serait la reproduction sociale et l'établissement des enfants. L'espace à concéder diminuant de plus en plus dans les seigneuries au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les habitants devaient trouver de nouveaux emplacements pour installer leur descendance. Les colons qui optaient pour cette façon de faire trouvaient dans les territoires de colonisation un avantage considérable. Par exemple, grâce à l'argent amassé dans leur ancienne exploitation, stable et bien établie, ils avaient suffisamment de fonds pour acheter des nouvelles terres dans les cantons du Nord et du même coup établir plusieurs de leurs enfants. Les colons lanaudois ont connu un cheminement analogue.

Ainsi, les colons montaient vers le Nord, sur des routes forestières souvent mal entretenues au cœur de la forêt laurentidienne, et tentaient de reconstruire en terre nouvelle ce qu'ils avaient connu dans la plaine. D'abord, ils reproduisaient leur exploitation agricole, avec plus ou moins de difficultés, mais aussi une communauté avec les autres colons. À l'intérieur de la seigneurie ou du canton, une nouvelle paroisse, un nouveau village et plus tard une municipalité voyaient le jour. Ces derniers sujets ont été plus ou moins étudiés dans l'historiographie québécoise. On s'est d'abord arrêté aux ministères, aux sociétés de colonisations, aux prêtres colonisateurs et aux industries forestières qui ont un lien plus direct et plus évident avec le démarrage et l'évolution de la colonisation que ces institutions locales.

---

Gérard Bouchard et Jeannette Larouche, « Dynamique des populations locales : la formation des paroisses rurales au Saguenay (1840-1911) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.41, no 3 (hiver 1988), p.363 à 388.



On retrouve quelques ouvrages, comme celui de Serge Courville *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*<sup>21</sup>, qui fournissent plusieurs renseignements sur l'expansion de l'œcoumène villageois au Bas-Canada au XIX<sup>e</sup> siècle. Il y a aussi l'*Atlas historique du Québec : La Paroisse* qui présente une histoire assez complète de la paroisse au Québec du XVII<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui<sup>22</sup>. *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIXe siècle (1825-1861)*<sup>23</sup> répertorie également de nombreux renseignements sur les documents relatant leur histoire, leurs évolutions territoriales, leurs érections canoniques et civiles. Ces études sont plutôt générales, mais font quelquefois le lien entre la colonisation et la naissance de paroisses et de municipalités, établissant ainsi le pont entre le rôle des grandes institutions dans le peuplement, comme les ministères, et celui de ces institutions locales. L'ouvrage le plus près du sujet de ce mémoire est celui de Christine Hudon, *Prêtres et fidèles dans le diocèse de Saint-Hyacinthe 1820-1875*<sup>24</sup>. La première partie de son livre est entièrement consacrée à la formation du diocèse de St-Hyacinthe et des paroisses qui le composent. L'auteure y observe les courants migratoires, l'expansion de l'œcoumène, la création des paroisses et leur organisation. Elle fait toutefois peu de liens entre l'histoire religieuse de la région et les autres cadres de la colonisation.

---

<sup>21</sup> Serge Courville, *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1990, 335 pages.

<sup>22</sup> Serge Courville et Normand Séguin, dir., *Atlas historique du Québec : La paroisse*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2001, 296 pages.

<sup>23</sup> Serge Courville, dir., *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle (1825-1861)*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1988, 350 pages.

<sup>24</sup> Christine Hudon, *Prêtres et fidèles dans le diocèse de Saint-Hyacinthe, 1820-1875*, Sillery, Septentrion, 1996, 469 pages.

Afin de contribuer à l'étude de la colonisation du Bas-Canada au XIX<sup>e</sup> siècle ainsi qu'à celle de la région Lanaudoise, plusieurs points de la deuxième et la troisième parties de ce mémoire sont consacrés aux institutions locales qui ont orienté et encadré les colons, le peuplement et la formation des nouvelles communautés. La légitimité de cette étude s'observe à travers l'évolution des dix localités étudiées. Guidés par les mêmes institutions locales, malgré toutes leurs différences (géographie physique de l'établissement, personnages importants, date de fondation et de construction de l'église, etc.), les dix paroisses se sont développées dans le même sens. C'est ce que l'on constate à l'examen de toutes les étapes de leur formation, c'est-à-dire la constitution de la mission, la construction des édifices religieux, l'élection des conseils de fabriques, des premiers conseils municipaux, etc.

En résumé, ce mémoire se veut une contribution à l'histoire de la colonisation du Bas-Canada au XIX<sup>e</sup> siècle à travers l'examen du peuplement du piedmont Lanaudois. L'accent est mis sur l'étude des cadres du mouvement de colonisation de la région de Lanaudière. Après une revue de la littérature situant le jeu des différents acteurs, c'est-à-dire l'action du gouvernement, des sociétés de colonisation, etc., ce mémoire présentera l'encadrement réalisé par les institutions locales dans la colonisation. D'abord, l'étude du cadre physique et du contexte historique positionnera la région Lanaudoise dans le Bas-Canada au XIX<sup>e</sup> siècle. Ensuite, la présentation du cadre gouvernemental exposera l'action du gouvernement et l'apport des municipalités au peuplement et finalement la partie sur le cadre religieux expliquera l'action du clergé et le rôle significatif de la paroisse dans l'encadrement des colons dans la création d'une nouvelle communauté.

Pour cette étude, de nombreuses sources ont été consultées. L'historiographie a certes déjà fourni plusieurs ouvrages sur l'histoire de la colonisation du Bas-Canada dont la consultation a été fort utile, mais pour Lanaudière, les ouvrages du genre sont moins nombreux. Plusieurs documents originaux ont dû être sondés pour compléter l'étude. Les centres d'archives locaux, et ainsi que les voûtes des dix paroisses et municipalités étudiées ont fourni la majorité des documents et des informations.

Dans les archives de l'Évêché de Joliette et celles des paroisses, c'est surtout la correspondance des curés et des missionnaires qui a fourni le plus de renseignements. D'une importance capitale, ce type de source présente en détail la vie religieuse, mais aussi socio-économique, de la paroisse. On y retrouve des commentaires sur tous les sujets et tout ce qui peut concerner la construction de la paroisse et de la municipalité, car les curés étaient des personnages très actifs dans la nouvelle communauté. Les livres des minutes abordent aussi certains aspects du développement de la paroisse. Une visite au centre d'archives de l'Archevêché de Montréal a complété ces sources, car Lanaudière au XIX<sup>e</sup> siècle faisait partie de l'Évêché de Montréal. S'y retrouvent la correspondance de l'évêque avec les curés, ainsi que différents dossiers traitant de la région lanaudoise. Par exemple, la correspondance ou les discours portant sur la colonisation, les requêtes d'habitants, les décrets d'érection canonique, les demandes et réponses de l'Association de la Propagation de la Foi et les rapports pastoraux.

Dans les voûtes municipales, quelques documents seulement furent utilisés. Seuls les procès-verbaux des conseils sont disponibles et dans quelques municipalités

seulement. Plusieurs ont disparu ou sont incomplets à cause d'incendies ou simplement parce que peu de municipalités avaient un local pour conserver ces documents au XIX<sup>e</sup> siècle. À partir des procès verbaux, il n'est possible de connaître que le nom des protagonistes, le développement de parties de routes et le fonctionnement de la municipalité à cette époque.

Ces sources ont été consultées pour toutes les paroisses et municipalités étudiées de 1810 à 1880. Chaque paroisse et chaque municipalité avaient ses propres préoccupations. Il s'est donc avéré souvent impossible de faire des compilations exactes ou d'obtenir, pour toutes les communautés, un même renseignement. Les tableaux et les cartes inclus dans ce mémoire ne regroupent pas systématiquement tous les établissements étudiés. Toutefois, les documents et les données disponibles donnent une bonne vue d'ensemble sur le développement général de la communauté lanaudoise lors de la colonisation du piedmont laurentidien. Tout au long de ce mémoire, de nombreux extraits de ces documents seront présentés<sup>25</sup>.

Les archives de la société d'histoire de Joliette Lanaudière ont fourni certains documents sur les seigneuries et les cantons de la région, ainsi que quelques cartes historiques. Les Archives nationales du Québec ont aussi livré quelques documents et cartes sur la région, mais leurs informations demeurent générales. Les recensements ont également donné quelques pistes, mais pour dresser un portrait rapide de l'histoire lanaudoise, rien de mieux que de consulter les nombreuses monographies locales qui,

---

<sup>25</sup> Plusieurs extraits contiennent des fautes de français, de structures de phrases et parfois même des erreurs de vocabulaire. Aucune correction n'a été apportée.

souvent publiées à l'occasion de centenaires, regroupent de nombreuses informations sur le peuplement et la formation des paroisses et des municipalités, ainsi que sur leur développement économique. Plusieurs documents originaux y sont reproduits, évitant ainsi plusieurs fouilles dans les centres d'archives et les voûtes.

**PARTIE 1**

**LA COLONISATION :**

**LE CADRE PHYSIQUE ET LE CONTEXTE**

**HISTORIQUE**

## Chapitre 1

### Présentation de la région Lanaudaise

#### 1.1. Lanaudière dans le Bas-Canada au XIX<sup>e</sup> siècle

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la région de Lanaudière était peu développée. La population, les paroisses et les routes se concentraient près des rives du fleuve et des rivières.

#### CARTE 2

##### Lanaudière au début du XIX<sup>e</sup> siècle

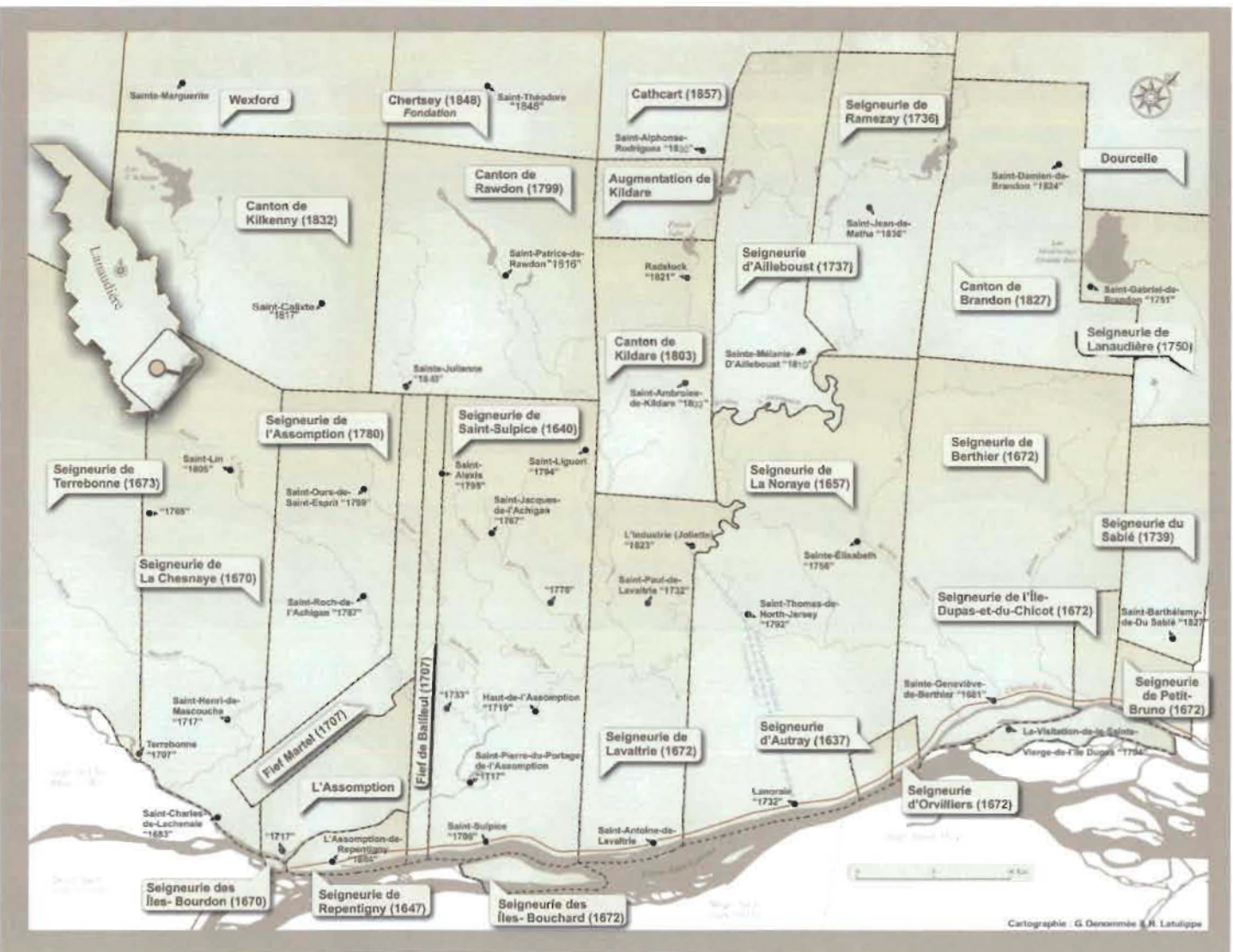


En fait, Lanaudière n'existait pas au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Le territoire était divisé en deux comtés, Leinster et Warwick. Dans ces comtés se trouvaient plusieurs seigneuries et cantons qui ont laissé place, aujourd'hui, aux divisions paroissiales, municipales et régionales. Les seigneuries divisaient les terres longeant le fleuve. Créées aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, pendant le régime français, elles furent peuplées en grande partie à cette époque. À partir des années 1790, les terres de l'arrière-pays nouvellement ouvertes au peuplement furent divisées en cantons. Les seigneuries d'Ailleboust et Ramezay font exception dans ce tableau commun à plusieurs régions québécoises longeant le fleuve. Elles ont été concédées dans l'arrière-pays. Même si elles ont été créées au XVIII<sup>e</sup> siècle sous le régime français, elles ne furent peuplées qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, en même temps que les cantons. Elles ont connu un développement semblable aux cantons, contrairement aux seigneuries longeant le fleuve. C'est pourquoi elles sont incluses dans cette étude au même titre que les cantons créés au début du XIX<sup>e</sup> siècle.



## CARTE 3

## Seigneuries et cantons de la région lanadoise



Source : Projet d'histoire de Lanadère, IQRC et Centre d'études québécoises.

Lanaudière suivait de près le développement du reste du Bas-Canada au début du XIX<sup>e</sup> siècle, par la division de son territoire, mais aussi par la hausse démographique qu'elle connut tout au long du siècle. La population lanaudoise s'élevait à environ 44 000 personnes en 1825, à plus de 65 000 en 1851, puis atteint près de 74 500 habitants en 1861<sup>1</sup>. Toutefois, la hausse démographique de la région lanaudoise au XIX<sup>e</sup> siècle est moins importante que celle du Bas-Canada. Alors que le Bas-Canada double sa population de 1831 à 1861, Lanaudière enregistre une hausse de 37% seulement.

Un autre indice du développement de la région lanaudoise est le déploiement de son réseau routier. « Même si la route n'est pas indispensable à la colonisation, elle l'est à l'agriculture, si bien que peu de temps après le début de la colonisation dans une zone, les routes apparaissent<sup>2</sup>. » Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, son réseau routier se compare aux autres régions qui l'entourent. Autour de l'île de Montréal, les routes s'enfoncent un peu dans les terres, tout en suivant les principaux affluents du fleuve.

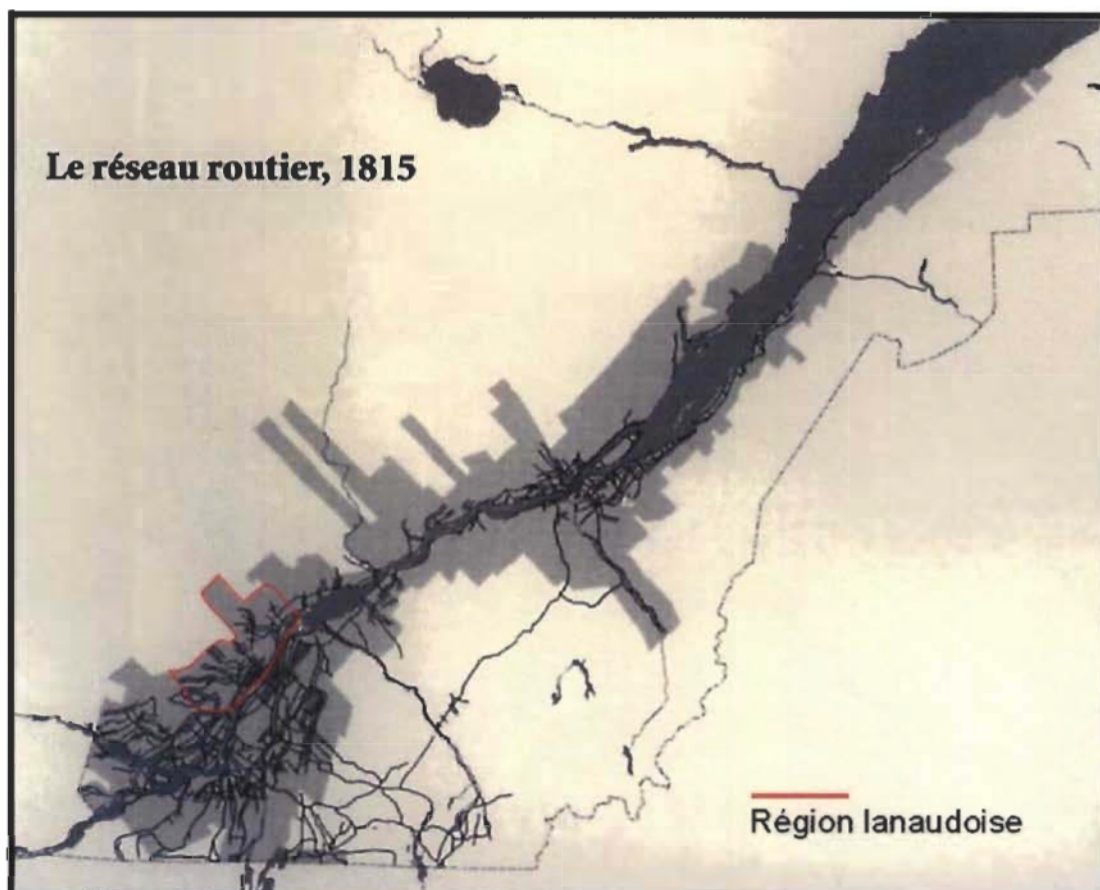
---

<sup>1</sup> Recensements du Bas-Canada, 1825, Comtés Warwick et Leinster : microfilms C-718; Statistique Canada, 1851-1852 : *Census of the Canadas = Recensement des Canadas : 1851-52*, Ottawa, Statistique Canada, 1853-1855, 2 v. ; Canada. Bureau de la Statistique, 1860-61 : *Census of the Canadas = Recensement des Canadas : 1860-61*, Québec, Imprimé par S.B. Foote, Établissement de presses à vapeur, 1863-1864, 2 v.

<sup>2</sup> Courville, Serge, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Atlas historique du Québec : Le pays laurentien au XIX<sup>e</sup> siècle. Les morphologies de base*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, p.30

## CARTE 4

## Le réseau routier au Bas-Canada en 1815



Source : Courville, Serge, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *op.cit.*, p.42

Les routes se situent majoritairement à l'intérieur des seigneuries. Peu de routes sillonnent les quelques cantons formés. Toutefois, plus le siècle avance, plus les routes se sont enfoncées dans les terres, afin que les nouveaux colons puissent avoir accès aux marchés agricoles, aux plus grandes villes sur le bord du fleuve, etc<sup>3</sup>.

Lanaudière connaît donc un peuplement semblable à d'autres régions bas-canadiennes. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ses seigneuries qui longent le fleuve sont

<sup>3</sup> Le développement des routes lanaudoises est présenté au chapitre 3.

majoritairement peuplées, alors que les cantons commencent tout juste à s'ouvrir à la colonisation.

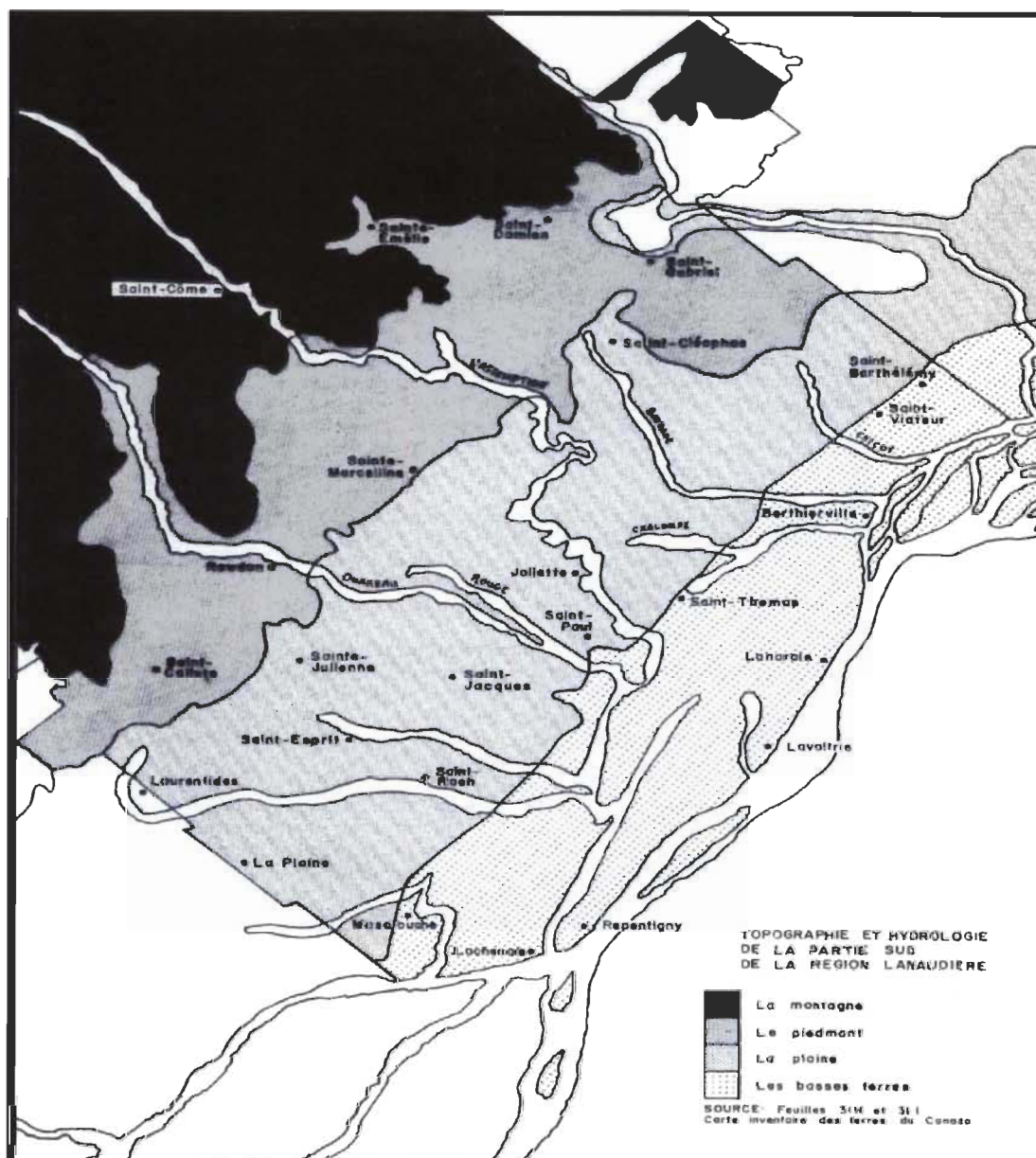
## **1.2. Le cadre physique**

### **➤ *Relief et types de sol***

Jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la population bas-canadienne se concentrait majoritairement dans les Basses terres et la plaine du fleuve Saint-Laurent, voie de pénétration dans le pays. Il en était ainsi dans la région Lanaudaise. Peu s'étaient aventurés à demeurer plus loin, dans le piedmont ou dans les montagnes. La population évoluait donc dans un territoire habituellement plat. Les routes s'y traçaient facilement et les terres pouvaient être labourées plus aisément.

## CARTE 5

## Topographie lanaudioise



Source : Christian Morissonneau, dir., *Guide de Lanaudière : Culture, histoire et tourisme*, Joliette, Conseil régional de la culture de Lanaudière, 1985.

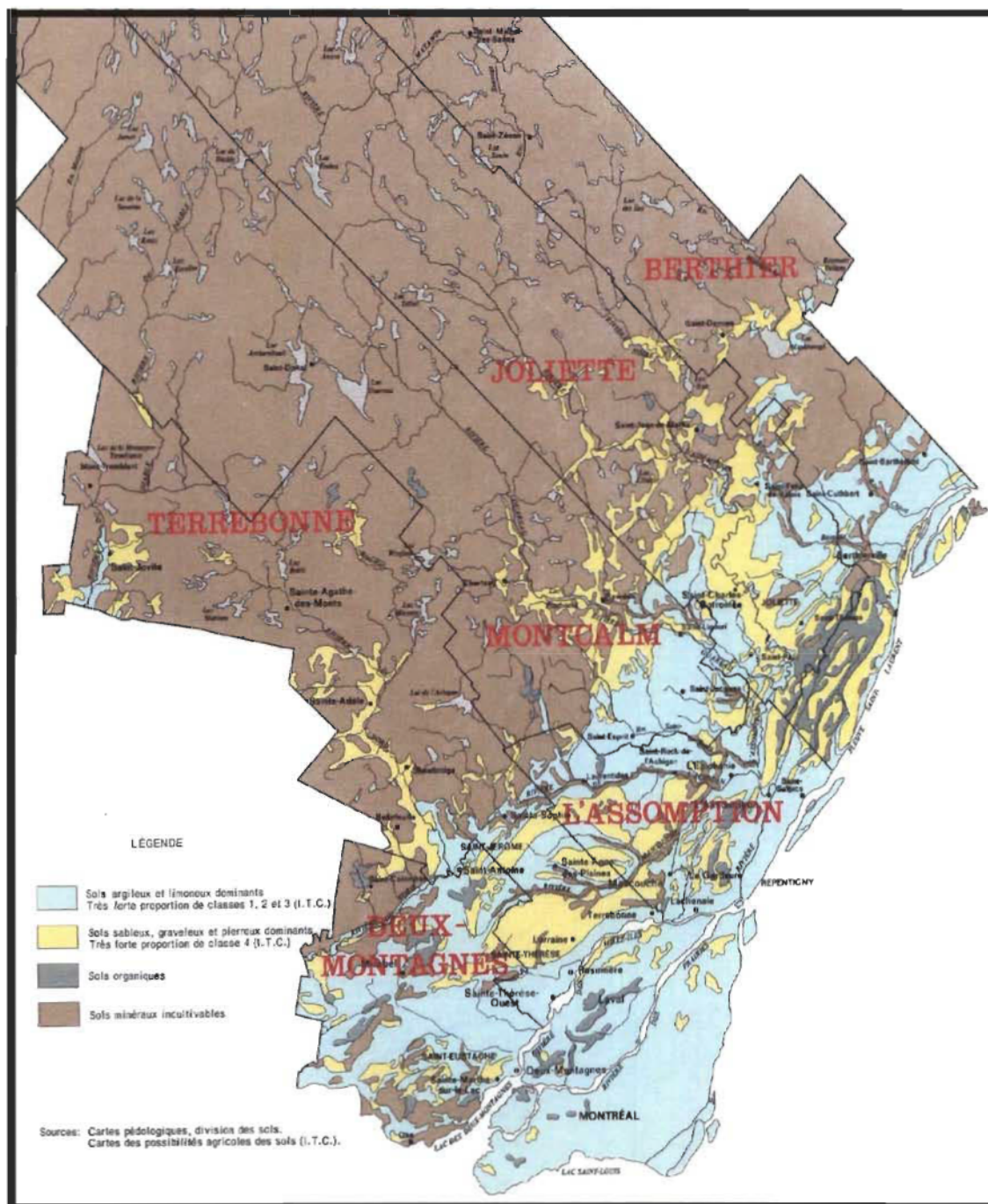
La plupart des terres de la plaine et des basses terres étaient fertiles. Les études géomorphologiques expliquent que la mer de Champlain qui recouvrait toute la plaine



du Saint-Laurent il y a 11 000 ans, a laissé en se retirant des dépôts d'argile et de sable créant ainsi des terres propices à l'agriculture. Toutefois, il n'en est pas de même plus au nord. À mesure que l'on s'éloigne des Basses terres du Saint-Laurent, le relief devient plus accidenté. On passe de la plaine, au piedmont, puis à la chaîne des Laurentides. La fertilité des terres en est affectée. Les Basses et les Hautes Laurentides ne sont recouvertes que d'une mince couche de dépôts glaciaires. La carte 6 laisse entrevoir que les sols de la plaine du Saint-Laurent, donc ceux inclus dans les seigneuries, sont habituellement fertiles. À l'inverse de ceux des cantons, plus ils sont localisés au nord, moins ils sont fertiles. Les colons de Saint-Zénon et Saint-Michel-de-Saints, ne trouveront même pas de terre à cultiver. Seulement un à deux pieds de terre recouvrent un sol constitué entièrement de roc à ces endroits.

## CARTE 6

## Principaux types de sols dans Lanaudière



Note : Les sols en jaune, vert et turquoise sont cultivables à certains degrés, alors que les sols en brun sont infertiles ou incultivables.

Source : Michel Thibault, Jacques Leclerc et Julie Labrecque, *Atlas agroalimentaire du Québec, région agricole no 10*, Québec, Ministère de l'Agriculture, 1979.

Les colons qui sont donc montés dans les cantons au début du XIX<sup>e</sup> siècle et qui sont venus peupler le piedmont et les Laurentides n'ont pas trouvé un relief aussi accueillant que celui de la plaine. Les conditions d'agriculture qu'ils ont rencontrées étaient différentes de celles qu'ils avaient connues. Ces éléments ont influencé la colonisation dans Lanaudière. Par exemple, la plupart des villages ou des premiers noyaux de population hors des seigneuries se sont formés dans les vallées qui entaillent les Laurentides. En plus d'y trouver quelques fois des terres plus fertiles, la construction d'un village y était plus facile. Ainsi, Rawdon s'est construit sur un plateau de deux milles carrés encaissé dans les montagnes. Le village de Saint-Jean-de-Matha se situe aussi dans une vallée.



Vue de Saint-Jean-de-Matha, direction Nord.  
Photo : Nancy Gadoury, janvier 2004

### ➤ *Climat*

En plus de rencontrer un relief accidenté et des sols moins fertiles, les colons qui se sont dirigés vers le Nord ont dû faire face à un climat plus rigoureux. Par exemple, Joliette qui se trouve dans la plaine bénéficie d'une saison agricole plus longue comparé aux paroisses situées dans les zones montagneuses. Les agriculteurs



joliettains pouvaient profiter en moyenne de dix à quinze jours de plus sans gel. Le temps de croissance en était donc accru.

**TABLEAU 1**

**Période sans gel**

Municipalités	Altitude (mètres)	Nombre moyen de jours sans gel	Longueur de la saison de croissance
Berthierville	12	128	187 à 194
Joliette	58	138	194 à 201
Saint-Jacques-L'Achigan	60	118	187 à 194
Saint-Ambroise de Kildare	93	115-120	187 à 194
Saint-Félix-de-Valois	122 à 152	130	187 à 194
Sainte-Julienne de Montcalm	30 à 150	122-138	166 à 173
Saint-Calixte	150	122-138	166 à 173
Rawdon	153	122-138	173 à 180
Saint-Jean-de-Matha	160	130	180 à 187
Saint-Alphonse Rodriguez	200	122-138	173 à 180
Chertsey	305	122-138	166 à 173
Saint-Côme	300 à 400	122-138	166 à 173

Source : Pierre-André Dubé, Joseph-Edgar Chevrete et Paul Lamb, *Atlas agroclimatique du Québec méridional : données dérivées de la température*, Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 1982, 16 f. ; Paul G. Lajoie, *Étude pédologique des comtés de l'Assomption et de Montcalm*, Ministère de l'Agriculture du Canada, 1965; Ernest Pageau, *Étude pédologique du comté de Joliette*, Québec, Ministère de l'Agriculture, 1961, p.13.

Les colons ont dû s'adapter à ces contraintes topographiques et climatiques sur lesquelles reposait la reconstitution de leur exploitation agricole. Leurs conditions de vie habituelles ont été bouleversées. Séguin et Hardy dans *Forêt et société en Mauricie, la formation de la région de Trois-Rivières de 1830 à 1930*<sup>4</sup> tout comme Lafleur dans *La vie quotidienne des premiers colons en Abitibi-Témiscamingue*<sup>5</sup> ont bien mis en lumière les efforts considérables fournis par les colons pour défricher

<sup>4</sup> Normand Séguin et René Hardy, *op.cit.*

<sup>5</sup> Normand Lafleur, *La vie quotidienne des premiers colons en Abitibi-Témiscamingue*, Montréal, Léméac, 1976, 176 pages.

leurs terres en zone montagneuse et pour trouver des moyens de subsistance pour pallier le faible rendement de leurs terres.

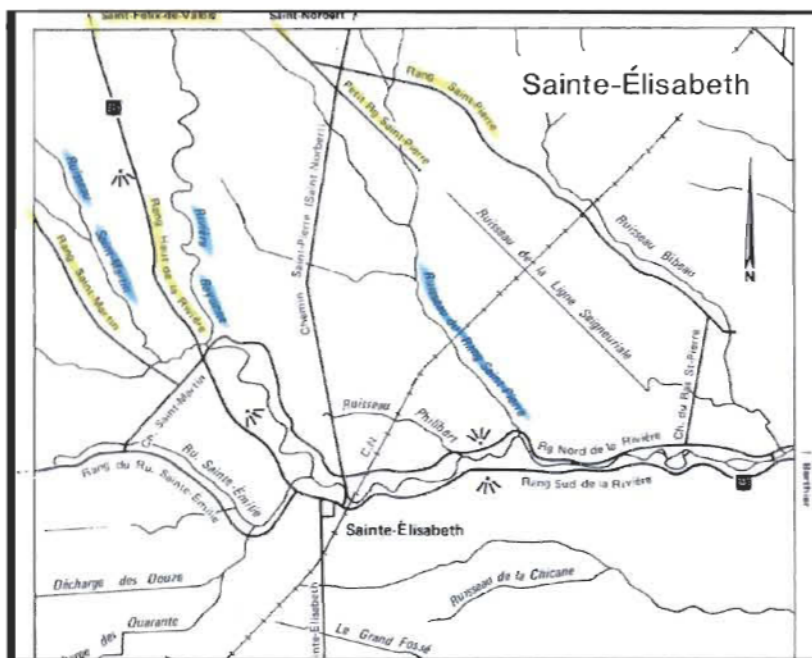
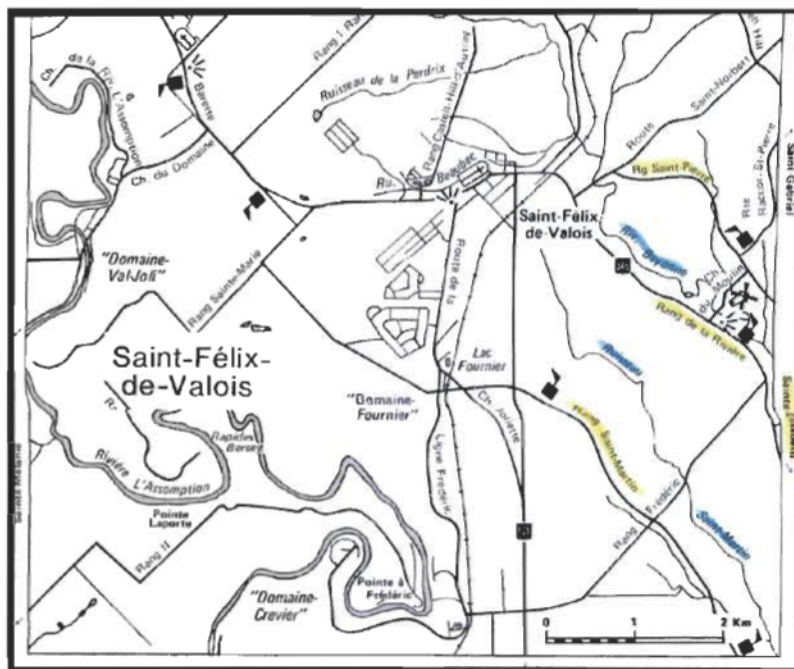
### ➤ *Hydrographie*

Lanaudière est parcourue par de nombreuses rivières et ruisseaux. Son réseau hydrographique a eu une influence certaine sur son peuplement au XIX<sup>e</sup> siècle, car bien avant de tracer un sentier ou de construire une route, les colons empruntaient les cours d'eau pour remonter vers le nord. D'ailleurs, l'hiver, une rivière gelée offrait un chemin plat et bien déboisé. En observant la carte 2, on peut constater que le territoire se situant autour de la rivière L'Assomption, principal affluent du fleuve dans la région, est davantage développé que le reste de la région. En majorité, les villages et les routes sont construits le long des cours d'eau, car les colons avaient besoin d'eau près de chez eux pour répondre aux nécessités domestiques et industrielles (moulins). Tout au long du siècle, la colonisation a donc suivi les rivières. Plusieurs cartes en témoignent dans ce mémoire.

Par exemple, les cartes ci-dessous présentent les routes et les rivières entre Sainte-Élisabeth et Saint-Félix-de-Valois. Le peuplement dans cette région est parti de Berthierville, sur le bord du fleuve. Il a suivi la rivière Bayonne et s'est fixé à l'intérieur des terres, Sainte-Élisabeth. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la colonisation s'est prolongée au-delà de Sainte-Élisabeth. Elle a suivi la rivière Bayonne, le ruisseau Saint-Martin et le ruisseau Saint-Pierre. Des routes se sont développées le long de ses cours d'eau et Saint-Félix est né d'un démembrement de la paroisse de Sainte-Élisabeth.

## CARTE 7

### Routes et rivières entre Saint-Félix et Sainte-Élisabeth



Source : Christian Morissonneau, *Guide de Lanaudière; Culture, histoire et tourisme*, Joliette, Conseil régional de Lanaudière, 1985, p.224 et 251.

### 1.3. La région étudiée

Bien que ce mémoire donne quelques indications sur le peuplement général de la région lanaudoise, il se concentre surtout sur l'étude de la colonisation d'une zone géographique facilement repérable : le piedmont lanaudois. Dix localités voient le jour à partir de 1820 : Saint-Jean-de-Matha, Saint-Félix-de-Valois, Sainte-Mélanie, Saint-Ambroise-de-Kildare, Rawdon, Saint-Calixte, Sainte-Julienne, Chertsey, Saint-Gabriel de Brandon et Saint-Alphonse Rodriguez, c'est-à-dire les seigneuries d'Ailleboust et Ramezay, ainsi que des cantons Kildare, Kilkenny, Brandon, Cathcart, Chertsey et Rawdon. Leurs rangs plus au sud se trouvent souvent encore dans la plaine, alors que les rangs plus au nord se situent dans la zone montagneuse. La majorité de leurs terres sont peu fertiles. Il y a bien quelques vallées plus accueillantes, mais la plupart du temps, les colons ont évolué dans un environnement physique différent de celui qu'ils avaient connu dans la plaine et les basses terres.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ces cantons, ces seigneuries, ces paroisses et villages n'existaient pas ou n'étaient pas encore développés et peuplés. Les premiers colons y sont montés majoritairement vers les années 1820. Cinquante ans plus tard, tous seront peuplés, devenus des paroisses et des municipalités à part entière. Les chapitres suivants se concentreront sur la colonisation et le développement de ces dix paroisses, ainsi que leur évolution dans la région lanaudoise, à travers deux cadres principaux : le cadre gouvernemental et le cadre religieux.

**PARTIE 2**

**LA COLONISATION**

**ET**

**LE CADRE GOUVERNEMENTAL**

## **Chapitre 2**

### **Seigneuries et cantons**

#### **2.1. Les premiers colons**

Selon Normand Séguin, le premier pas du peuplement dans une nouvelle région se fait de façon individuelle et spontanée<sup>1</sup>. Les colons répondent à la poussée démographique et aux offres de travail de l'industrie forestière. Dans son étude sur la plaine d'Herbertville, Séguin a remarqué que « Presque partout, dans l'espace compris entre le fleuve Saint-Laurent et Chicoutimi, la population a devancé les arpenteurs de sorte que pendant une longue décennie, la prise des terres s'est effectuée dans le désordre, en l'absence de toute forme d'organisation et d'autorité civile<sup>2</sup>. » Il en est de même dans Lanaudière. Les premiers colons qui sont montés vers le Nord, de proche en proche, n'ont rencontré aucune forme d'organisation du territoire. Certains se croyaient encore dans les limites d'une seigneurie. Par exemple, plusieurs habitants de la seigneurie Saint-Sulpice s'étaient installés dans le premier rang du canton Rawdon. Toutefois, des lettres patentes avaient déjà été émises par le gouvernement à plusieurs concessionnaires dans le premier rang du canton. Il fallut régler le litige quand les concessionnaires arrivèrent pour prendre possession de leurs lots<sup>3</sup>. D'autres s'étaient installés au milieu des cantons comme des squatters, sachant bien qu'ils étaient sur les terres publiques.

---

<sup>1</sup> Normand Séguin, *La conquête du sol au 19<sup>e</sup> siècle*, op.cit. p.49

<sup>2</sup> *Ibid*, p.87

<sup>3</sup> Marcel Fournier, *Rawdon : 175 ans d'histoire*, Joliette, Société Historique de Joliette, 1974, p.33

En effet, le gouvernement prit souvent du retard face au peuplement. Plusieurs cantons furent projetés dès 1792, comme Rawdon, Chertsey ou Kilkenny. Peu furent proclamés officiellement avant plusieurs années. Tant et aussi longtemps que le canton n'était pas érigé et que ses limites, et celles des lots qui le composent, n'étaient pas fixées, il était impossible pour le gouvernement d'y concéder des lots.

Presque tous les cantons de Lanaudière ont accueilli des colons avant qu'ils ne soient érigés ou entièrement arpentés. Parfois, seulement quelques rangs étaient ouverts, mais les colons s'installaient quand même partout dans le canton.

**TABLEAU 2**

**Premiers colons et développement des cantons**

	Arrivée des premiers colons	Érection du canton	Arpentage
Kildare	1803	1803	1803
Kilkenny	1817	1832	1823
Rawdon	1816	1799	1820
Cathcart	1830	1857	1851
Chertsey	1821	1848	1850
Brandon	1818	1827	1808

Source : Monographies locales et Correspondances de l'évêché.

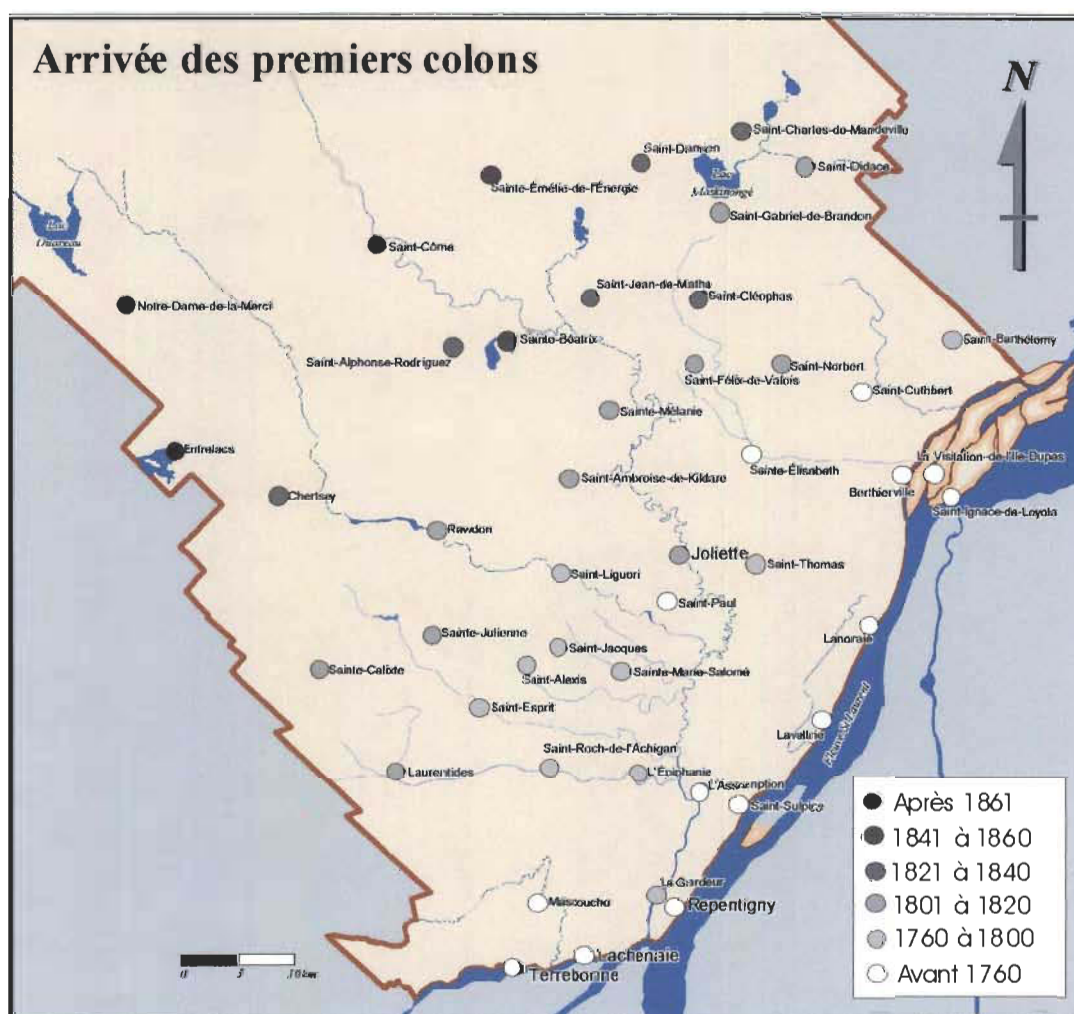
Par exemple, le canton Chertsey a accueilli des colons bien avant qu'il ait été érigé et arpenté. C'est l'arpenteur Joseph Bouchette qui en témoigne dans un de ses ouvrages en 1830. Il écrit du canton Chertsey : « Canton projeté du comté de l'Assomption. Dans ce canton existe une chaîne de montagne et en deçà de laquelle il y a trois lieues de riches prairies sur lesquelles quelques personnes sans aucun droit ont fauché quelque 6000 bottes de foin<sup>4</sup>. ». Le canton Chertsey ne fut érigé et arpenté qu'en 1848, c'est-à-dire plus de vingt ans après les premiers établissements. Il est donc

<sup>4</sup> Marcel Fournier, *Histoire de Chertsey, des origines à l'an 2000*, op.cit., p.19

impossible, à partir des données gouvernementales de connaître les premiers colons, les terres qu'ils ont occupées, et la date exacte de leur arrivée. Par contre, leur présence est attestée par différents documents, comme les rapports de Joseph Bouchette. Il a toutefois été possible de reconstituer le démarrage du peuplement de la région Lanaudaise en prenant comme critère d'établissement les attestations de ces différents documents<sup>5</sup>.

## CARTE 8

### Arrivée des premiers colons



<sup>5</sup> Ces attestations se retrouvent surtout dans les monographies locales et les correspondances de l'évêché.



De 1800 à 1840, tous les cantons et seigneuries étudiés ont accueilli leurs premiers colons. Après cette date, quelques colons sont encore montés vers le Nord et ont créé Sainte-Béatrix, Sainte-Émélie, Saint-Côme, Saint-Zénon, Saint-Michel-des-Saints, mais on peut dire que la majeure partie de la région fut peuplée dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Toutefois, aussitôt que le canton était érigé et arpenté, les colons devaient régulariser leur situation et obtenir les droits de la terre qu'ils occupaient s'ils ne voulaient pas être expulsés. Certains tardaient quand même à obtenir leurs titres de propriété, notamment à cause de l'éloignement de l'agent de terre qui distribuait les billets de location pour les lots. Par exemple, l'agent des terres du canton Cathcart qui se trouvait au nord de la région étudiée, habitait Berthier. Ce n'est qu'en 1859 qu'un agent des terres fut disponible à Saint-Ambroise beaucoup plus près des terres de peuplement<sup>6</sup>.

## **2.2. Billets de location et lettres patentes**

Lorsqu'un canton était enfin érigé et arpenté, le colon qui voulait un lot ou qui voulait régulariser sa situation de squatter à propriétaire, devait faire la demande d'un billet de location à l'agent des terres responsable du canton. Ce nouveau mode de concession des terres publiques a été fixé dans une proclamation émise en 1792, année de sa mise en fonction. Le colon obtenait avec son billet de location un lot de forme rectangulaire habituellement de 100 acres. Le gouvernement, selon son projet

---

<sup>6</sup> Dominique Héту et Carmen Lefebvre, *Si j'ai bonne souvenance, Saint-Alphonse Rodriguez*, Québec, Éditions Odile Germain, 1987, p.25

de 1792, voulait que les cantons soient de forme carrée et divisés en 11 rangs contenant 28 lots de 200 acres. Toutefois, un seul canton dans Lanaudière possédait cette forme exacte comme on peut le voir sur la carte 9. C'était Rawdon. En pratique, les lots furent aussi divisés en lots de 100 acres par l'agent de terre<sup>7</sup>. Il faut dire que la majorité des lots concédés depuis le début du régime français étaient de 100 acres<sup>8</sup>.

Le colon obtenait ses lettres patentes seulement après avoir rempli les conditions du billet de location. Il devait d'abord défricher un chemin sur son lot<sup>9</sup>, puis défricher quelques acres de terres pour cultiver, tout en construisant maison et granges. Après avoir payé tous les versements reliés à l'achat de son lot, il obtenait ses lettres patentes et devenait propriétaire de sa terre. Si ces conditions n'étaient pas remplies avant le délai prescrit, le colon était expulsé.

### **2.3. Le peuplement selon les billets de location et les lettres patentes**

Pour illustrer l'avancée de la colonisation dans la région étudiée, il aurait été intéressant de constituer une carte à l'aide des billets de location c'est-à-dire la plus ancienne attestation des colons sur leurs terres. Toutefois, l'information n'a pas été conservée uniformément. Les registres et les documents anciens gardés aux archives gouvernementales, traitent surtout de l'acquisition des lettres patentes. Il a donc été

---

<sup>7</sup> Voir Jean-Chrysostome Langelier, *Liste des terrains concédés par la Couronne dans la province de Québec, de 1763 au 31 décembre 1890*, Québec, C.F. Langlois, 1891, 1921 pages.

<sup>8</sup> Louis-Edmond Hamelin, *Le rang d'habitat : Le réel et l'imaginaire*, Canada, Éditions Hurtubise HMH Ltée, 1993, p.109

<sup>9</sup> J.-Claude Lapierre, *op.cit.*, p.48-49

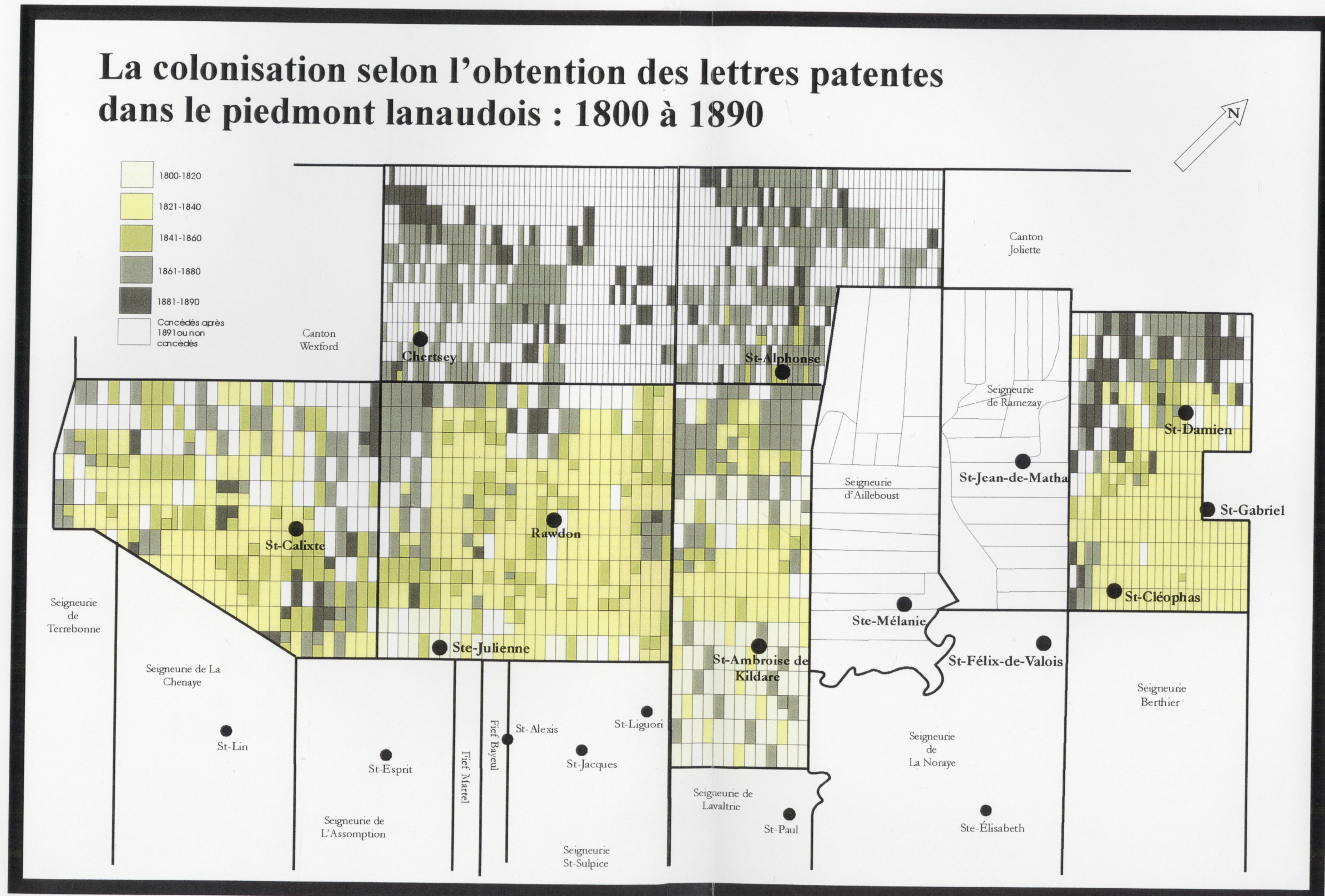
possible de construire une carte et de reconstituer l'évolution de la colonisation dans Lanaudière selon ces dernières uniquement.

À partir de l'ouvrage de Jean-Chrysostome Langelier, *Liste des terrains concédés par la Couronne dans la province de Québec, de 1763 au 31 décembre 1890*, publié en 1891, la carte 9 a été construite. Cette carte présente clairement la progression de la colonisation selon l'encadrement gouvernemental. Les premiers colons ayant obtenu les titres de propriété sur leurs terres se trouvaient dans le canton Kildare et le canton Rawdon. Ils les ont obtenus entre 1800 et 1820. Toutefois, la plupart des titres de propriétés dans la région étudiée furent émis entre 1821 et 1860. Ces années marquent donc la période la plus intense de peuplement pour les cantons Kilkenny, Rawdon, Kildare et Brandon. Pour les cantons Chertsey et Cathcart qui se trouvent plus au nord, la majorité des titres de propriétés ont été obtenus entre 1861 et 1880. La colonisation y fut plus tardive.



## CARTE 9

La colonisation selon les lettres patentes dans le piedmont lanaudois : 1800 à 1890





Cette carte n'est toutefois pas représentative du peuplement réel, mais bien du peuplement selon le cadre fixé par le gouvernement. Il ne faut pas oublier que plusieurs colons s'établissaient sans avoir de droits, vu le retard du gouvernement sur la création et l'arpentage des cantons. Beaucoup d'autres prenaient plusieurs années à répondre aux exigences du billet de location et retardaient ainsi l'obtention de leurs lettres patentes. Par exemple, Rawdon, en 1824, comptait 108 lots occupés. Sur ceux-ci, il y avait 30 squatters et 37 n'avaient pas leurs titres de propriété (billets de location ou lettres patentes) en main. En fait, 35 occupants seulement possédaient un billet de location ou des lettres patentes en bonne forme<sup>10</sup>. 64 occupants sur les 108 obtinrent un jour leurs lettres patentes. Ces derniers prirent entre un an et vingt-huit ans pour les obtenir. En moyenne, les colons obtenaient leurs lettres patentes neuf ou dix ans après avoir pris possession de leur lot. En réalité, il y a donc près de la moitié des colons résidant dans le canton Rawdon en 1824 qui ne figurent pas sur la carte 9.

Toutefois, quelques observations permettent de croire que la carte 9 peut tracer tout de même l'évolution générale du peuplement réel dans la région. Notamment, selon l'obtention des lettres patentes, ce sont les cantons Rawdon et Kildare qui accueillirent les premiers colons. L'information est fiable si elle est comparée à celle du tableau 2. Il faut rappeler que ces deux cantons furent érigés et arpentés plus rapidement que les autres. Le gouvernement pouvait donc émettre les lettres patentes dans ces cantons lorsque la majorité des colons s'y sont installés. Ce n'est pas le cas des autres cantons de la région qui enregistrent beaucoup plus de retard face à l'arrivée des premiers colons. Cependant, si on émet l'hypothèse qu'il a

---

<sup>10</sup> Marcel Fournier, *Rawdon : 175 ans d'histoire*, op.cit., p.43 à 48

fallu environ dix ans aux colons des autres cantons pour obtenir leurs lettres patentes, la carte présente une bonne vue d'ensemble de l'expansion réelle de l'œcoumène avec plus ou moins une décennie de retard.

La même information n'est pas disponible pour les seigneuries Ramezay et D'Ailleboust. Il n'a même pas été possible de connaître la cession des lots selon les livres tenus par les seigneurs. Ils ne semblent pas avoir été conservés. Il est toutefois possible de savoir à partir d'autres sources<sup>11</sup> l'évolution de la colonisation de ces seigneuries. Par exemple, les premiers rangs (la moitié sud) de la seigneurie Ramezay ont été peuplés de 1800 à 1836. La partie plus au nord ne sera peuplée qu'après 1845, ce qui correspond aux années de peuplement des cantons à la même latitude. La seigneurie D'ailleboust, elle, compte déjà 450 résidents en 1831<sup>12</sup>. Une mission est installée la même année au sud de la seigneurie. Le peuplement du nord de la seigneurie a sûrement suivi de près, car en 1857, une autre mission y était créée.

## 2.4. Seigneurs et chefs de canton

L'historiographie a beaucoup insisté sur la différence entre les cantons et les seigneuries. Il est vrai que le mode de concession de la terre était tout à fait différent. Dans un canton, le colon achetait sa terre. Il en était le seul propriétaire et bénéficiaire. Dans une seigneurie, le colon était redevable au seigneur. Le seigneur et

---

<sup>11</sup> Théophile S. Provost, *Histoire d'un établissement paroissial de colonisation, Saint-Jean-de-Matha*, Québec, Éditions d'Orphée, 1990 (réédition de 1888), p.16 à 29

<sup>12</sup> Recensements du Bas-Canada, 1831, Comtés Berthier, Lachenaie et L'Assomption : microfilms C-721 et C-722

le colon étaient soumis à des devoirs et des droits l'un envers l'autre. Le seigneur devait tenir feu et lieu, c'est-à-dire construire un manoir et l'habiter. Il devait concéder des terres à ceux qui en voulaient. Il devait construire et entretenir un moulin. Il devait aussi participer aux cotisations de l'église, etc. Le colon devait aussi tenir feu et lieu sur sa terre, payer la rente annuelle, le droit de moudre au moulin seigneurial, donner trois à quatre jours de corvée par année, entretenir le chemin de front sur sa terre, etc<sup>13</sup>. En réalité, est-ce que les différences entre les seigneuries et les cantons étaient aussi grandes? Est-ce qu'un colon qui partait d'une seigneurie longeant le fleuve trouvait sur les nouvelles terres un mode de vie différent?

Dans Lanaudière, plusieurs nuances sont à apporter sur les différences entre seigneuries et cantons. D'abord, de nombreux colons se sont installés dans les seigneuries d'Ailleboust et Ramezay, ouvertes au même moment que les cantons au peuplement, et ont du même coup retrouvé le même mode de concession de la terre que dans les seigneuries longeant le fleuve. Toutefois, ces deux seigneuries n'offraient pas le même mode de vie et la présence du seigneur n'y était pas la même que dans celles déjà bien établies le long du fleuve. La seigneurie d'Ailleboust eut ses seigneurs résidents, participant au développement de la nouvelle communauté, investissant dans la construction de la paroisse, rappelant les droits et devoirs de chacun, etc. La réalité était toute autre dans la seigneurie Ramezay. Il y avait bien un seigneur auquel les colons payaient leurs redevances, mais, dans les sources, nul signe de manoir ou de seigneurs résidents. Comme dans les cantons, les colons y étaient seuls pour organiser leur vie communautaire.

---

<sup>13</sup> Marcel Trudel, *Le régime seigneurial*, Ottawa, Société Historique du Canada, 1971 (1956), 26 pages.

Toutefois, est-ce que les colons qui s'installaient dans un canton étaient vraiment seuls pour organiser cette vie communautaire? Le système de canton a d'abord été fait pour que chaque colon puisse obtenir une terre par lui-même par l'entremise de l'agent de terre, l'acheter et en être le seul bénéficiaire. Toutefois, le gouvernement retint que :

(...) le principal objet des instructions de Sa Majesté était d'obtenir une population abondante pour ces contrées, et que l'on ne pourrait jamais arriver à ce but, si chaque colon devait venir visiter lui-même le pays et remplir seul toutes les formalités requises pour obtenir une petite étendue de terre dans une grande contrée encore inhabitée, mais que le succès serait certainement assuré si l'on permettait à un certain nombre d'associés de se diviser entre eux un canton ou une certaine partie de canton, sous la conduite d'un chef en état de faire les déboursés requis (...); que dans ce cas une seule lettre patente serait émise pour tout un canton<sup>14</sup>(...)

De grandes parties de canton furent donc concédées à des chefs à travers tout le Bas-Canada. Ces chefs de canton devaient organiser l'arpentage de la partie qui leur était octroyée et devaient payer la moitié des frais. De nombreux cantons lanaudois furent concédés à des chefs de canton. Par exemple, le canton Kildare fut divisé en trois parties. Une partie fut octroyée au seigneur de Lavaltrie, une autre à M. William Vondelvenden de la main même du seigneur de Lavaltrie en échange de l'arpentage du canton par ce dernier, et finalement la dernière partie fut concédée au Major Beauchamp Colclough, chargé de distribuer ses terres aux anciens combattants<sup>15</sup>. Dans le canton Brandon, 1200 acres de terres furent concédés à l'Honorable James Cuthbert, seigneur de Berthier en 1828, ainsi que 9700 acres à Edmund Antrobus en 1826. Ce fut le même scénario pour le canton Kilkenny et le canton Rawdon<sup>16</sup>.

<sup>14</sup> Caron, Ivanhoé, *op.cit.*, p.30

<sup>15</sup> J.-Claude Lapierre, *op.cit.*, p.61 à 88

<sup>16</sup> Claude Lambert, *Les explorateurs-arpenteurs au XIX<sup>e</sup> siècle : dans la région Lanaudière et les voisines, suivant les cours d'eau dans les cantons au nord des seigneuries de la rivière Saint-Maurice à la rivière du Lièvre*, Joliette, Société de généalogie de Lanaudière, 1990, p. 9



Dans Lanaudière, plusieurs de ces chefs de canton exploitèrent les terres qui leur furent concédées selon le système seigneurial. Le seigneur de Lavaltrie et M. Vondelvenden sont du groupe. Le seigneur de Lavaltrie annexa ses nouvelles terres à sa seigneurie. Il subdivisa les 39 lots des trois premiers rangs du canton Kildare en 117 lots et les concéda à différents colons de 1809 à 1849. Tous ces colons sont inscrits au Livre Terrier de la seigneurie. M.Vondelvenden, absent de ses terres, les dirigeait de loin à l'aide du seigneur de Lavaltrie et de Gaspard Delanaudière. Dans ses lettres, il leur demandait de veiller sur ses intérêts :

Si mes sucrerie dans Kildare ont produit quelque rente de sucre et que quelcun de vos voisins voulut l'acheter j'en serai bien aise vu qu'on en fait beaucoup ici<sup>17</sup>.

Dans l'instant même je viens de recevoir votre très obligeante lettre qui ne mérite pas moins que celle qui la précédoit mes remerciemens et ma reconnaissance. Vous aurez sans doute appris avant que la présente vous parvienne que j'ai écrit tout au long à M.Rottot au sujet du bois qu'on dit être coupé sur mes terres à Kildare; et vous aurez sans doute su tout ce que je lui marque à ce sujet et à d'autres égards.

Je l'ai chargé entre-autre de demander paiement des rentes dues par les Américains depuis le tems de leur prise de possession suivant leur convention et de faire ce paiement à vous<sup>18</sup>.

Donc, plusieurs cantons ou parties de canton offrirent aux colons un mode de vie semblable à celui qu'ils avaient connu dans les seigneuries longeant le fleuve.

Les cantons ont aussi bénéficié de l'aide de plusieurs autres personnages importants qui ont contribué à leur développement, même s'il n'y avait pas de seigneurs. Il s'agit souvent d'industriels ou d'hommes exerçant une profession libérale. Ces derniers se sont impliqués dans le développement de la paroisse en offrant un terrain pour l'église ou en faisant partie de la fabrique, en étant maire de la municipalité, etc. Par exemple, c'est Joseph Edouard Beaupré qui fonda Sainte-

<sup>17</sup> J.-Claude Lapierre, « Lettre de William Vondelvenden à G.Delanaudière », *op.cit.*, p.75

<sup>18</sup> *Ibid.*, p.76

Julienne. Après y avoir construit un moulin et attiré plusieurs colons autour de ses installations, il entreprit des démarches pour obtenir une église, une paroisse et aussi une municipalité. Il en fut le premier maire et le demeura pendant vingt-cinq ans<sup>19</sup>.

## 2.5. Le cadre gouvernemental dans l'espace : rang et range

Dans son étude, Louis-Edmond Hamelin a étudié la différence entre le rang que l'on retrouve majoritairement dans les seigneuries, et le range que l'on retrouve dans les cantons<sup>20</sup>. En résumé, le rang seigneurial se construit le long des rivières, les lots sont de formes allongées et les habitations s'alignent le long du rang. Le range divise le canton en forme de damier. L'habitat y est plus dispersé. En réalité, la différence n'est pas aussi prononcée. Les colons qui sont montés dans les cantons, ont souvent retrouvé la forme d'habitat aligné qu'ils avaient connue dans la plaine. « Plusieurs conditions jouaient contre la carrière rangique normale du range. La dure topographie a contribué à refouler une partie de l'écoumène de résidence dans les vallées (fait qui créait de toute façon un habitat aligné)<sup>21</sup>. » De plus, il était prévu qu'une route longe les ranges tout du long, mais « (...) les collines et montagnes des Laurentides et des Appalaches ne se prêtaient pas partout au tracé d'une voie rectiligne<sup>22</sup> (...) ». Aussi, les lots prévus de 200 acres furent divisés en lots de 100 acres, allongeant ainsi les lots comme dans les seigneuries, etc.

---

<sup>19</sup> François Lanoue, *Sainte-Julienne de Montcalm (1848-1989)*, Sainte-Julienne, Chambre de commerce, 1989, p.125

<sup>20</sup> Louis-Edmond Hamelin, *op.cit.*

<sup>21</sup> *Ibid*, p.108

<sup>22</sup> *Ibid*, p.105



Bref, le cadre gouvernemental de concession des terres publiques a influencé certains aspects de l'expansion de l'écoumène et de sa disposition dans l'espace, mais pour plusieurs raisons, ce cadre fut plus ou moins respecté. D'abord, les cantons furent souvent érigés et arpentés trop tard. Plusieurs colons étaient déjà établis, se dessinant leurs propres lots. De plus, la division des terres proposée par le gouvernement ne tenait pas compte du cadre physique. Certains lots étaient coupés en deux par une rivière. Certains se situaient en pleine montagne. D'autres étaient totalement infertiles. Plusieurs parties de canton se trouvaient sous la gouverne de seigneurs ou de chefs qui usaient des terres à leur bénéfice et aidaient leur développement ou le retardaient. Les colons évoluaient donc dans un espace quelque peu différent de celui décidé par le gouvernement en 1792. D'autres facteurs entraient en jeu : les intérêts forestiers, le cadre physique, certains personnages impliqués dans la vie du canton autant qu'un seigneur, et bien sûr aussi l'action du clergé catholique.

## **Chapitre 3**

### **Les routes et l'administration locale**

#### **3.1. Routes et colonisation**

Les premiers colons utilisèrent les rivières et les chemins forestiers pour monter dans les nouveaux territoires ouverts à la colonisation. Ensuite, ils tracèrent des sentiers pour relier leurs terres entre elles et aux autres villages, car « Même si la route n'est pas indispensable à la colonisation, elle l'est à l'agriculture, si bien que peu de temps après le début de la colonisation dans une zone, les routes apparaissent<sup>1</sup>. » Au XIX<sup>e</sup> siècle, le développement du réseau routier était dirigé par le Grand Voyer. Les colons ou autres habitants qui voulaient voir construire ou officialiser une route devait faire une requête au Grand Voyer. Celui-ci envoyait ses inspecteurs qui proposaient le projet. S'il n'y avait aucune opposition majeure des citoyens, les démarches pour construire la route étaient mises en marche. La plupart du temps la construction des routes était faite par corvée. Chaque colon devait bâtir et entretenir le tronçon de route qui passait sur sa terre. D'ailleurs, c'était une des obligations qui se retrouvaient sur les billets de location.

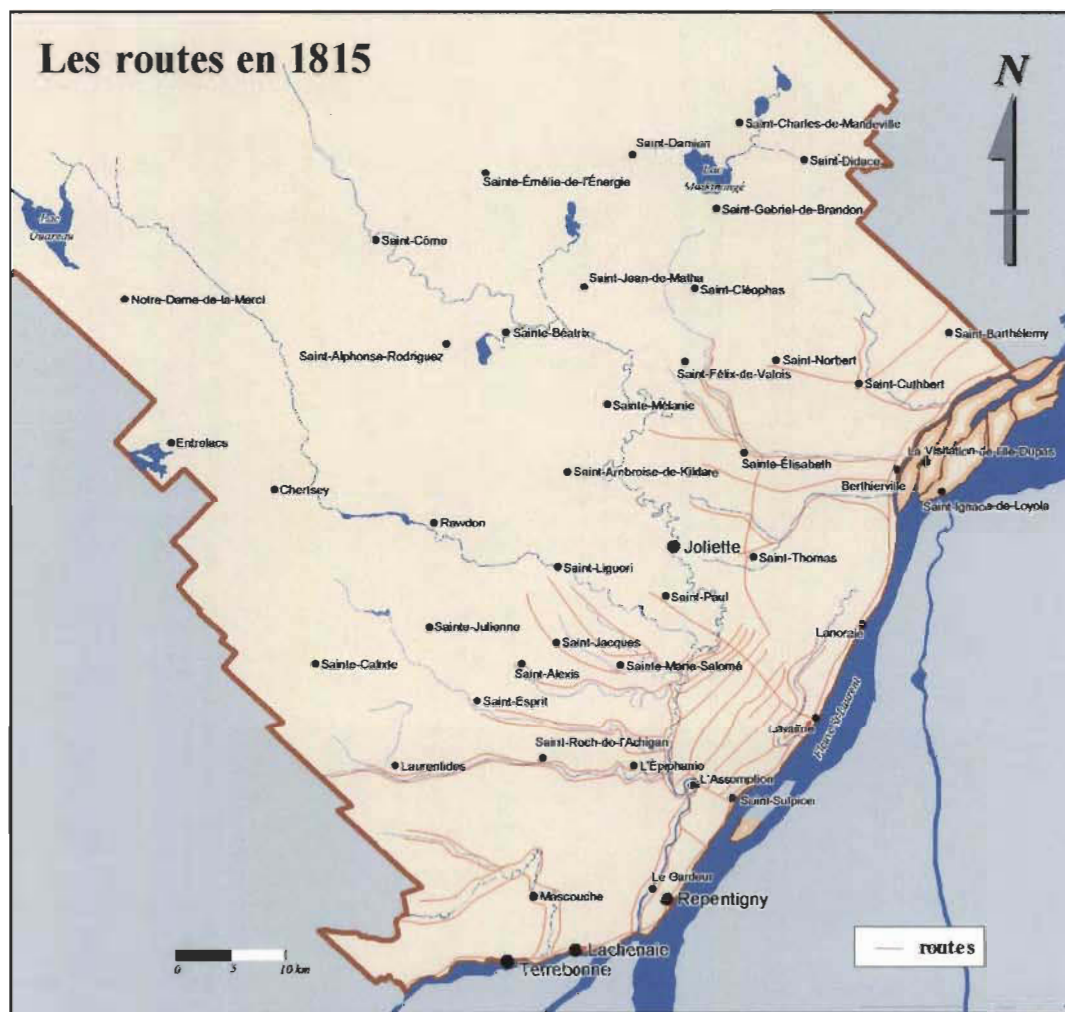
Il a été possible pour Lanaudière de reconstituer le développement du réseau routier en 1815, 1831 et 1846, à partir des cartes de Joseph Bouchette père et fils. En 1815, le réseau routier ne s'étend pas au-delà des seigneuries. Même si

---

<sup>1</sup> Courville, Serge, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Atlas historique du Québec : Le pays laurentien au XIX<sup>e</sup> siècle. Les morphologies de base*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, p.30

## CARTE 11

## Les routes en 1815



Source : Carte dessinée à partir de la carte de Joseph Bouchette, *Carte topographique de la province du Bas-Canada sur laquelle sont indiquées les limites des districts, des comtes, des seigneuries et des cantons ainsi que les terres de la Couronne et celles du clergé, etc., etc.*, Montréal, Éditions Élysée, 1980, fac-simile d'une carte originale (1815) conservée à la Bibliothèque Nationale du Québec, 1 pochette. 36x36 cm.

quelques sources attestent la présence de colons dans certains cantons à cette époque, il n'y a pas de routes officielles qui y pénètrent.

De 1815 à 1831, la colonisation pénètre à l'intérieur des terres. L'expansion du réseau routier en témoigne. Plusieurs routes relient alors les cantons de Kilkenny,

Rawdon, Brandon et les seigneuries d'Ailleboust et Ramezay aux paroisses du sud jusqu'au fleuve, encore le principal axe économique au Bas-Canada.

## CARTE 12

### Les routes en 1831



Source : Carte dessinée selon la carte de Joseph Bouchette, *To His most Excellent Majesty, King William IV this topographical map of the District of Montreal*, London, W.Faden, 1831, 1 carte en 4 filets. Version du site internet de la Bibliothèque nationale du Québec (bnquebec.ca)

Il faut attendre 1846 pour que les routes aient pénétré dans les cantons plus au Nord, c'est-à-dire Cathcart et Chertsey, et que le réseau se ramifie dans les autres cantons et seigneuries peuplés au XIX<sup>e</sup> siècle.



## CARTE 13

## Les routes en 1846



Source: D'après la carte de Joseph Bouchette jun., *Map of the Provinces of Canada*, New York, Sherman & Smith, 1846. In David Rumsey Map Collection ([davidrumsey.com](http://davidrumsey.com)).

« Par la suite, et jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, chaque avancée, chaque nouvel établissement entraînent presque immédiatement l'apparition d'un rameau de chemins dont les branches, souvent fort nombreuses, comblent les surfaces interstitielles. Il en découle une densité qui montre le rôle joué par le lien routier dans la conquête et la



mise en valeur du territoire<sup>2</sup>. » Au-delà de 1846, le développement du réseau routier passe des mains du Grand Voyer à un système local, les municipalités.

### 3.2. Les municipalités

#### ➤ De 1840 à 1855

Avant la formation des municipalités, il n'y avait pas vraiment d'institutions administratives locales au Bas-Canada. C'est Lord Durham, chargé de trouver une explication aux rébellions de 1838-1839 au Bas-Canada et d'y remédier, qui s'en rend compte. Dans son rapport, il écrit :

(...) au-delà des murs de Québec, il n'y a pas d'administration régulière du pays ; il est difficile, sauf à Montréal et à Trois-Rivières, de trouver un seul fonctionnaire du gouvernement civil à qui on puisse adresser un ordre... Ailleurs dans la province, on ne trouve ni shérif, ni maire, ni constable, ni haut fonctionnaire<sup>3</sup>.

Durham est très clair :

Il n'y a jamais eu, en vérité, dans le Bas-Canada, aucune institution réunissant une partie de la population dans un but administratif... Les grandes divisions, appelées « districts », ne sont autre chose que des divisions parlementaires... Les paroisses ne sont que des divisions ecclésiastiques... La seule institution ayant la nature d'une administration locale où le peuple ait voix au chapitre est la fabrique, qui s'occupe des réparations aux églises catholiques... Les townships (cantons) sont entièrement habités par une population d'origine britannique et américaine : et on peut dire qu'il s'agit de divisions établies uniquement pour des fins d'arpentage<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> Courville, Serge, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *op.cit*, p.33

<sup>3</sup> Diane Saint-Pierre, *L'Évolution municipale du Québec des régions, un bilan historique*, Québec, Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec (UMRCQ), 1994, p.40

<sup>4</sup> Julien Drapeau, *Histoire du régime municipal au Québec*, Montmagny, Éditions Marquis, 1967, p.32

Selon lui, « (...) l'absence d'institutions municipales donnant au peuple le contrôle de ses affaires locales constitue une des causes principales de l'échec du gouvernement représentatif et de la mauvaise administration du pays<sup>5</sup> ».

Ainsi, sous les conseils de Durham, afin de décentraliser le pouvoir et de donner au peuple, ainsi qu'aux colons, une certaine responsabilité dans l'administration des affaires qui les concernaient, en plus de soutenir le développement du pays, une loi fut adoptée en 1840 par le Conseil spécial, créant les premières municipalités. Le territoire du Bas-Canada fut alors divisé en vingt-deux districts municipaux où se réunissaient les conseillers élus, un pour chaque paroisse ou canton. Toutefois, ces districts « (...) ne correspondent en rien à des entités reconnues et vécues par la population ; ils couvrent en effet de trop vastes territoires<sup>6</sup> ». De plus, les habitants, ayant encore en souvenir l'échec des rébellions et l'abolition de leur parlement, percevaient ces municipalités avant tout comme des machines à taxer et s'y opposèrent fortement. Bref, la loi de 1840 ne fut appliquée presque nulle part.

En 1845, il y eut une seconde tentative pour établir les municipalités. Les districts municipaux furent abolis. Ils furent remplacés par des municipalités locales de paroisses, de canton ou de village. Chaque municipalité possédait alors son propre conseil et acquérait plus d'autonomie face au gouverneur, qui dans la loi de 1840, pouvait choisir les conseillers et dissoudre les conseils. Plus de 319 municipalités

---

<sup>5</sup> Diane Saint-Pierre, *op.cit.*, p.41

<sup>6</sup> Diane Saint-Pierre, *op.cit.*, p.45

furent créées par cette loi. Cette loi calquait la municipalité sur une institution, sur une division vécue par la population, c'est-à-dire la paroisse. Toutefois, elle n'offrit pas de meilleures dispositions pour l'établissement d'autorités locales et municipales au Bas-Canada, comme elle le préconisait. Les oppositions et les projets contraires étaient encore trop nombreux.

Il fallut attendre la loi de 1847 pour que les institutions municipales s'installent plus clairement dans le Bas-Canada. Cette loi abolissait les municipalités de paroisse, de canton et de village et créait les municipalités de comté. Un comté englobait plusieurs paroisses ou canton. Chacun d'eux devait élire un conseiller ou deux pour participer au conseil de comté. Dans les localités retenues, c'est par ces conseils de comté que s'est concrétisée la première administration locale active.

Toutefois, le système municipal semblable à celui d'aujourd'hui n'apparaît qu'avec *l'Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada* adoptée le 1<sup>er</sup> juillet 1855. Cet acte conservait les municipalités de comtés, mais réinstaurait les municipalités de paroisse, de canton et de village. Cette double organisation municipale était calquée sur deux réalités vécues par la population, la paroisse et le comté électoral. Leurs pouvoirs y étaient mieux définis et répondaient davantage aux besoins de la population :

Parmi les nombreuses responsabilités des conseils locaux, mentionnons la voirie, le système d'éclairage, l'approvisionnement en eau potable, la protection des citoyens, etc. Au conseil de comté, par contre, on s'attarde aux affaires qui concernent le comté ou qui impliquent plusieurs municipalités : construction d'un palais de justice, d'une prison, établissement d'un

bureau d'enregistrement, octroi de licences, ouvertures de chemins de colonisation, etc. De plus le conseil de comté agit comme tribunal de révision des décisions des conseils locaux<sup>7</sup>.

Bien sûr, ce système a rencontré aussi son opposition, mais son implantation fut plus importante et son rôle de plus en plus efficace. Ce dernier système municipal s'est bien implanté dans Lanaudière.

### ➤ Constitution des municipalités lanaudoises

Quelques municipalités ont été créées dans Lanaudière par la loi de 1845, mais celles-ci semblent être demeurées lettre morte, car il n'y a pas eu de conseils élus avant 1855.

**TABLEAU 3**

**Dates de création des municipalités et dates de réunion du premier conseil**

	<b>Municipalité</b>	<b>1er conseil</b>
Saint-Ambroise de Kildare	1845	1855
Sainte-Mélanie	1845	1855
Saint-Patrice-de-Rawdon	1845	1855
Saint-Alphonse Rodriguez	1859	1870
Saint-Félix-de-Valois	1845	1855
Sainte-Julienne	1855	1855
Saint-Calixte	1855	?
Saint-Théodore de Chertsey	1856	1856
Saint-Gabriel de Brandon	1845	1855
Saint-Jean-de-Matha	1855	1856

Source : Monographies locales.

La seule administration locale connue dans Lanaudière avant 1855 fut celle créée par la loi de 1847 qui instaurait les municipalités de comté. Toutefois, les conseils se réunissaient à Berthierville et à L'Assomption. Les paroisses nommaient un délégué qui était chargé d'y assister, mais la distance à parcourir pour aller aux lieux de

<sup>7</sup> Diane Saint-Pierre, *op.cit.*, p.51

réunion suffisait à pénaliser certaines d'entre elles, surtout celles en territoire de colonisation.

La double organisation municipale instaurée en 1855 ne s'implanta pas sans difficultés. Même si tous les conseils semblent avoir été élus assez rapidement, l'application du système municipal a rencontré plusieurs réticences et critiques. Contrairement à la paroisse, les colons n'avaient pas demandé la formation de la municipalité. Elle leur a été imposée par le gouvernement. Donc, dans les livres des délibérations des conseils, il y a, dans les premières années, plusieurs procès-verbaux dans lesquels, les conseillers eux-mêmes se plaignent du système en place. À Saint-Félix, les conseillers étaient d'avis :

(...) que le système de Municipalité de paroisse est préférable à celui de Municipalité de comté, et que si un de ces systèmes devait être aboli ce serait ce dernier qui devrait l'être, vu qu'il occasionne des dépenses inutiles au comté et que le premier est absolument nécessaire pour le gouvernement des affaires locales<sup>8</sup>.

À Sainte-Mélanie, la critique du système portait sur les municipalités locales. Elle répondait à une enquête menée par le gouvernement du Bas-Canada en 1857 sur le bien-fondé des municipalités. Selon le conseil, les municipalités locales, de paroisse et de canton, devaient être abolies :

(...) le conseil ne voit aucun avantage ni nécessité d'avoir rétabli les municipalités locales; au contraire il les considère nuisible, en ce que ces institutions n'offrent point de corps suffisamment désintéressé pour faire justice au public, et ne servent qu'à créer par des motifs locaux et personnels, de la confusion dans leur arrondissement, et à susciter mécontentement parmi les habitants<sup>9</sup>.

De plus, le conseil de Sainte-Mélanie trouvait :

<sup>8</sup> Archives de la municipalité de Saint-Félix-de-Valois, *Livre des délibérations du conseil*, Procès-verbal du 3 mars 1856, p.25

<sup>9</sup> Archives de la municipalité de Sainte-Mélanie, *Livre des délibérations du conseil*, Procès verbaux du 6 avril 1857 et du 4 mai 1857, p.11

(...) Que l'accroissement du nombre de conseiller offre un autre désavantage, par la difficulté de trouver toujours des sujets capables de remplir les places convenablement, ce qui pourrait forcer souvent, à faire le choix de personnes peu propre à faire fonctionner la loi, et met le public dans le cas d'être sérieusement lésé dans ses intérêts les plus chers<sup>10</sup> (...)

Il se plaignait aussi que le système coûtait trop cher.

Ce genre de critique ou de problème n'était pas circonscrit aux municipalités de Lanaudière. À travers tout le Bas-Canada, les conseils et les conseillers critiquaient le système. Les résultats de l'enquête de 1857 démontraient que :

Près de 82% (203/248) des répondants sont alors en faveur de l'abolition de l'un ou l'autre des niveaux décisionnels : 105 répondants (42%) veulent garder les conseils locaux, 98 (40%) les conseils de comté. À peine 40 personnes (16%) sur les 248 répondants conserveraient cette double structure alors que cinq personnes (2%) se disent opposées à tout système municipal<sup>11</sup>.

Selon l'enquête, dans toutes les municipalités, il était difficile de trouver des conseillers assez instruits pour comprendre et appliquer la loi correctement. Il y avait aussi plusieurs plaintes sur les taxes et les cotisations que devaient payer les habitants<sup>12</sup>.

Pourtant, malgré les critiques et les réticences, les conseils étaient élus sans tarder et les conseillers mettaient en marche le système municipal dès la première assemblée. Dès lors, les livres de délibérations du conseil contiennent un procès-verbal presque tous les mois. Les conseillers émettaient d'abord les règlements internes (date, heure et lieux des assemblées, divisions en arrondissements de la municipalité, nomination du maire, des inspecteurs, estimateurs, du secrétaire

<sup>10</sup> Archives de la municipalité de Sainte-Mélanie, *Livre des délibérations du conseil*, Procès-verbaux du 6 avril 1857 et du 4 mai 1857, p.11-12

<sup>11</sup> Diane St-Pierre, *op.cit.*, p.51

<sup>12</sup> *Ibid*, p.53-54

trésorier, etc.), puis ils commençaient rapidement à discuter de projets de routes, de règlements municipaux, etc. utiles au développement de leur communauté.

### ➤ **Rôle de la municipalité**

La municipalité, malgré la réticence et les oppositions qu'elle a rencontrées fait rapidement son chemin dans les territoires étudiés. Dès l'année d'entrée en fonction du conseil, plusieurs projets sont discutés et mis en route. Le rôle de la municipalité se répartissait en plusieurs tâches différentes. À l'époque, son rôle principal était relié à la voirie. Près du quart de l'*Acte des municipalités et des chemins*<sup>13</sup> de 1855 est consacré aux routes et aux ponts. Il en fait la classification et explique toutes les dispositions générales autour de leur construction, de leur entretien, de leur aménagement, de leur déneigement, ou simplement des corvées, des amendes touchant leur développement et leur réparation. Parallèlement, la majorité des procès-verbaux d'assemblée des municipalités étudiées traite de projets de construction ou de réparation des routes et des ponts. À l'époque, il semble bien que ce soit la préoccupation principale des municipalités en territoire de colonisation.

La municipalité était aussi tenue de faire clôturer les terres publiques et le bord des chemins. Elle devait faire creuser des fossés. Elle devait construire les édifices publics (ex : hôtel de ville), organiser et réglementer les traverses, émettre les licences et fixer les taux. La municipalité pouvait aussi participer au développement des grandes routes régionales ou nationales. Elle pouvait aussi s'impliquer dans le

---

<sup>13</sup> *Acte des municipalités et des chemins du Bas-canada de 1855*, op.cit.

développement des chemins de fer. Toutefois, ces dernières tâches semblaient moins importantes et moins fréquentes, car dans les premières années de l'implantation des municipalités étudiées, il y a peu de procès-verbaux qui traitent de ces sujets.

Le système municipal était très instable dans les premières années de sa constitution. Par exemple, la tenue des assemblées était très inégale pendant les dix premières années. Selon la règle générale, les assemblées du conseil devaient être

**TABLEAU 4**  
**Nombre d'assemblées du conseil à Sainte-Mélanie et Saint-Félix-de-Valois**  
**de 1855 à 1865**

	<b>Sainte-Mélanie</b>	<b>Saint-Félix-de-Valois</b>
1855	5	6
1856	5	12
1857	8	5
1858	11	15
1859	4	3
1860	12	7
1861	10	2
1862	8	10
1863	8	3
1864	7	9
1865	4	9

Source : Livres des délibérations des municipalités de Ste-Mélanie et St-Félix.

tenues tous les mois. Il devait donc y avoir douze assemblées par année. Toutefois, il arrivait fréquemment qu'il n'y ait pas d'assemblée tous les mois. Les livres des délibérations ne contiennent aucun procès-verbal pour ces mois ou simplement contiennent la mention que la session a été ajournée, soit parce que le quorum



(minimum de quatre conseillers sur sept présents<sup>14</sup>) n'était pas atteint ou qu'il n'y avait tout simplement pas de sujet à traiter. Les assemblées étaient aussi plus fréquentes pendant l'été, la saison de construction des routes et des ponts.

Pour remplir toutes leurs tâches, les municipalités devaient gérer un budget. Les revenus provenaient des taxes qu'elles prélevaient selon la valeur des propriétés. L'*Acte des municipalités et des chemins* est très clair là-dessus. Il donnait droit au conseil de « (...) prélever par cotisation une somme d'argent pour construire et entretenir les chemins ou ponts<sup>15</sup> ». Le conseil pouvait aussi accomplir ses tâches au moyen de corvées. Il semble que cette dernière méthode ait été davantage utilisée en territoire de colonisation. Par exemple, dans les quatre premières années, la municipalité de Saint-Félix-de-Valois n'enregistre dans ses revenus et dépenses que le paiement du salaire du secrétaire trésorier et du loyer d'une maison pour tenir les réunions<sup>16</sup>. Il n'y a aucune trace de taxes afin de construire des routes ou des ponts.

Bref, la municipalité, en territoire de colonisation, quoique instable et critiquée, a servi principalement au développement des routes. Il faut attendre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour voir apparaître dans les livres des délibérations des procès-verbaux traitant d'autres sujets, comme le service d'égout, le service des incendies, licences aux auberges, réglementations sur l'industrie et le commerce, etc. Il n'a pas été possible de reconstituer le développement des routes dans la deuxième moitié du

---

<sup>14</sup> *Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada de 1855*, op.cit., p.67

<sup>15</sup> *Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada de 1855*, op.cit., p. 111

<sup>16</sup> Archive de la municipalité de Saint-Félix-de-Valois, *Livre des délibérations du conseil*, Procès Verbaux du 5 juillet 1858 et du 4 juillet 1859, p.76 et 92.

XIX<sup>e</sup> siècle dans Lanaudière après la mise en place des municipalités. Chaque administration locale s'occupait de ses tronçons de routes et semblait très peu préoccupée de tenir compte de la région qui l'entourait, contrairement à la situation qui prévalait avec le Grand Voyer. Il n'y a pas de carte des routes dans les archives municipales. Toutefois, la comparaison entre la carte 13 des routes en 1846 et la carte 1 des routes actuelles dans Lanaudière, confirme qu'en 1846, la majorité des principaux axes routiers de la région était en place. Il ne manque que les routes menant à Saint-Côme, Sainte-Émélie, Saint-Donat et Saint-Michel-des-Saints qui furent ouvertes vers la fin du siècle. Donc, le rôle de la municipalité semble davantage avoir été confiné à l'amélioration du réseau existant et au développement local.

**PARTIE 3**  
**LA COLONISATION**  
**ET**  
**LE CADRE RELIGIEUX**

## **Chapitre 4**

### ***Mission, chapelle, paroisse mère et desserte***

#### **4.1. Première institution religieuse en territoire de colonisation : la mission**

La première institution religieuse à apparaître en territoire de colonisation était la mission. Avant sa mise en place, les colons ne bénéficiaient que de l'encadrement gouvernemental, qui se limitait à la division des lots et à la vente des terres. Les municipalités ne sont apparues que plus tard, lorsque les paroisses étaient presque entièrement formées. Avant la mise en place de la mission, les colons étaient donc laissés plus ou moins à eux-mêmes. Leurs maisons étaient alors dispersées à travers le territoire. Il n'y avait ni village, ni magasin, ni marché, ni administration locale et rarement des voisins. Pour avoir accès aux services les plus essentiels, c'est-à-dire le marché, le magasin général ou l'église, les colons devaient parcourir plusieurs kilomètres afin d'atteindre le village le plus proche.

Qu'est-ce qu'une mission? De façon générale, elle est définie comme une organisation visant la propagation de foi. Elle est un projet de christianisation et de conversion des infidèles ou des pécheurs<sup>1</sup>. Celle-ci est dirigée par un missionnaire qui y possède un rôle semblable à celui du curé dans la paroisse. Dans la pensée populaire, la mission se traduit souvent par l'image d'un missionnaire qui part en terre étrangère essayer de convertir à la religion catholique des « indigènes » ou des « sauvages ». Au Bas-Canada au XIX<sup>e</sup> siècle, la réalité est tout autre. Bien sûr, les missions chez les

---

<sup>1</sup> Définition du *Petit Larousse illustré*.

Amérindiens peuvent se rapprocher de cette image populaire, mais à la vérité, la plupart des missions qui ont existé au Bas-Canada furent formées pour servir les Canadiens français. La définition de la mission ne change pas pour autant. Ces missions étaient créées pour assurer la propagation de la foi dans les nouvelles terres, les nouveaux cantons, car loin d'une église et d'un curé, les colons pouvaient difficilement remplir leurs devoirs religieux et leurs mœurs avaient tendance à se relâcher. De plus, dans les cantons, plusieurs terres avaient été réservées pour le clergé protestant, laissant poindre le spectre de l'assimilation pour les Canadiens français qui allaient s'y installer<sup>2</sup>.

La différence entre la mission pour les Amérindiens et celle pour les Canadiens français se trouve peut-être dans son évolution et son développement. Les missions qui furent créées pour les Canadiens français se transformèrent toutes, ou presque, en paroisses quelques années après leur apparition. Elles ne furent pas uniquement une organisation pour la propagation de la foi, dans laquelle un missionnaire tentait d'évangéliser les habitants. Elles furent une institution encadrant le peuplement et orientant les colons, et leurs aspirations, dans la création d'une nouvelle communauté. Loin d'être conçues pour la conversion des fidèles comme celles des Amérindiens, elles faisaient davantage office de soutien aux colons.

L'apparition de la mission était intimement liée à la présence des colons sur les nouvelles terres des cantons. Ce sont eux qui en faisaient la demande. Il s'écoulait

---

<sup>2</sup> Serge Laurin, *Histoire des Laurentides*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, p.97

toutefois parfois de nombreuses années avant que ces derniers ne soient assez nombreux et ne possèdent toutes les prérogatives pour en justifier la demande.

**TABLEAU 5**

**Dates d'arrivée des premiers colons par rapport à la mise en place de la mission**

	<b>Arrivée des 1<sup>ers</sup> colons</b>	<b>La mission</b>
Saint-Gabriel de Brandon	1818	1831
Saint-Ambroise de Kildare	1803	1831
Sainte-Mélanie	1802	1831
Saint-Patrice-de-Rawdon	1816	1831
Saint-Alphonse Rodriguez	1830	1841
Saint-Félix-de-Valois	1800	1843
Sainte-Julienne	1800	1848
Saint-Calixte	1817	1848
Saint-Théodore de Chertsey	1821	1850
Saint-Jean-de-Matha	1836	1855

Sources : Archives de l'évêché de Joliette, Livres des correspondances des paroisses étudiées et monographies locales.

Le temps d'attente variait beaucoup. Les colons de Saint-Félix-de-Valois ont attendu quarante-trois ans avant de demander et d'obtenir une chapelle et une mission près de chez eux. Après tout, ils n'avaient qu'un voyage d'environ 15 kilomètres à faire dans la plaine pour se rendre à l'église la plus proche, alors que ceux de Chertsey, Saint-Alphonse ou Saint-Jean-de-Matha avaient jusqu'à 30 kilomètres à marcher en zone montagneuse. En moyenne, il se passait vingt ans entre l'arrivée des premiers colons sur une nouvelle terre et la formation de la mission. Les institutions religieuses enregistraient donc le même retard que les institutions gouvernementales de colonisation sur l'arrivée des colons.

## 4.2. Requête, commissaire et procès verbal

En l'absence de mission, les colons allaient dans la paroisse la plus proche pour obtenir des services religieux. Cette paroisse était appelée la paroisse mère. Ce n'était pas sans causer de problèmes aux colons. Par exemple, pour les habitants de Saint-Alphonse ne possédant pas encore de mission :

C'était tout un problème d'aller faire baptiser un enfant. Voici comment s'effectuait souvent le voyage « des compères » : la marraine montait à cheval, tenant l'enfant dans ses bras, le parrain marchait à côté, tenant le cheval par la bride, et le père une hache à la main passait en avant afin d'enlever les branches d'arbres qui pouvaient obstruer la route. Ils se dirigeaient ainsi vers St-Ambroise à travers le bois, anxieux d'y trouver le curé présent, car le même prêtre desservait en même temps la paroisse de Ste-Mélanie et demeurait une semaine dans chaque paroisse. Force était donc de se rendre à Ste-Mélanie, quand le curé y résidait, et cela encore à pied, car, s'il y avait un chemin entre St-Ambroise et Ste-Mélanie, on n'avait pas d'argent pour se payer un charretier. Le cortège, parti le matin de St-Alphonse, n'était de retour qu'à une heure avancée de la soirée et au prix de quelles fatigues<sup>3</sup>!

Il arrivait aussi que le curé de la paroisse mère se rende lui-même, quand il le pouvait, chez ces colons éloignés. Il était beaucoup plus facile de le déplacer lui, que tous les colons résidant loin de l'église. Ce même curé ou un missionnaire pouvait parfois aller dire une messe dans la maison d'un colon. Par exemple, c'est l'abbé Remi Robert, curé de la paroisse de Sainte-Mélanie et de Saint-Ambroise, qui célébra la première messe à Saint-Alphonse Rodriguez dans la maison de Louis-Brien Desroches, sur le lot 8 du 3<sup>e</sup> rang de l'augmentation du canton Kildare<sup>4</sup>. Toutefois, cette desserte était très irrégulière.

---

<sup>3</sup> *Centenaire de la paroisse de Saint-Alphonse Rodriguez, 1842-1942*, L'Action populaire, Joliette, 1942.

<sup>4</sup> Dominique Hétu et Carmen Lefebvre, *Si j'ai bonne souvenance, Saint-Alphonse Rodriguez*, Québec, Éditions Odile Germain, 1987, p.38

### ➤ La requête

C'est dans ce contexte que le besoin d'une mission, d'une première chapelle et aussi d'un service religieux plus régulier se faisait sentir. Les colons devaient alors se réunir et s'entendre pour envoyer une requête à l'évêque afin d'obtenir une mission et la permission de construire une première chapelle près de chez eux. Voici l'une de ces requêtes acheminées par les colons de Rawdon le 31 mars 1831 :

A la grandeur

L'illustrissime et révérendissime Mgr Lartigue

Évêque de Telmesse, etc., etc., etc...

L'humble requête des concessionnaires du township de Rawdon professant la religion catholique, lesquels se présentent très respectueusement à votre grandeur.

Que leurs habitations et terres établies dans le dit township de Rawdon comprennent une étendue de territoire de dix milles de long et autant de largeur,

Que dans l'espace ci-dessus mentionnée, il se trouve près de quatre-vingt lots concédés, et déjà habités par autant de familles catholiques qui forment une population de plus de deux cents communians.

Que la distance de quinze milles et plus, où la plupart d'entre eux se trouvent de l'Église la plus voisine qui les dessert actuellement, la difficulté que leur présentent les chemins, surtout pendant le printemps et l'automne, la presque impossibilité d'envoyer d'aussi loin leurs enfants aux instructions chrétiennes, d'y transporter les nouveaux nés pour le baptême, leurs défunts pour la sépulture, et de s'y rendre eux-mêmes régulièrement pour accomplir leurs devoirs religieux, sont de puissants motifs qui font sentir le besoin d'ériger une chapelle en bois pour être desservis par voie de mission.

Que leur première tentative ayant échoué, ils prennent la liberté de supplier votre grandeur de leur permettre de construire une nouvelle chapelle en bois, en tel lieu qu'il lui plaira de marquer, et sur telles dimensions qu'elle voudra prescrire<sup>5</sup>.

Bien sûr, ce genre de requête se terminait par une ou deux pages de signatures. Même si la plupart des colons ne savent ni lire ni écrire à cette époque, leurs noms sont inscrits sur la requête et ils signent en faisant une croix près de leur nom.

---

<sup>5</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Patrice de Rawdon*, Requête des habitants à l'évêque, 31 mars 1831



Il faut observer la forme de la requête attentivement, car toutes les requêtes (consultées dans les livres des correspondances de l'évêché) de chaque paroisse étaient semblables. On ne changeait que le nom du canton ou de la région habitée, et aussi la grandeur de la région, puis le nombre de communians. Les raisons étaient les mêmes. L'uniformité des requêtes s'explique facilement. L'évêché, à travers des documents comme le *Manuel des curés*<sup>6</sup>, transmettait la forme de toutes les requêtes qui devaient lui être émises. En effet, tout le long de la formation de l'institution religieuse, c'est-à-dire pour obtenir une mission, la construction d'une chapelle, d'une église, l'érection canonique de la paroisse ou un curé résident, les colons devaient présenter des requêtes à l'évêché. C'est pour cette raison que ce processus est présenté ici en détail. La mission est prise en exemple pour le démontrer, mais il faut garder à l'esprit qu'à chaque étape du développement du noyau religieux, le même processus revenait.

### ➤ Réponse de l'évêque et son commissaire

Une fois la requête acheminée, le processus n'était pas terminé. L'évêque devait d'abord s'assurer que la demande était légitime et que toutes les conditions à l'établissement d'une nouvelle mission étaient remplies. Il arrivait que la requête demeure sans réponse. Dans les livres des correspondances, il y a rarement des lettres de refus et parfois même la requête demeure introuvable. On connaît alors leur existence seulement par quelques affirmations dans certaines lettres comme celle ci-dessus : « (...) Que leur première tentative ayant échoué, ils prennent la liberté de

---

<sup>6</sup> Desautels, Mgr, *Manuel des curés pour le bon gouvernement temporel des paroisses et des fabriques dans le Bas-Canada, etc., avec un chapitre sur la dîme*, Montréal, Imprimerie John Lovell, 1864, 288 pages.

supplier votre grandeur de leur permettre de construire une nouvelle chapelle en bois (...) ».

Si la requête était considérée, l'évêque envoyait, dans la région des requérants, un commissaire vérifier la demande et les lieux. Ce commissaire pouvait être le curé de la paroisse mère, un curé dans une autre paroisse rapprochée, l'archiprêtre de la région ou le chanoine de la cathédrale de Montréal. La plupart du temps, ce rôle était donné à l'archiprêtre qui était le représentant de l'évêque dans une région donnée<sup>7</sup>. L'archiprêtre d'une région tenait un rôle important dans le processus de formation des paroisses sous sa juridiction. Il intervenait souvent auprès de l'évêque pour elles ou contre elles. Il informait l'évêque de la situation réelle de sa région par rapport aux requêtes, aux problèmes et aux disputes qui lui étaient présentés. C'était lui qui bénissait les nouvelles chapelles, les nouvelles églises, les cloches, etc. Il était donc présent tout au long de la formation des missions et des paroisses.

Donc, l'archiprêtre ou un autre commissaire devait se rendre dans la région d'où venait la requête pour aller vérifier sa légitimité et si les conditions pour l'ériger pouvaient être remplies. Il y avait deux conditions principales pour que l'évêque érige une mission, et elles se retrouvent toutes les deux mentionnées dans la requête. Il fallait que le territoire de colonisation soit assez étendu pour constituer plus tard une paroisse et qu'il contienne un nombre suffisant de communiant, de personnes et de familles, ces derniers devant fournir les sommes nécessaires pour construire la chapelle.

---

<sup>7</sup> Voir Annexe 1 pour la liste des archiprêtres de la région de Lanaudière, p. 146

### ➤ Le procès-verbal

La visite du commissaire était annoncée par un communiqué affiché à la porte de l'église de la paroisse mère ou au prône deux semaines avant la date de sa venue. Après avoir inspecté la paroisse mère et le territoire de la future mission, le commissaire rédigeait un procès-verbal à l'intention de l'évêque pour qu'il puisse prendre une décision éclairée. À titre d'exemple est présentée ci-après la requête pour la création de la mission de Rawdon. À la lecture, on constate qu'elle s'inspire, dans sa forme, des modèles retrouvés dans le *Manuel des Curés* :

L'an mil-huit-cent-trente-un, le neuvième jour du mois d'août, en vertu de la commission à moi donnée par Monseigneur Jean-Jacques Lartigue, Évêque de Telmesse, la dite commission en date du huit du mois de juin de la présente année, je soussigné prêtre et curé de St-Ours du St-Esprit, me suis transporté dans le township de Rawdon à peu de chose près au centre, et le peuple y étant assemblé en conséquence de l'invitation qui lui avait été faite ; ou étant, j'ai d'abord donné lecture à haute et intelligible voix ladite commission, puis de la requête adressée au dit seigneur évêque par les dits habitants du dit township en date du troisième jour du mois de mai la même susdite année, et procédant en la présence de toute l'assemblée à la vérification de la dite requête, j'ai constaté, #1 qu'elle était véritablement de ceux au nombre de soixante et douze dont elle porte les signatures ou les marques certifiées, #2 que les établissements des pétitionnaires comprennent une étendue de dix milles de longueur et autant de largeur, ce qui me paraît renfermer un territoire assez vaste pour y ériger une chapelle où les susdits pétitionnaires pourraient être desservis par voie de mission, #3 que le nombre de soixante et douze chefs de famille, dispersés dans l'étendue susdite du dit township de Rawdon qui se trouvent de douze à quinze milles de l'Église la plus voisine, la difficulté que leur présentent les chemins, surtout dans les saisons de printemps et de l'automne, sont de puissantes raisons qui nécessitent les habitants à solliciter la permission d'ériger une chapelle. Ce considéré, j'ai de suite, en vertu de la dite commission et en présence de la même assemblée, cherché et examiné le local le plus convenable pour ladite chapelle et en ai choisi et fixé la place dans l'endroit où je me suis rendu lequel endroit se trouve situé au 5<sup>e</sup> rang des concessions du susdits township, au nombre 17<sup>e</sup> de la division d'un lot pour l'érection d'un village, et de plus, j'ai arrêté que les dimensions principales de ladite chapelle seraient de cinquante pieds de longueur sur trente de largeur, et que le carré serait de quinze pieds de hauteur, le tout mesure française.

Ce ainsi fait, j'ai dressé le présent procès verbal de commodatin-commodo, pour être rapporté au dit seigneur évêque, et par lui ordonner ce que de raison. En foi de quoi, j'ai signé le présent au dit lieu de Rawdon avec les sieurs Thomas Lane et James Daly, témoins pour les appelés les jours et an que dessus<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Patrice de Rawdon*, Procès-verbal pour obtenir une mission, 9 août 1831

Le procès-verbal est décisif. L'avis du commissaire fait la réponse de l'évêque à la requête. Il donne les renseignements sur le canton, la région de colonisation et le nombre de personnes afin de démontrer à l'évêque que la mission peut être érigée. Dans Lanaudière, on comptait environ 500 communians dans les missions créées entre 1830 et 1860, ce qui équivaut à environ 200 familles (i.e. environ le même nombre de lots concédés et habités). Toutefois, il y a certaines missions comme Saint-Patrice de Rawdon ou Saint-Jean-de-Matha qui furent érigées avec seulement 200 à 300 communians. À l'opposé, Saint-Félix-de-Valois, compte déjà 1000 communians trois ans après la création de la mission. Toutes les missions étudiées se sont formées à 15 kilomètres environ de l'église la plus proche, sauf les missions de Saint-Théodore de Chertsey et de Rawdon qui se trouvaient respectivement à 33 et 24 kilomètres de l'église la plus proche.

#### **4.3. La chapelle et le premier noyau villageois**

L'avis du commissaire qui instaurait une mission avait un impact décisif sur la formation de la nouvelle communauté, sur l'évolution du territoire de colonisation, et ultérieurement sur le premier noyau de population : le village. Le commissaire fixait le lieu de la chapelle autour de laquelle prendrait place le village. Le procès-verbal est très clair là-dessus. Le délégué affirme que :

(...) j'ai de suite, en vertu de la dite commission et en présence de la même assemblée, cherché et examiné le local le plus convenable pour ladite chapelle et en ai choisi et fixé la place dans l'endroit où je me suis rendu lequel endroit se trouve situé au 5<sup>e</sup> rang des concessions du susdits township, au nombre 17<sup>e</sup> de la division d'un lot pour l'érection d'un village<sup>9</sup> (...)

---

<sup>9</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Patrice de Rawdon*, Procès-verbal pour obtenir une mission, 9 août 1831.

C'est d'ailleurs ce même lot que le gouvernement fit arpenter en 1844, afin d'ériger un village. Les limites des terrains de la fabrique furent un peu modifiées, mais la plupart des bâtiments existants demeurèrent en place. Est-ce que le choix de ce lot était déjà fait avant qu'on y fixe la chapelle? Il n'y a pas de document, dans ceux consultés, qui le confirme. Toutefois, cette position respecte les politiques gouvernementales de l'époque qui veulent que le village soit situé à peu près au centre du canton, près d'une rivière où les habitants pouvaient aller chercher leur eau potable ainsi que la force motrice nécessaire aux moulins<sup>10</sup>.

Le choix du terrain de la chapelle ne se faisait pas au hasard. Il y avait plusieurs enjeux qui déterminaient l'endroit où l'on allait la bâtir, principalement parce qu'elle serait au cœur de la formation du noyau villageois. « Point n'est besoin d'insister très longuement, dès l'instant où le noyau religieux marque le paysage de sa présence, la fréquentation qu'il génère et l'attraction qu'il suscite agrègent d'autres intérêts, soucieux à leur tour de s'exprimer dans l'espace et d'inscrire leurs activités dans le nœud des relations sociales. Les marchands, les artisans spécialisés, les catégories professionnelles et autres apparentés ont tôt fait d'élire domicile, magasin, boutique et cabinet autour du périmètre paroissial<sup>11</sup>. ».

Tous les colons souhaitaient être le plus près possible de la chapelle, d'abord pour des raisons pratiques comme de raccourcir la distance à parcourir pour aller à la messe du dimanche. Par exemple, un colon, Pierre Labrosse, envoie une lettre à

---

<sup>10</sup> Marcel Fournier, *Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000*, op.cit., p.40

<sup>11</sup> Paul-Louis Martin, « L'espace paroissial : le paysage des noyaux religieux », *Atlas historique du Québec : La Paroisse*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2001, p.79

l'évêque quand il apprend la construction d'une chapelle à Sainte-Julienne. Dans sa lettre, il donne toutes les distances que les colons de chaque rang devront parcourir pour aller aux deux sites possibles de la nouvelle chapelle, afin que l'évêque fasse un juste choix. En voici un extrait :

En mettant l'Église chez Mme Lalonde, on expose une partie des habitants de la côte St-Jean qui sont très pauvres et qui sont obligés d'aller à la messe presque toujours à pied à faire cinq milles contre ceux de la baye qui ont que deux milles ½ à venir chez Mme Lalonde<sup>12</sup>

Les colons savaient aussi que les terres et les maisons proches de la chapelle et du futur village allaient prendre de la valeur. Cet aspect donna lieu à plusieurs spéculations et disputes sur le choix du lieu de construction de la nouvelle chapelle. Les colons les plus aisés s'arrangeaient pour offrir gratuitement ou à bas prix un lot pour construire la nouvelle chapelle. La plupart des régions de colonisation dont il est question dans ce mémoire ont reçu gratuitement une terre, un lot pour la chapelle. Saint-Ambroise a reçu un lot de James Daly, Thomas Byrne et Antoine Sylvestre<sup>13</sup>. Saint-Jean-de-Matha a reçu plusieurs parties de lots dans la concession Sainte-Louise de la part de François Charrette, Registre Robitaille et Adam Coutu<sup>14</sup>, etc. Ces colons détenaient alors une influence sur l'emplacement de la chapelle et donc sur le développement du territoire de colonisation. Certains allaient même plus loin en offrant du bois, le service du moulin à scie et en vantant les avantages de la localisation qu'ils proposaient : pierres et matériaux de construction à proximité, accès à un point d'eau, conditions des chemins, etc. Ainsi, chaque parti envoyait plusieurs missives à l'évêque

---

<sup>12</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livres des correspondances de Sainte-Julienne*, Lettre de Pierre Labrosse à l'évêque, 13 août 1848.

<sup>13</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Ambroise*, Acte notarié, 5 juin 1830

<sup>14</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Jean-de-Matha*, Acte notarié, 2 octobre 1852

afin de lui vanter son projet et les dons qu'il pouvait faire. Il est vrai qu'en ces nouvelles terres de colonisation, la situation financière des missions et des jeunes paroisses était difficile. De telles offres étaient certes alléchantes.

Il y avait aussi les intérêts de l'Église qui influençaient le lieu de construction de la chapelle. Celle-ci « (...) cherchait surtout à assurer une desserte et un encadrement régulier aux fidèles. Dans cette optique, l'argument déterminant pour le choix d'un site était sa commodité (...)»<sup>15</sup>. L'Église préférait un endroit central par rapport à la future paroisse ou au canton pour que chacun puisse s'y rendre le plus rapidement possible. L'Église préférait aussi une localisation sur des terres fertiles et, si c'était possible, un endroit surélevé, afin qu'on puisse apercevoir le clocher de très loin. Par exemple, il est possible de voir l'église de Saint-Félix-de-Valois de Sainte-Élisabeth.



Vue du clocher de Saint-Félix-de-Valois de la route menant à Sainte-Élisabeth.  
Photo : Nancy Gadoury, janvier 2004

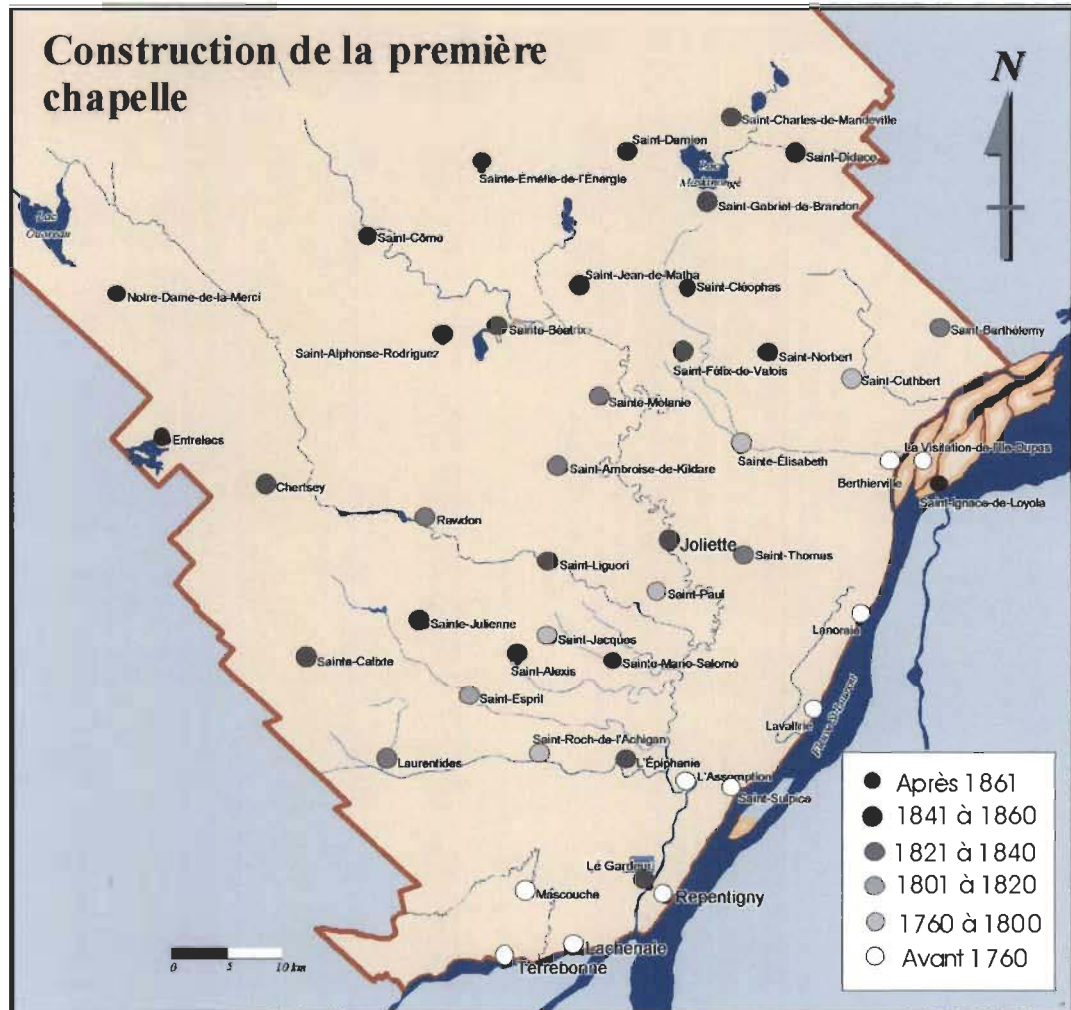
Donc, « Avant sa formation, la future paroisse paraissait souvent bien plus divisée que soudée et unanime<sup>16</sup> ». Plusieurs partis s'affrontaient. L'enjeu que représentaient l'établissement de la mission et la construction de la première chapelle était déterminant pour l'avenir de la future paroisse. Sa construction était synonyme de

<sup>15</sup> Christine Hudon, *op.cit.*, p.74

<sup>16</sup> Christine Hudon, *op.cit.*, p.68

## CARTE 14

## Construction de la première chapelle



village, d'un futur centre de services à proximité et aussi de développement économique, finalement c'était synonyme du retour à la vie connue dans la plaine du Saint-Laurent.



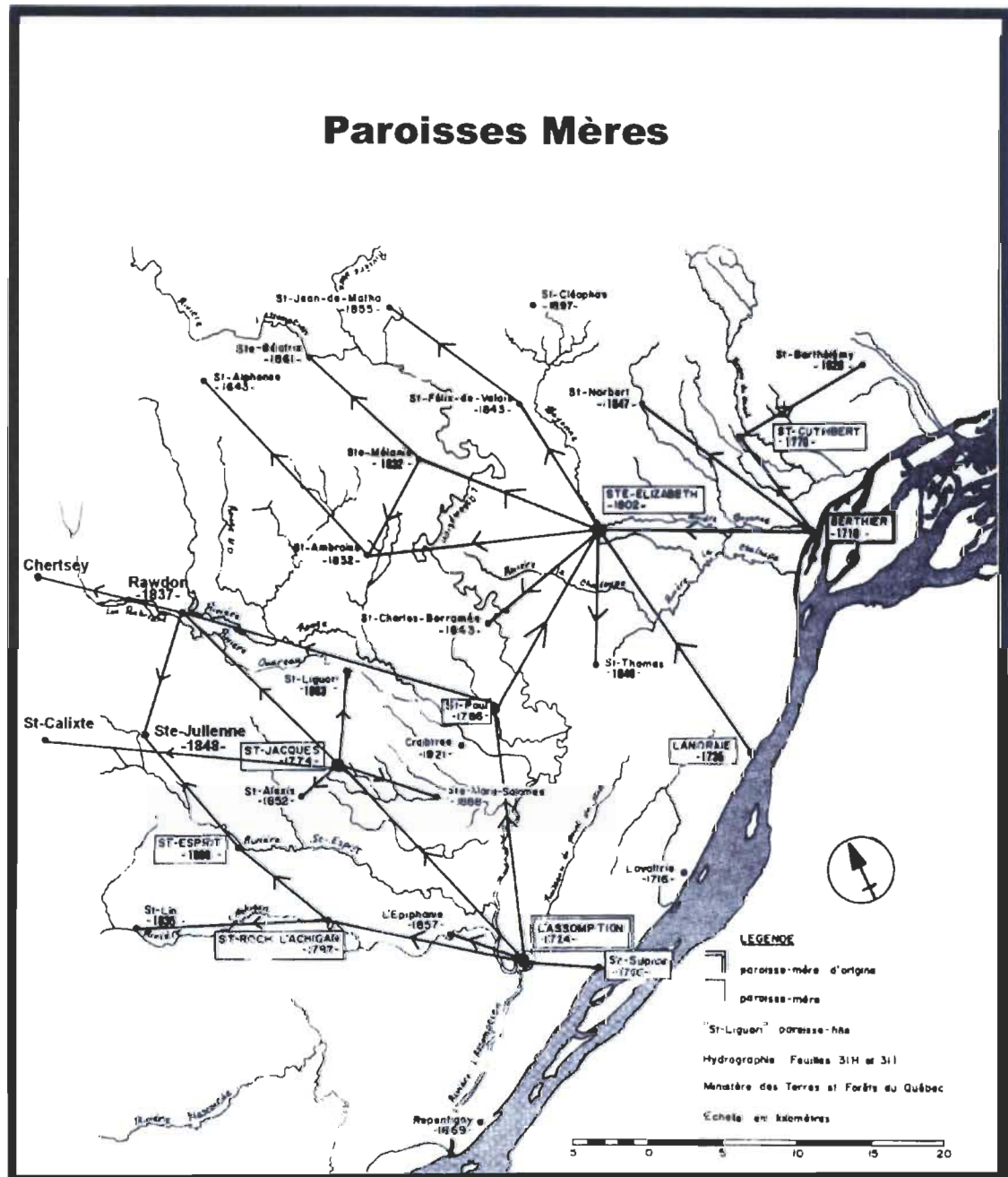
#### 4.4. La paroisse mère et la desserte

La paroisse mère est une paroisse qui dessert une région de colonisation et aussi les missions. La paroisse mère, dans presque tous les cas, était la paroisse la plus proche du territoire de colonisation. Au cours du temps, la mission pouvait être desservie par plusieurs paroisses ou curés. On changeait la desserte pour plusieurs raisons, car le curé de la paroisse mère était malade ou avait déjà trop de paroissiens, ou simplement parce que les chemins étaient mieux entretenus à certains endroits, etc. Ainsi, la mission de Rawdon fut transférée plusieurs fois entre deux titulaires, le curé de Saint-Jacques et celui de Saint-Paul. « Mgr Plessis, évêque de Québec, autorisait ce dernier à desservir Rawdon : il était bilingue. De son côté M. Jean-Romuald Paré, curé de Saint-Jacques depuis 1819, continuait à s'intéresser vivement à cette nouvelle mission, puisque les gens s'adressaient à lui, Saint-Jacques étant plus facile d'accès que Saint-Paul<sup>17</sup>.

---

<sup>17</sup> Marcel Fournier, *Rawdon : 175 ans d'histoire*, op.cit., p.62

**CARTE 15**  
**Les paroisses mères de Lanaudière**



Note : Les paroisses mères et les paroisses filles sont reliées par les flèches.

Source : Fédération de l'UPA de Lanaudière. Comité des fêtes du 55<sup>e</sup>, *Pour que vivent bêtes et gens : histoire de l'agriculture de la région de Lanaudière*, Québec, Fédération de l'UPA de Lanaudière, 1984, avec modification pour le besoin de l'étude

La paroisse mère avait pour premier rôle d'offrir à la mission un service religieux plus régulier sur le lieu même du territoire de colonisation. Ce service consistait d'abord à aller dire la messe le dimanche dans la chapelle de la mission. Toutefois, étant donné que le curé devait aussi faire la messe dans sa paroisse et que la distance à parcourir entre la mission et la paroisse mère était souvent longue (15 kilomètres et plus), le curé de la paroisse mère ne disait la messe dans la mission qu'une fois par deux ou trois semaines. Tant et aussi longtemps que la mission n'avait pas un missionnaire ou un curé résident, il y avait rarement des registres ouverts dans la mission.

**TABLEAU 6**

**Dates de la 1<sup>e</sup> chapelle, du 1<sup>er</sup> curé résident et de l'ouverture des registres**

	<b>1<sup>e</sup> Chapelle et la Mission</b>	<b>1<sup>er</sup> curé résident</b>	<b>Ouverture des registres</b>
Saint-Ambroise de Kildare	1831	1837	1832
Sainte-Mélanie	1831	1832	1832
Saint-Patrice-de-Rawdon	1831	1840	1837
Saint-Alphonse Rodriguez	1841	1850	1844
Saint-Félix-de-Valois	1843	1843	1843
Sainte-Julienne	1848	1849	1849
Saint-Calixte	1848	1853	1854
Saint-Gabriel de Brandon	1831	1840	1839
Saint-Théodore de Chertsey	1850	1858	1858
Saint-Jean-de-Matha	1855	1855	1855

Sources : Archives de l'évêché de Joliette, Livres des correspondances des paroisses étudiées, Monographies locales et archives des presbytères visités.

À Saint-Alphonse, Saint-Patrice-de-Rawdon et Saint-Ambroise, les registres ont été ouverts longtemps avant la venue d'un curé résident. Toutefois, Saint-Alphonse est la seule mission où le curé de la paroisse mère a ouvert les registres, c'est-à-dire fait des baptêmes, des mariages ou des funérailles dans la chapelle de la mission. Saint-Patrice-

de-Rawdon et Saint-Ambroise, quant à elles, partageaient leur desservant avec les paroisses voisines.

Les curés des paroisses mères ont souvent franchi le cadre de ce premier rôle qui consistait à offrir un service religieux plus régulier aux missions. Par exemple, les curés des paroisses mères pouvaient aider les missions à se construire et pouvaient intervenir auprès de l'évêque pour leur obtenir d'autres services. Ainsi, le curé Brassard de Sainte-Élisabeth, écrivait dans une lettre à l'évêque :

Monseigneur, je m'occupe dans ce moment à faire construire un presbytère à Ste-Mélanie de D'Ailleboust dans l'espérance que votre grandeur aura un prêtre à l'automne pour desservir cette place et aussi St-Jacques de Kildare (i.e. Saint-Ambroise de Kildare)<sup>18</sup>.

Ce curé voulait que l'évêque accorde un curé aux missions qu'il desservait. Il le faisait aussi dans son propre intérêt, afin d'avoir moins de fidèles et diminuer sa charge de travail. Le curé Brassard ajoutait à ce propos :

J'ai un grand désir de voir ces deux dessertes séparées de Ste-Élisabeth pour le bien des habitants qui ont beaucoup besoin d'instruction et qui sont bien en arrière dans la voie du salut et aussi pour me décharger et me mettre à même de faire un peu mieux ma besogne, car autre ces deux dessertes qui contiennent environ 450 communians, j'ai dans Ste-Élisabeth 2400<sup>19</sup>.

Il arrivait aussi que l'évêque adresse des lettres au curé de la paroisse mère pour avoir des informations sur les missions. Mgr Lartigue envoya ainsi une lettre au curé Brassard de Sainte-Élisabeth le 10 octobre 1833 dans laquelle « Il le charge d'examiner si les paroisses de Kildare et d'Ailleboust ont leur église prête pour le culte et si elles sont en état de faire vivre leur curé honnêtement, et de lui en rendre un compte

<sup>18</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Sainte-Élisabeth*, Lettre du curé Brassard à l'évêque, 14 mai 1832.

<sup>19</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Sainte-Élisabeth*, Lettre du curé Brassard à l'évêque, 14 mai 1832.

exact<sup>20</sup>. ». Ce rôle était aussi parfois joué par l'archiprêtre de la région. Par exemple, dans les *Rapport de l'archiviste de la province de Québec* se trouve le résumé d'une lettre envoyée par Mgr Bourget à M. Gagnon, archiprêtre de Berthier, le 27 août 1840 : « Il le charge de dire aux gens de Kildare de rendre leur presbytère logeable, s'ils veulent avoir un curé<sup>21</sup>. ». Il se pouvait aussi que l'archiprêtre reçoive la lettre et délègue au curé de la paroisse mère la demande de l'évêque.

Le curé de la paroisse mère pouvait aussi aider financièrement la mission dont il avait la responsabilité. Par exemple, le curé de St-Lin, M. Hurteau prêta 16 livres à la mission de Saint-Calixte en 1853-1854<sup>22</sup>, afin que celle-ci puisse assurer les dépenses encourues pour sa chapelle, sa sacristie et pour faire vivre son missionnaire. Pour sa part, Mgr Bourget conseillait à Jean-Romuald Paré, archiprêtre et curé de Saint-Jacques, dans une lettre envoyée le 21 mars 1848, d'aider financièrement sa mission. En résumé, « Si la fabrique de Saint-Jacques avait quelque argent à la banque ou ailleurs, il lui conseille de le prêter à la mission de Sainte-Julienne, afin d'aider les pauvres gens de cette place qui pour la plupart, sortent de chez vous, à se procurer les secours religieux<sup>23</sup> ». L'aide financière pouvait aussi se traduire par le don d'objets pour la chapelle, l'église ou le culte. La paroisse de Saint-Jacques donna ainsi à la mission de Saint-Patrice-de-Rawdon « (...) un calice, un ciboir, un hostensoir, dont on

---

<sup>20</sup> Archives nationales du Québec, « Correspondance de Mgr Jean-Jacques Lartigue de 1833 à 1836 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1943-1944, p.207 à 334

<sup>21</sup> Archives nationales du Québec, « Correspondance de Mgr Ignace Bourget, évêque de Montréal, 1840-1841 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1946-1947, p.

<sup>22</sup> Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Calixte*, Lettre du missionnaire Louis-Isaac Martel à l'évêque, 15 mars 1854

<sup>23</sup> Archives nationale du Québec, « Inventaire analytique de la correspondance de Mgr Ignace Bourget pour l'année 1848 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1967, vol.45, p.123 à170

se servait déjà, dans cette paroisse depuis plusieurs années, de plus ont donné un confessionnal, un vase pour les fonts baptismaux, un pupitre pour le missel (...) <sup>24</sup>».

La paroisse mère exerçait donc une influence certaine sur les territoires de colonisation et les missions qui l'entouraient par le rôle qui lui était dévolu. Toutes ses actions ont marqué la mission, car avant d'avoir son propre point de rassemblement qu'est la première chapelle, la mission se reconnaissait dans la paroisse mère. Aussi, plusieurs colons de la mission venaient de la paroisse mère. Par exemple, de nombreux colons de Saint-Félix et de Saint-Thomas provenaient de Sainte-Élisabeth, principalement parce que ce sont des prolongements de cette paroisse mère, comme la carte 7 en témoigne.

#### **4.5. Aides extérieures**

##### **➤ L'Association de la Propagation de la Foi**

La formation d'une mission, la construction d'une chapelle et ensuite l'érection d'une paroisse n'étaient jamais chose facile. Il y avait de nombreuses étapes à franchir, de longs mois d'attente et beaucoup d'incertitudes financières. Les colons, encore en train de s'installer sur leurs lots et occuper à leur propre subsistance, voulaient participer à la construction de leur future communauté, comme le démontrent les nombreuses requêtes pour obtenir des services religieux, mais leurs ressources étaient limitées. Peu d'entre eux pouvaient se vanter d'être bien établis, et d'avoir un revenu

---

<sup>24</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Jacques L'Achigan*, Lettre de Jean-Romuald Paré, curé de Saint-Jacques, à l'évêque, 10 mars 1841.

suffisant, ou encore un grand surplus pouvant servir à construire la chapelle et ses dépendances. Les colons et surtout les curés faisaient alors appel à l'Association de la Propagation de la Foi.

L'Association de la Propagation de la Foi est une association fondée à Lyon, en France, en 1822. L'Association se décrit en une phrase : « Tous les fidèles pour tous les infidèles »<sup>25</sup>. En effet, « (...) elle réunit tous les fidèles de tous les pays pour collaborer par leurs prières à l'évangélisation du monde et seconder de leurs ressources les travaux des missionnaires, et elle distribue aux missions les offrandes reçues<sup>26</sup> ».

Concrètement, l'Association de la Propagation de la Foi a joué un grand rôle dans le peuplement de Lanaudière et aussi dans les autres régions du Québec. Les évêques du Bas-Canada travaillèrent d'abord à la faire établir dans toutes les paroisses existantes dès 1838. Ils encouragèrent les curés à faire adhérer le plus grand nombre de fidèles à cette association, afin d'amasser le plus de fonds possible pour les missions toujours en nombre croissant. D'ailleurs l'évêque de Montréal convoqua de nombreuses assemblées à ce sujet et envoya plusieurs circulaires à travers son diocèse afin d'aider la colonisation. Par exemple, dans une circulaire datée du 14 novembre 1848, l'évêque de Montréal écrivait aux curés : « Veuillez bien, pour encourager l'Association de la Propagation de la Foi, représenter à vos bons et zélés Paroissiens qu'il est question d'une Œuvre qui les touche de près, puisqu'il s'agit de procurer de bons établissements

---

<sup>25</sup> Adolphe Roy, *Tous les fidèles pour tous les infidèles*, Montréal, 1940, 133 pages.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p.47



aux enfans de la Patrie, et surtout d'assurer à des milliers d'âmes exposées à se perdre, des moyens de saluts<sup>27</sup>. ».

Des sommes importantes étaient donc recueillies à travers tout le Bas-Canada. D'abord développée dans les paroisses plus anciennes, l'Association de la Propagation de la Foi s'étendit rapidement aux nouvelles paroisses. Les montants amassés dans les plus anciennes paroisses de Lanaudière étaient assez importants<sup>28</sup>, car les gens y étaient bien établis, nombreux et la construction des édifices religieux était terminée depuis plusieurs années. Ils avaient donc plus d'argent à consacrer aux œuvres. Par exemple, la paroisse de L'Assomption fit don à l'Association en 1850, 1852 et 1853, de 48, 56 et 52 livres. Une cinquantaine de livres équivalait à la moitié du coût d'une chapelle ou du montant pour faire vivre un curé pendant une année. Bien sûr, les plus petites paroisses donnaient moins. Saint-Cuthbert transmet ainsi à l'Association en moyenne 5 livres par années, les dons se chiffrant au plus bas montant en 1849 avec 1 seule livre et au plus haut en 1852 avec 22 livres. Les missions et les nouvelles paroisses participaient aussi à l'œuvre de la Propagation de la Foi, même si elles étaient encore en construction et recevaient plus qu'elles ne donnaient. Par exemple, les habitants de Saint-Ambroise donnèrent plus de 25 livres entre 1841 et 1854<sup>29</sup>.

Les besoins étaient grands dans Lanaudière. Dans les livres des correspondances de l'évêché, on retrouve de nombreuses requêtes des curés à l'évêque, ou au bureau de

<sup>27</sup> Archives du presbytère de Saint-Jacques, *Recueil de circulaires de l'Évêché de Montréal*, Circulaire du 14 novembre 1848.

<sup>28</sup> Un tableau des montants amassés dans Lanaudière entre 1840 et 1854 est présenté dans l'annexe 2.

<sup>29</sup> Archives du Séminaire de Joliette, *Rapport de l'Association de la propagation de la foi établie à Montréal en vertu d'un indult du saint siège et annoncée au diocèse par le mandement du 18 avril 1838*, no 2 (juin 1840) à no 13 (1866).



la Propagation de la Foi du diocèse de Montréal, demandant l'aide de l'Association. Par exemple, le curé de Saint-Jean-de-Matha écrit le 5 octobre 1860 :

Le peu de revenu que je perçois dans ma mission me met dans la nécessité de me recommander à l'assistance de la propagation de la foi. Je n'ai retiré, l'année dernière que 55 livres, y compris les revenus de la mission de Ste-Béatrix dont je suis chargé. Avec un bénéfice aussi minime, il m'est impossible de vivre sans faire des dettes (...). Je suis arrivé dans cette mission, il n'y avait rien de fait, pour ainsi dire : la chapelle était sur le point de tomber, le presbytère était extrêmement froid, et il n'y avait aucunes dépendances. J'ai été obligé de faire faire toutes ces choses à mes propres frais (...) Ainsi Mr vous, ayant faite connaître l'état de ma mission, j'espère que vous aurez bien la bonté de prendre en considération ma demande et que vous m'accorderez quelques secours<sup>30</sup> (...)

Les habitants de Saint-Théodore de Chertsey font de même dans une requête à l'évêque au mois d'août 1858 :

Les soussignés habitants et au nom du township de Chertsey exposent humblement à votre grandeur qu'ils sont obligé de bâtir une Église et ses dépendances au plus tôt et que les habitant sont bien pauvre quoi qu'il ait toute la bonne volonté possible ils est impossible pour même de se procurer tous les mathériau nécessaire pour cette batisse, c'est pourquoi nous vous prions de bien vouloir présenté nos besoins au conseil de la propagation de la fois ci elle a qu'il que chose a disposé l'automne prochain<sup>31</sup> (...)

Plusieurs montants d'argent furent attribués aux différentes missions et paroisses de Lanaudière pendant la période de colonisation afin de construire une église, un presbytère ou simplement afin de procurer l'essentiel au missionnaire et au curé. Le tableau 7, construit à l'aide des données se retrouvant dans les rapports annuels de la Propagation de la Foi, démontre concrètement l'aide apportée aux missions et paroisses étudiées ici, et montre aussi que l'aide se perpétuait tant que la paroisse n'était pas entièrement formée.

<sup>30</sup> Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Jean-de-Matha*, Requête du curé Joseph Plessis-Bélair de Saint-Jean-de-Matha au Bureau de la Propagation de la foi, 5 octobre 1860

<sup>31</sup> Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Théodore de Chertsey*, Requête des habitants à l'évêque pour avoir l'aide de la Propagation de la foi, 14 août 1858.

**TABLEAU 7**  
**Dons de l'Association de la Propagation de la foi aux paroisses étudiées**  
**de 1841 à 1880**

	1841	1849	1852	1853	1854	1869	1876	1877	1878	1879	1880
Saint-Jean-de-Matha											
Saint-Félix-de-Valois											
Saint-Théodore de Chertsey						250 \$	100 \$	200 \$	200 \$	100 \$	100 \$
Saint-Patrice de Rawdon	113 \$	48 \$	98 \$	108 \$	192 \$	100 \$	100 \$	100 \$	100 \$	75 \$	75 \$
Sainte-Mélanie											
Saint-Ambroise											
Saint-Calixte de Kilkenny			70 \$	200 \$	296 \$	100 \$	100 \$	75 \$	50 \$	50 \$	75 \$
Saint-Alphonse Rodriguez			135 \$	100 \$	154 \$	100 \$	100 \$	100 \$	100 \$	100 \$	100 \$
Sainte-Julienne			37 \$	100 \$	215 \$	100 \$	100 \$	75 \$	50 \$		

Source : Archives du Séminaire de Joliette, *Rapport de l'Association de la propagation de la foi établie à Montréal en vertu d'un indult du saint siège et annoncée au diocèse par le mandement du 18 avril 1838*, no 2 (juin 1840) à no 13 (1866) ; Archives du Séminaire de Nicolet, *Annales de la Propagation de la foi*, « Comptes-rendus », no 1 (1877) à no 43 (1891).

Tous ces montants attribués aux missions et aux paroisses de Lanaudière illustrent le grand rôle qu'a joué l'Association de la Propagation de la foi dans le développement des paroisses et du même coup de la colonisation. Plus les ressources pour construire la paroisse étaient abondantes, plus son développement pouvait être rapide et solide.

### ➤ Les sociétés de colonisation

Les sociétés de colonisation sont nées dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle de l'initiative conjointe du clergé et du gouvernement afin d'aider et d'organiser le peuplement des townships (cantons). Au printemps 1848, s'est tenue une grande assemblée, présidée par Mgr Bourget, à Montréal dans laquelle a été votée la création de sociétés de colonisation. Le gouverneur Elgin donna la responsabilité entière du

mouvement au clergé<sup>32</sup>. Dès lors, tout le clergé s'est mis en action. Dans la même année, le clergé créa la Société de colonisation du Bas-Canada qui réunissait sous sa tutelle toutes les sociétés créées, une au moins dans chaque région de colonisation.

À partir de 1848, plusieurs circulaires sont envoyées par l'évêque de Montréal à travers tout le diocèse pour encourager les prêtres et les missionnaires à créer des sociétés de colonisation.

Voici les plans que l'on se propose de suivre pour que l'œuvre se fasse avec courage et succès :

- #1 L'on va commencer par s'assurer où sont les bonnes terres ; et l'on en donnera avis pour que chacun puisse les visiter ou les faire visiter avant de les prendre.
- #2 L'on fait actuellement des démarches auprès du gouvernement, pour obtenir des chemins de communication entre les établissements et les terres de colonisation. (...)
- #3 L'on placera ensemble, autant que possible, les familles d'une même Paroisse et déjà accoutumées à s'entraider. Chaque ancienne Paroisse en aura bientôt créé une nouvelle avec ses propres enfans, si de bonnes terres lui sont offertes.
- #4 L'on mettra à la tête de la colonisation des Prêtres qui marcheront à travers les forêts, à la tête des colons, abattront le premier arbre pour planter la croix du lieu où devra se bâtir l'Église, et desserviront les nouveaux habitants, jusqu'à ce qu'il soit possible de leur donner des Curés résidents.
- #5 Pour faire les frais du culte, l'on fait appel à l'Association de la Propagation de la Foi ; et l'on s'attend que le diocèse s'enrôlera en masse sous son étendard, qui flottera sur toutes les chapelles des townships<sup>33</sup>. (...)

Bref, plusieurs sociétés de colonisation virent le jour dans les premières années du mouvement.

Lanaudière ne fut pas exclue du mouvement. Dès 1848, une société de colonisation, connue sous le nom de la Société des défricheurs, est créée à Saint-Jacques de l'Achigan. Son principal promoteur est le curé et archiprêtre de Saint-Jacques, Jean-Romuald Paré, qui était également agent de colonisation pour le comté de

<sup>32</sup> Jean Hamelin et Yves Roby, *op.cit.*, p.163

<sup>33</sup> Archives du presbytère de Saint-Jacques L'Achigan, *Recueil de circulaires de l'évêché du diocèse de Montréal, Circulaire au clergé du diocèse de Montréal, Évêché de Montréal, 25 juillet 1850.*

Leinster<sup>34</sup> (Montcalm). À ses côtés participaient plusieurs notables de la région, Z.Cloutier, M. Poirier, L. Viger, Jean-Baptiste Gauthier, M. Dorval, A.Dugas, Magloire Granger<sup>35</sup>, ainsi que Alexander Daly, agent de terres de la Couronne, et l'arpenteur Quinn<sup>36</sup>. Il y eut aussi deux autres prêtres colonisateurs dans Lanaudière, Théophile Stanislas Provost et le curé Brassard. Ceux-ci oeuvrèrent dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, principalement dans les paroisses de Saint-Zénon et de Saint-Michel-des-Saints, situées plus au nord.

La Société des défricheurs a laissé peu de traces. Dans les archives consultées, il a été possible de retracer seulement trois lettres signées par ses membres. La première est la requête envoyée à l'évêque par les membres pour créer leur société<sup>37</sup>. La deuxième lettre remercie l'évêque d'appuyer le projet de la Société des défricheurs<sup>38</sup>. La troisième lettre parle du rôle même de la société<sup>39</sup>. M. Poirier y expose les problèmes de fonds de la Société. Cette dernière voulait commencer à faire arpenter les township de Wexford et Chertsey, mais elle n'avait pas d'argent pour payer l'arpenteur. M. Poirier demande à l'évêque s'il pouvait faire une requête au gouvernement afin d'obtenir l'argent provenant des licences émises par ce dernier pour la coupe du bois dans la région de colonisation.

---

<sup>34</sup> Marcel Fournier, *Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000*, op.cit., p.29

<sup>35</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Jacques Le Majeur (L'Achigan)*, Lettre des membres de la société à l'évêque de Montréal, 31 octobre 1848.

<sup>36</sup> Marcel Fournier, *Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000*, op.cit., p.30

<sup>37</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Jacques Le Majeur (L'Achigan)*, Lettre des membres de la société à l'évêque de Montréal, 31 octobre 1848.

<sup>38</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Jacques Le Majeur (L'Achigan)*, Lettre des membres de la société à l'évêque de Montréal, 3 décembre 1848.

<sup>39</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Jacques Le Majeur (L'Achigan)*, Lettre de M Poirier à l'évêque de Montréal, 18 octobre 1850.

Même si la Société des défricheurs a laissé peu de documents relatant ses actions<sup>40</sup>, le curé Paré, ainsi que ses partenaires, sont aujourd'hui perçus comme les fondateurs de Saint-Théodore de Chertsey (fondé en 1848). Dans l'ouvrage *Le diocèse de Montréal à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, les auteurs écrivent ce qui suit :

C'est vers 1848 que, de Saint-Jacques-de-L'Achigan, vinrent les premiers colons de Chertsey. Monsieur Romuald Paré, de sainte mémoire, alors curé de cette paroisse, les dirigea lui-même de ce côté. Ce fut lui qui, au nom du gouvernement, donna les premiers titres de location aux colons<sup>41</sup>.

Dans son étude<sup>42</sup> sur la colonisation, Stanislas Drapeau affirme que « La colonisation s'est considérablement développée dans le comté de Montcalm durant cette dernière décennie, grâce aux efforts de l'abbé Romuald Paré, curé de la paroisse de Saint-Jacques-de-L'Achigan<sup>43</sup> ». À Saint-Calixte, on souligne aussi le fait que le curé Paré a été missionnaire de 1851 à 1853<sup>44</sup>, apportant ainsi à des dizaines de colons, un secours religieux important.

Finalement, la Société des défricheurs aurait rempli la tâche que l'évêché lui avait confiée, c'est-à-dire repérer des terres cultivables, ouvrir des townships, faire la promotion des terres de colonisation auprès des Canadiens français et apporter le secours religieux en territoire de peuplement. Ensuite, les sociétés de colonisation passaient le relais aux missions, aux paroisses et à l'Association de la Propagation de la Foi.

---

<sup>40</sup> Il n'y a aucune mention de son rôle et ses réalisations dans la Société des Défricheurs dans la biographie de Jean-Romuald Paré.

<sup>41</sup> Cité dans Marcel Fournier, *Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000*, op.cit., p.22

<sup>42</sup> Drapeau, Stanislas, *Études sur les développements de la Colonisation du Bas-Canada depuis dix ans (1851-1861)*, Québec, Léger Brousseau, 1863, 593 pages.

<sup>43</sup> Marcel Fournier, *Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000*, op.cit., p.22

<sup>44</sup> Marcel Fournier, *Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000*, op.cit., p.29

## ***Chapitre 5***

### ***La paroisse et le curé résident***

#### **5.1. De mission à paroisse**

La mission, avec la construction de la chapelle, jetait donc les bases de la nouvelle communauté. Elle attirait le premier noyau de population, devenait le premier centre de référence dans le territoire de colonisation, provoquait les premières réunions de citoyens et pouvait même attirer de nouveaux colons catholiques qui craignaient avant cela de s'aventurer dans une terre où toutes les réserves étaient pour le clergé protestant. Toutefois, tant que la mission n'acquerrait pas son titre de paroisse, c'est-à-dire sa reconnaissance légale, elle n'avait aucun droit, ni pouvoir de décision sur son développement.

Pour passer du statut de mission à celui de paroisse, les colons devaient encore se rassembler pour écrire une requête à l'évêque afin qu'il érige canoniquement la mission en paroisse. Dans les livres de correspondances, il n'y a que trois paroisses sur les dix pour lesquelles il y avait une requête de ce genre. Elles semblent donc plus irrégulières et sont moins uniformes que les autres requêtes. Toutefois, les requérants y évoquent les mêmes éléments, c'est-à-dire les raisons de leur demande et aussi les renseignements nécessaires à l'évêque pour qu'il puisse prendre une décision. Les principales informations s'y trouvant sont les rangs et parties de cantons contenues de la paroisse projetée, car le premier but de l'érection canonique est de fixer les limites de la paroisse, afin que chaque colon connaisse l'église à laquelle il appartient, à quel curé

il doit payer sa dîme, etc. Certaines requêtes d'érection canonique étaient parfois plus complexes. Par exemple, à Sainte-Mélanie, en plus de vouloir fixer les limites de la future paroisse, les requérants exposaient de nombreuses raisons afin de changer la chapelle de place. S'ensuivit une kyrielle de requêtes et de contre-requêtes de colons ayant différents avis sur le projet.

Vu le nombre restreint de ces requêtes et leurs formes différentes, on pourrait penser que l'érection canonique émanait davantage de l'évêque et de ses représentants que des colons eux-mêmes. Toutefois, dans le *Code des curés, marguilliers et paroissiens*, il est écrit que « (...) c'est à l'évêque qu'appartient l'initiative de l'érection, mais il ne peut y procéder que sur la demande de la majorité des propriétaires qui habitent sur le territoire qu'il s'agit d'ériger en paroisse<sup>1</sup>. ». Plus loin, le code explique que :

(...) la principale raison du législateur en imposant cette condition, c'est que l'érection de la paroisse constitue une corporation ou communauté qui, par la loi, est obligée de pourvoir aux frais du culte et dont les membres peuvent être contraints en justice à payer leur part respective des dépenses, tant pour la construction de l'église, de la sacristie et du cimetière, que pour le logement du curé<sup>2</sup>.

C'est d'ailleurs pour ces mêmes raisons que les colons faisaient une requête pour l'érection canonique de leur mission.

Ensuite, s'enclenchait le même processus que lors de la formation de la mission. Une notice était affichée à la porte de la chapelle et citée au prône. L'évêque envoyait alors l'archiprêtre ou un autre commissaire pour aller vérifier la demande et si les

---

<sup>1</sup> L'Honorable J.U. Baudry, *Code des curés, marguilliers et paroissiens*, Montréal, Société historique de Montréal, 1870, p.32

<sup>2</sup> *Ibid.*, p.33

conditions pour l'érection canonique, c'est-à-dire de la transformation de la mission en paroisse, étaient remplies. Si tel était le cas, le commissaire émettait un avis favorable que l'évêque endossait; il signait alors le décret d'érection.

### ➤ **Limites et démembrements**

Fixer les limites d'une paroisse n'était pas facile pour l'évêque. Plusieurs enjeux entouraient cette division. D'abord, les colons avaient leurs propres intérêts. Ceux qui habitaient à la limite de la future paroisse préféraient souvent être rattachés à l'ancienne qui était démembrée. Cette dernière avait déjà absorbé les coûts de construction des édifices religieux et l'église était parfois plus près de chez eux. Par exemple, les habitants du 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> rangs du canton Kildare, envoyèrent quelques requêtes au fil des années pour être annexés à la paroisse de Saint-Paul contre celle de Saint-Ambroise. L'église de Saint-Paul était beaucoup plus proche et les chemins pour s'y rendre mieux entretenus, contre les chemins de Saint-Ambroise encore en développement<sup>3</sup>. Toutefois, ils n'obtinrent jamais ce qu'ils voulaient. Plusieurs continuèrent à aller à la messe du dimanche à Saint-Paul, mais devaient toujours aller à l'église de Saint-Ambroise pour les sacrements.

D'autres enjeux entraient en cause dans le choix des limites d'une paroisse. L'Église catholique préférait toujours qu'une paroisse se situe dans un même canton ou une même seigneurie. C'est une des principales raisons qui explique pourquoi certaines missions furent érigées canoniquement plus tardivement. Certaines furent même l'objet

---

<sup>3</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Ambroise de Kildare*, Lettre des habitants du 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> rangs du canton Kildare à l'évêque, 14 juillet 1830.

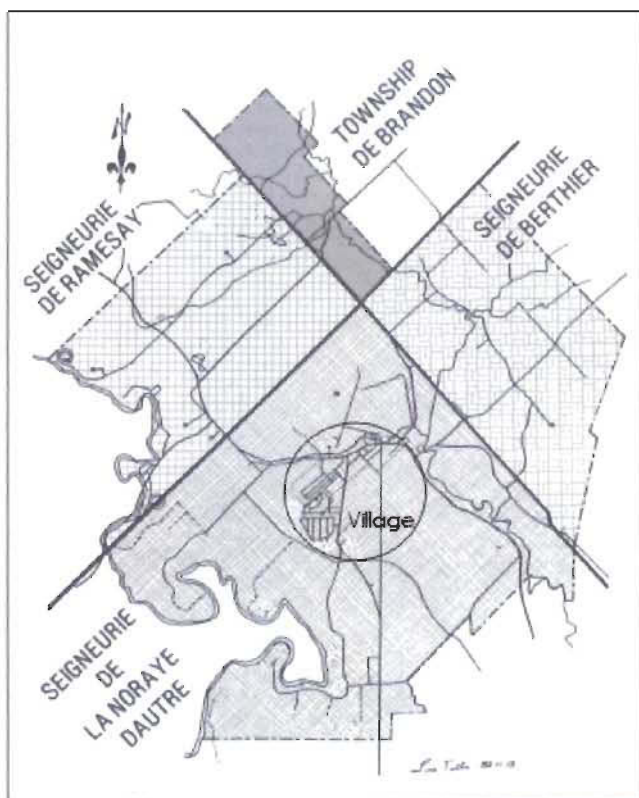


de plusieurs transformations territoriales au fil du temps. Sainte-Julienne fait partie de ce genre de cas. Elle chevauchait le canton Rawdon et les seigneuries du sud. En plus, il y avait déjà une église et une paroisse au centre du canton Rawdon.

Ce fut le même débat de requêtes et de contre-requêtes pour la création de Saint-Félix-de-Valois. La paroisse projetée se situait au carrefour de quatre divisions territoriales, le canton Brandon, la seigneurie LaNoraye, la seigneurie d'Ailleboust et la seigneurie Berthier. Tout au long de leur développement, les colons des paroisses de Sainte-Julienne et Saint-Félix-de-Valois eurent de la difficulté à faire réaliser leur projet de communauté. Certains rangs étaient retranchés, d'autres ajoutés.

### CARTE 16

#### Répartition du territoire de Saint-Félix-de-Valois en seigneuries et townships



L'érection canonique et la délimitation d'une paroisse dépendaient aussi de certains aspects financiers, surtout reliés à la paroisse mère. Il arrivait souvent que cette dernière soit démembrée lors de l'érection de la mission. Le meilleur exemple de démembrement d'une

Source : Isabelle Emery et Christiane Rainville, *Faits et images de Saint-Félix-de-Valois*, Québec, Imprimeur Publicité Paquet inc., 1983, p.55

paroisse mère est sûrement celui de Sainte-Élisabeth. Elle fut amputée d'une partie de son territoire une première fois avec la création de Saint-Félix en 1840, puis par celle de Saint-Charles Borromée en 1843 et par celle de Saint-Thomas en 1849<sup>4</sup>. En 1830, Sainte-Élisabeth était une des plus grandes paroisses de Lanaudière. Avec tous ces démembrements, elle est devenue l'une des plus petites.

Avant de procéder à un démembrement, l'évêque devait vérifier si la paroisse mère pouvait se passer de l'appui financier de la partie qui allait lui être enlevée. Le *Manuel des curés* était très clair là-dessus : « Si une paroisse a contracté des dettes pour la construction ou la réparation d'une église, d'un presbytère ou d'une sacristie, l'on ne peut la démembrer ou diviser avant que les dettes ne soient payées et acquittées<sup>5</sup> ». Il fallait aussi vérifier si les revenus du curé et de la fabrique ne seraient pas trop diminués. Les colons aussi pouvaient s'opposer à la création de la nouvelle paroisse, parce qu'ils ne voulaient pas payer pour une deuxième église. Justement, les habitants de la côte Saint-Ours, faisant partie de Saint-Esprit, expliquent, dans une requête envoyée à l'évêque le 10 août 1848, qu'ils ne veulent pas faire partie de la nouvelle paroisse de Sainte-Julienne :

Premièrement, parce qu'ils viennent pour ainsi-dire de supporter de grands frais pour la construction du presbytère et de l'église de la dite paroisse de St-Esprit et réparation d'icelle. Deuxièmement, qu'en les attachant à ladite paroisse de Ste-Julienne, ils ne pourront jamais sortir des frais de répartitions que les entraîneraient le presbytère déjà commencé et une église<sup>6</sup> (...).

<sup>4</sup> Serge Courville, dir., *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle (1825-1861)*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1988, p.144

<sup>5</sup> Mgr Desautels, *op.cit.*, p.74

<sup>6</sup> Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Sainte-Julienne*, Lettre des habitants de la côte Saint-Ours de Saint-Esprit à l'évêque, 10 août 1848

C'est seulement après toutes ces vérifications que l'évêque pouvait enfin ériger canoniquement la paroisse. Toutefois, le décret n'était jamais définitif. Si de nouvelles circonstances ou requêtes se présentaient, l'évêque pouvait émettre un nouveau décret et changer les limites de la paroisse.

Le temps entre la création de la mission et l'érection canonique de la paroisse variait beaucoup, ainsi que le temps de la reconnaissance civile de la paroisse.

**TABLEAU 8**

**Dates des érections canoniques et reconnaissances civiles**

	<b>1<sup>e</sup> Chapelle et la Mission</b>	<b>Érection Canonique</b>	<b>Reconnaissance civile</b>
Saint-Ambroise de Kildare	1831	1842	1843
Sainte-Mélanie	1831	1852	
Saint-Patrice-de-Rawdon	1831	1837	1882
Saint-Alphonse Rodriguez	1841	1852	1859
Saint-Félix-de-Valois	1843	1840	
Sainte-Julienne	1848	1848	1861
Saint-Calixte	1848	1854	
Saint-Théodore de Chertsey	1850	1866	
Saint-Gabriel de Brandon	1831	1851	
Saint-Jean-de-Matha	1852	1852	1880

Sources : Monographies locales, Livres des correspondances et Serge Courville, dir., *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle (1825-1861)*, op.cit.

Parfois, l'érection canonique de la paroisse se faisait dès la première année, comme pour Saint-Jean-de-Matha, et parfois prenait plus de vingt ans comme pour Sainte-Mélanie. Les raisons qui expliquent ces écarts peuvent être nombreuses. Par exemple, les colons pouvaient faire immédiatement une requête pour l'érection canonique d'une paroisse au lieu de demander une mission. C'est justement le cas de Saint-Jean-de-Matha et Sainte-Julienne. Cette démarche était plus rare, car ce sont les seules paroisses

à n'avoir jamais eu le statut de mission. Toutefois, cette approche est devenue plus fréquente dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>.

Un plus long délai pour l'obtention de l'érection canonique et de la reconnaissance civile de la paroisse était souvent dû aux disputes entre les colons et leurs différents intérêts pour fixer les limites de la paroisse. Dans certains cas, la mission avait déjà acquis son indépendance et sa reconnaissance face à la paroisse mère d'une autre façon. Par exemple, en obtenant un curé résident, les colons acquéraient pratiquement la même autonomie qu'une paroisse. Le curé leur offrait tous les services religieux et voyait à l'organisation de la mission comme si elle eut été une paroisse. Dans ce cas-ci, la requête d'érection canonique devenait moins importante pour les colons. L'érection canonique et la reconnaissance au civil de leur paroisse devenaient importantes si le curé avait de la difficulté à faire payer la dîme, ou encore s'il y avait de grosses dépenses pour la réparation ou la construction d'un édifice religieux, car elles permettaient à la paroisse des recours légaux. Par exemple, Saint-Jean-de-Matha demanda sa reconnaissance civile parce qu'on voulait construire une nouvelle église. Pour ce gros projet, « (...) ce n'étaient plus des souscriptions volontaires et passagères qu'il faudrait recueillir, mais bien une cotisation générale affectant toutes les propriétés des résidents et étrangers qu'il serait opportun de prélever<sup>8</sup> ».

---

<sup>7</sup> Christine Hudon, *op.cit.*, p.64

<sup>8</sup> Théophile S. Provost, *Histoire d'un établissement paroissial de colonisation, Saint-Jean-de-Matha, Canada*, Éditions d'Orphée, 1990 (1888), p.59







CARTE 20



CARTE 21



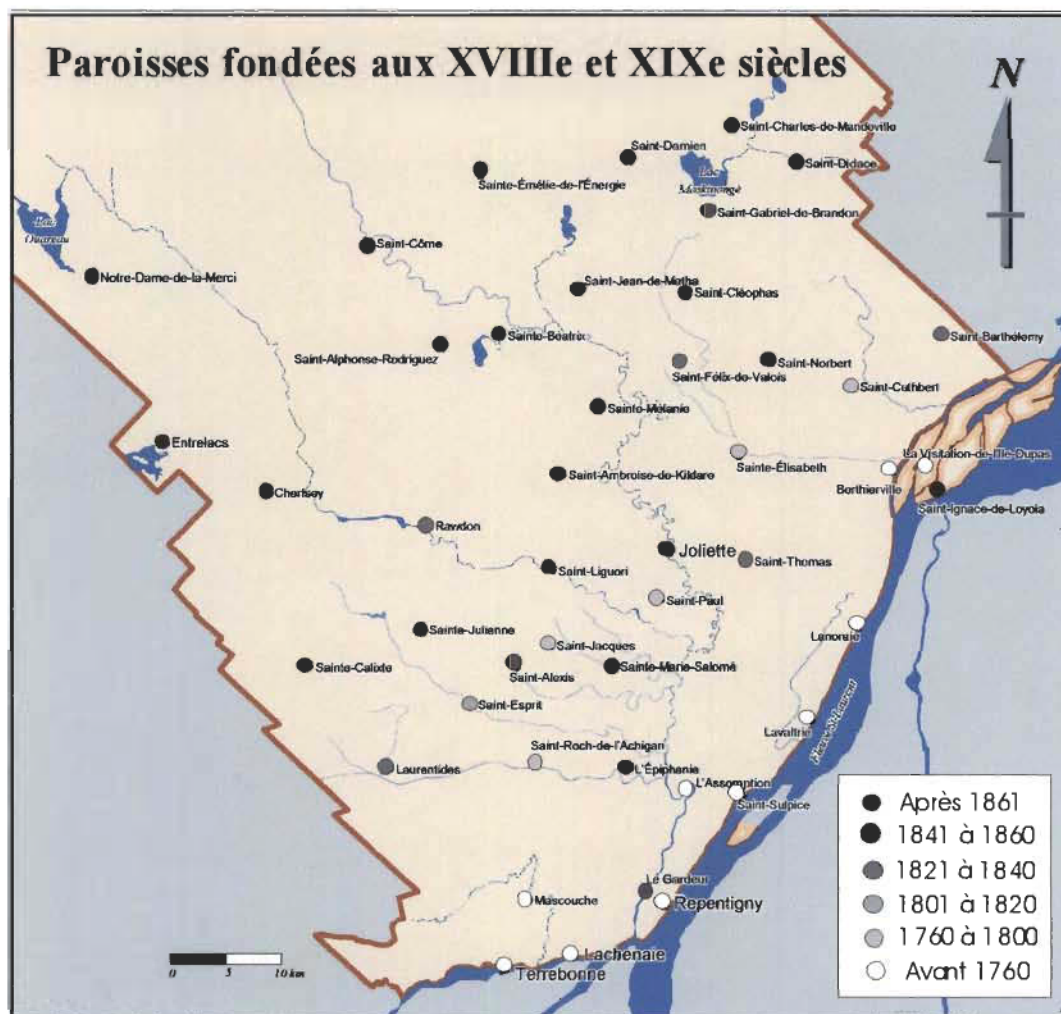
En 1820, Lanaudière compte 16 paroisses. Aucune mission n'est encore ouverte dans la région. Il faut attendre 1831 avant que 4 missions soient créées. Les 6 autres missions à l'étude ne seront créées qu'après 1841. Ainsi avant 1840, les territoires de peuplement étudiés demeurent peu organisés, malgré la présence de plus en plus nombreuse des colons. C'est entre 1840 et 1860 que se créent la plupart des paroisses. On en compte 17 de plus en 1860. Leur nombre a doublé en quarante ans. En 1870, les paroisses les plus au nord de la région étudiée sont formées. Quelques autres paroisses, comme Saint-Michel-des-Saints, Saint-Zénon et Saint-Donat, verront le jour vers la fin du siècle, mais en 1870, l'organisation religieuse du territoire est pratiquement complétée. Ainsi, ces cartes confirment que la colonisation et le développement de la région étudiée ont été plus intensifs entre 1840 et 1860, tout comme le démontrait le cadre gouvernemental.

Une dernière carte synthétique complète l'analyse de la colonisation selon le développement des paroisses dans Lanaudière. Elle affiche la multiplication des établissements du XVIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. Avant 1760, la population lanaudoise se concentre sur les rives du fleuve et de ses principaux affluents. Il faut attendre la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle avant qu'une première vague de colonisation pénètre dans l'arrière-pays et forment des communautés. C'est entre 1820 et 1860 que se forme le plus grand nombre de paroisses. Elles se situent presque toutes dans le piedmont laurentidien. Les Hautes Laurentides ne seront peuplées et encadrées par les paroisses qu'après 1860.



## CARTE 22

**La colonisation de Lanaudière selon la fondation des paroisses  
aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles**



### 5.3. Le curé résident

#### ➤ La requête

L'arrivée d'un curé résident dans une mission ou une nouvelle paroisse était très attendue. Les colons obtenaient alors un service religieux complet et régulier, très

semblable à celui qu'ils avaient connu dans leur village d'origine dans la plaine du Saint-Laurent. La mission devenait indépendante de la paroisse mère. Tous les offices et les sacrements étaient donnés dans leur chapelle.

Comme pour obtenir une chapelle, une mission, ou encore l'érection canonique de leur paroisse, les habitants devaient envoyer une requête à l'évêque pour demander un curé. Ces requêtes pour obtenir un curé ne se faisaient pas attendre et devançaient presque toujours l'initiative de l'évêque et, souvent même, les moyens financiers des habitants. Les requêtes pour obtenir un curé n'étaient pas toutes identiques, comme celles vues précédemment, mais elles contenaient plusieurs éléments semblables. Elles regroupaient toujours plusieurs arguments de même nature pouvant convaincre l'évêque de donner un curé aux demandeurs. Voici, par exemple, la requête présentée par les habitants de Saint-Ambroise-de-Kildare :

A sa Grandeur Monseigneur Jean Jacques Lartigue, Évêque de Telmesse résidant à St-Jacques de Montréal.

Les soussignés citoyens résidants en la paroisse St-Philippe de Kildare exposent très respectueusement à votre grandeur qu'ils ont fait tous leurs efforts pour faire joindre avec nous la majorité des habitants de cette paroisse pour former la somme de cent louis courant pour la valeur de leurs dixmes pour avoir un curé résident dans cette paroisse, - Qu'ils s'y sont refusés sous prétexte qu'ils payeraient bien leur dixmes comme il est d'usage dans toutes les autres paroisses -.

Que vous soussignés supplient très respectueusement votre Grandeur d'avoir pitié du petit nombre qui ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour obtenir un curé. Que nous croyons que les trois rangs toujours rebelles se rangeraient avec nous et tout en faisant leur salut, nous aideraient beaucoup à cottiser dans les répartitions que nous avons à faire. Qu'en autres nous voyons tous les jours beaucoup de personne se ralentir en fait de religion comme Votre Grandeur doit le croire dans une paroisse aussi populeuse et ou il a bien des enfans. Que nous avons un logement convenable pour recevoir un curé. Que notre cimetière est bien clos et que notre chapelle et entièrement finis; et qu'en un mot nous avons fait et remplis toutes les obligations que Votre Grandeur exigeait pour nous donner un curé. Messire Brassard que vous avez commis pour l'examen, envoie son certificat. D'après tous ces exposés nous ôsons nous flatter que votre grandeur ne nous le refusera point.

Vos suppliant ne cesseront de prier pour votre grandeur.  
St-Philippe de Kildare le 4 novembre 1833<sup>9</sup>

---

<sup>9</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Ambroise-de-Kildare*, Requête des habitants pour obtenir un curé résident à l'évêque, 4 novembre 1833.

Cette demande contenait donc tous les arguments afin d'obtenir un curé. Premièrement, les habitants de la mission avaient fait une souscription ou une répartition pour connaître quel montant ceux-ci pouvaient donner en dîme. Ensuite, ils avaient terminé la construction de la chapelle, du presbytère, afin que le curé soit bien installé. Troisièmement, les habitants insistaient sur le fait que la pratique était relâchée sans la présence d'un curé.

Ces mêmes arguments étaient utilisés par le curé de la paroisse mère ou le curé desservant la mission qui pouvaient aussi envoyer un mot à l'évêque pour le convaincre de donner un curé à cette desserte. Par exemple, le curé de Sainte-Élisabeth, M.Brassard, écrit à l'évêque en faveur de Saint-Ambroise et Sainte-Mélanie :

Je m'occupe dans ce moment à faire construire un presbytère à Ste-Mélanie de D'Ailleboust dans l'espérance que votre grandeur aura un prêtre à l'automne pour desservir cette place et aussi St-Jacques de Kildare. Les habitants de ces deux dessertes s'engageront par acte à payer au curé 300 minots de bled, leurs dîmes ne peuvent pas compléter ce nombre de minots de bled, et payeront la dixme des autres grains. Si votre grandeur trouve cela suffisant. Le curé aura sur ses terres le bois et le foin et un peu de terre à faire ensemençer à moitié, s'il ne veut pas le cultiver lui-même<sup>10</sup>.

Le curé de Saint-Alphonse en fait autant en faveur de la mission de Saint-Théodore de Chertsey dans une lettre en l'évêque le 16 octobre 1857. Il dit que les habitants de Saint-Théodore sont assez nombreux pour payer une dîme convenable et que la population ne cesse d'augmenter, qu'ils sont très religieux, mais qu'il leur manque un curé pour s'occuper d'eux. Voici un extrait de sa lettre :

Surtout Monseigneur qu'il est touchant de les entendre nous demander en grâce de s'intéresser pour eux, pour qu'ils aient un curé au milieu d'eux! Nous sommes, me disaient quelques uns d'entre eux ces jours derniers, comme des enfans abandonnés et orphelins, surtout les dimanches quand on n'a pas de messe. Je ferai remarquer à votre grandeur que ces jours du dimanche, où ils n'ont rien à faire, se passent bien tristement pour un très grand nombre,

---

<sup>10</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Sainte-Élisabeth*, Lettre du curé Brassard à l'évêque, 14 mai 1832.

principalement les jeunes gens. Les assemblées, les danses, les mauvais discours, les fréquentations, les jeux de cartes défendus, voilà comme on passe le jour du seigneur. L'ivrognerie même est déjà assez commune surtout parmi les jeunes gens. Comme tous ces vices ne font que pour ainsi dire que commencer dans ce nouveau township un curé, qui instruirait tous les dimanches les paroissiens les ferait disparaître en bien peu de temps<sup>11</sup>.

Le curé de la paroisse mère ne faisait pas cette intervention uniquement pour les habitants de la mission, mais aussi pour décharger son emploi du temps. Le curé de la paroisse mère desservait parfois plusieurs missions à la fois en plus de ses nombreux paroissiens. Trouver un curé résident pour une ou même deux de ces missions diminuait de beaucoup sa charge de travail.

La plupart des requêtes recevaient l'assentiment de l'évêque assez rapidement. Certaines paroisses, comme Saint-Félix-de-Valois, obtinrent un curé ou un missionnaire résident dès que la mission fut créée. Sinon, il ne suffisait que de quelques années.

**TABLEAU 9**

**Dates de la mission et de l'arrivée du premier curé résident**

	<b>1<sup>e</sup> Chapelle et la mission</b>	<b>1<sup>er</sup> curé résident</b>
Saint-Ambroise de Kildare	1831	1837
Sainte-Mélanie	1831	1832
Saint-Patrice-de-Rawdon	1831	1840
Saint-Alphonse Rodriguez	1841	1850
Saint-Félix-de-Valois	1843	1843
Sainte-Julienne	1848	1849
Saint-Calixte	1848	1853
Saint-Gabriel de Brandon	1831	1840
Saint-Théodore de Chertsey	1850	1858
Saint-Jean-de-Matha	1852	1855

Source : Monographies locales et livres des correspondances.

<sup>11</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Alphonse*, Lettre du curé Piché à l'évêque, 16 octobre 1857.

Dans le cas d'un refus, les habitants devaient alors se remettre au travail et finir, par exemple, la construction du presbytère, ou attendre d'être plus nombreux pour donner une dîme suffisante. Le manque de prêtre pourrait aussi avoir été à l'origine du retard de certaines réponses aux requêtes des habitants dans quelques missions et paroisses de Lanaudière, car « De 1760 à 1830, la charge pastorale par prêtre ne cessa d'augmenter<sup>12</sup>. ». En 1830, il y avait un prêtre pour 1834 fidèles et en 1840, un prêtre pour 1185 fidèles. Ce rapport prêtre-fidèle diminue, de façon significative, en faveur des prêtres, seulement dans les années 1860-1870. En 1870, il y a un prêtre pour 658 fidèles. « Le clergé est désormais en mesure d'encadrer fermement les populations<sup>13</sup>. »

Les refus ou retards de l'évêque à accorder un curé à une paroisse ont provoqué du mécontentement chez certains paroissiens. Par exemple, les habitants de Saint-Ambroise de Kildare construisirent en même temps que ceux de Sainte-Mélanie leur chapelle et leur presbytère. Parce que les travaux avaient été un peu plus long et peut-être aussi parce que la population catholique était un peu moins nombreuses dans Saint-Ambroise, c'est Sainte-Mélanie qui obtint un curé résident en 1832, ce curé faisant la desserte Saint-Ambroise. Toutefois, les habitants de Saint-Ambroise qui avaient travaillé ardemment pour répondre aux exigences de l'évêque afin d'avoir leur propre curé résident furent mécontents. L'évêque leur en donna enfin un en 1837, mais il le retira deux ans plus tard, et les habitants furent encore desservis par Sainte-Mélanie. Le curé de Sainte-Mélanie eut alors un accueil mitigé dans Saint-Ambroise. C'est ce qu'il raconte à l'évêque dans une lettre datée du 25 octobre 1840 :

---

<sup>12</sup> Christine Hudon, *op.cit.*, p.144

<sup>13</sup> Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Québec, Boréal, 1999, p.65

Votre grandeur a du être informer de l'opposition qu'ont montré les habitants de St-Ambroise de Kildare à vos ordres. D'après le conseil de Messire le Grand Vicaire Manseau, j'ai retardé de prendre possession de la cure, j'ai desservi de Ste-Mélanie tous ceux de St-Ambroise qui se sont présentés. Ils m'ont fait dire que la porte de leur Eglise m'était fermée et que si je cherchait à y entrer malgré eux, ils me feraient prendre; en attendant les ordres de votre grandeur, je suis demeuré tranquille à Ste-Mélanie. Les gens sont exaspérés, ils disent publiquement que s'ils n'ont pas un curé pour eux seuls, ils auront un ministre protestant<sup>14</sup> (...)

Il n'y avait pas d'autres querelles de ce genre dans les sources consultées, mais l'obtention d'un curé résident semblait importante. À preuve, les discussions qu'elle entraînait et tous les efforts consentis par les habitants.

### ➤ Conditions de vie du curé en territoire de colonisation

La vie dans les missions ou les nouvelles paroisses n'était pas facile pour les curés. Il fallait édifier toute la paroisse : la chapelle, le presbytère et ses dépendances, le cimetière à construire, et surtout les paroissiens à accorder sur le comment et le combien. Il lui fallait aussi affronter la pauvreté. « Le curé acceptant un poste en pays de colonisation se devait d'avoir l'âme d'un missionnaire et la mentalité d'un pionnier, sinon il devait vite renoncer à sa cure après avoir taxé sa santé<sup>15</sup>. »

Les curés, dans leurs correspondances, écrivent souvent sur les difficultés qu'engendrait la pauvreté dans leur nouvelle mission. Ils semblaient en souffrir beaucoup. « Au début d'une mission en pays de colonisation, la misère du curé atteint toutes les extrémités. Parfois, les choses aussi élémentaires qu'une clôture de cimetière ou du bois pour chauffer la petite chapelle manquent<sup>16</sup>. » Le curé était pauvre, car les habitants étaient pauvres, parce qu'ils n'étaient pas installés totalement, mais aussi

<sup>14</sup> Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Ambroise*, Lettre du curé Robert de Sainte-Mélanie à l'évêque, 25 octobre 1840.

<sup>15</sup> Serge Laurin, *op.cit.*, p.412

<sup>16</sup> Serge Laurin, *op.cit.*, p.413

parce qu'ils ne retrouvaient pas dans les Laurentides les mêmes ressources que dans la plaine. Ils devaient s'adapter. Voici le témoignage d'un curé s'occupant de la mission de Saint-Calixte :

Je ne doute pas Monseigneur que le tableau que l'on pourrait faire des misères de cette place paraisse exagéré, cependant votre grandeur me permettra de lui assurer que c'est une vérité bien exacte que St-Calixte est la paroisse la moins avantageuse que je connaisse ; tant y est à l'état de la plus grande indigence.

Il est très difficile, je pourrais dire impossible pour un prêtre de pouvoir y résider, s'il ne reçoit quelques secours d'autre part.

Si dans une cure bien organisée, une centaine de \$ n'est que la stricte suffisance pour un prêtre qui doit tenir maison, je crois qu'ici le même revenu ne serait pas moins nécessaire.

À St-Calixte, l'an dernier, la dime n'a été estimée qu'à une quinzaine de \$, cette année, on aurait pu retirer entre vingt à vingt-cinq si la récolte avait pu parvenir à sa maturité, mais la gelée et les pluies de l'automne ont détruit une moitié à peu près des produits de l'année<sup>17</sup>.

Dans les missions et les nouvelles paroisses étudiées, la dime du curé n'était pas très élevée. Les rapports pastoraux de l'époque donnent quelques informations sur les dîmes retirées par les curés. En 1853, il y a 4 paroisses pour lesquelles l'information est donnée. Les curés de Saint-Ambroise et Sainte-Mélanie, créées toutes les deux en 1831, avaient retiré respectivement 150 et 120 livres. Ce qui paraît acceptable selon le curé Morin. Il est vrai que les colons y étaient installés depuis plus de vingt ans et que la chapelle ainsi que le presbytère y étaient terminés. Toutefois, le curé de Saint-Félix-de-Valois et celui de Saint-Calixte, paroisses créées beaucoup plus tardivement (1840 et 1849), n'ont retiré que 90 et 8 livres en 1853. C'est la même chose qui se produisit quatre ans plus tard en 1857. Le curé de Saint-Ambroise récolta 200 livres, alors que celui de Saint-Calixte, et celui de Saint-Jean-de-Matha (1852), ne reçurent que 15 et 34 livres en dime. En 1861, le curé de Saint-Félix reçut enfin plus de 100 livres, soit vingt

---

<sup>17</sup> Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Calixte*, Lettre du curé M. Morin à l'évêque, 21 novembre 1855.

et un ans après la création de la paroisse et dix-huit ans après l'arrivée du premier curé résident.

Comment les curés résidents subsistaient-ils dans une mission ou une nouvelle paroisse? Il semble bien, selon leurs correspondances, que ceux-ci vivaient grâce à l'argent qu'ils avaient amassé avant d'être attachés à cette nouvelle cure. Certains faisaient même don de cet argent pour la construction de la chapelle et du presbytère. Ils avaient aussi recours à l'aide de leur famille. Le curé de Saint-Calixte, M.Martel, abordait justement ce sujet dans une de ses lettres à l'évêque :

Je me suis même endetté de beaucoup pour les ouvrages terminés et je ne trouve ici aucun moyen de me tirer d'affaire.  
Jusqu'à ce jour, je n'ai subsisté qu'avec les secours que m'ont procurés mes bons parents. Cependant je ne saurais plus longtemps les nombreux sacrifices qu'ils ont déjà faits pour moi, ni ravir à mes frères le fruit de leurs travaux et de leurs économies, sans me rendre coupable d'injustice à leur égard<sup>18</sup>.

Les curés pouvaient aussi demander l'aide de l'Association de la Propagation de la Foi. Par exemple, le curé de Lavaltrie, voulant aider son confrère, curé de Saint-Alphonse, fait une demande à l'évêque pour qu'il ait un soutien financier de l'Association. Voici un extrait de sa lettre :

Monseigneur,  
je reçois aujourd'hui une lettre de M. Giroux de St-Alphonse, dans laquelle il me dit qu'il n'est pas dans une Californie. Il m'a l'air un peu découragé. Il me dit qu'il a reçu six minots de patates, cinquante minots d'avoine et \$18-0-0 en argent. Il espérait voir son sort s'améliorer et s'était chargé de cette petite mission en attendant mieux, puis il croit ne pouvoir tenir longtemps avec si peu de moyen. La propagation de la foi ne pouvait-elle pas venir à son secours? Quand on lui donnerait que ce que l'on collecte dans Lavaltrie, ça lui donnerait un peu de courage et l'espérance de vivre jusqu'à l'automne<sup>19</sup>.

<sup>18</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Calixte*, Lettre du curé Martel à l'évêque, 28 novembre 1853.

<sup>19</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Alphonse Rodriguez*, Lettre du curé de Lavaltrie, M. Marcotte à l'évêque, 4 avril 1852.



Toutefois, le curé restait quand même pauvre pendant plusieurs années, car si l'Association de la Propagation de la Foi donnait un montant pour une mission ou une paroisse, une petite partie seulement était donnée au curé, le reste allait à la fabrique pour construire ou réparer la chapelle ou le presbytère. Alors souvent, lorsqu'un curé arrivait dans une mission ou une nouvelle paroisse, il se plaignait à l'évêque que son prédécesseur était parti avec la dîme de l'année, mais la dîme était tellement minime qu'elle avait déjà été toute dépensée.

Le deuxième problème majeur que le curé pouvait rencontrer dans la mission ou la nouvelle paroisse était l'opposition de ses paroissiens. Il arrivait que les paroissiens n'aiment pas le curé qui leur avait été assigné. Leurs plaintes étaient de différents ordres. Par exemple, en 1851, l'évêque reçut une lettre des habitants de Rawdon qui se plaignaient que leur curé se promenait en voiture avec des femmes. Bien sûr, le curé devait alors expliquer sa conduite à l'évêque. Le curé lui répondit que la femme avec qui il se promenait était sa sœur<sup>20</sup>. Les paroissiens se plaignaient aussi lorsque la femme de ménage ou la cuisinière du presbytère était trop jeune, ou même lorsque le curé hébergeait une femme dans le presbytère.

Les plaintes pouvaient aussi être reliées à la façon de vivre du curé. S'il travaillait trop souvent au champ, s'il était trop sévère envers les paroissiens, s'il avait des problèmes d'argent ou encore s'il se mêlait trop des affaires profanes. Voici un

---

<sup>20</sup> Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Patrice de Rawdon*, Lettre du curé de Rawdon à l'évêque, 30 octobre 1851.

extrait de plaintes reçues par l'évêque et envoyées par les paroissiens de Saint-Félix-de-Valois :

Que c'est avec une douleur bien vive qu'ils se voient aujourd'hui dans la nécessité de critiquer sur la conduite de l'un des ministres du Seigneur ; mais la conduite irrégulière et peu exemplaire du curé de cette paroisse tendant à déprécier la grandeur du Saint ministère qu'il exerce, et à ôter la bonne confiance et le respect que l'ont doit avoir pour eux qui sont chargés de tenir la place de Jésus-Christ sur la terre, ils sont forcés de le faire et de demander son rappel pour entr'autre raisons les suivantes :

- #1 Qu'il se livre presque entièrement à tous les travaux de la terre les plus vils et les plus abjects, et se tient en conséquence, la plupart du tems à une lieue de son presbytère où ses fidèles sont obligés de l'aller chercher très souvent pour des baptêmes, et plusieurs personnes sont mortes sans les secours d'un prêtre;
- #2 Qu'il ne se contente pas de plaider lui-même devant les cours de justice pour ses propres affaires, mais encore qu'il s'applique à plaider comme procureur pour des affaires de moindre importance(...)
- #3 Qu'il s'applique à prêter de l'argent à usure au taux de 9 et 10 par cent.
- #4 Qu'il a encore toute récemment refusé de confesser sept ou huit individus sous prétexte qu'il était occupé à réparer ses bâtiments ; leur disant que c'était aussi bon plus tard;
- #5 Qu'il a refusé d'inhumer des enfans par ce que leur père n'avaient pas l'argent à payer comptant (...)
- #6 Que bien loin d'attirer les plus grands pécheurs à lui pour les convertir, il paraît les éloigner en leur manifestant de la rancune et du dédain, ou en les personnifiant dans ses sermons;
- #7 Qu'au lieu d'avoir montré de l'encouragement à ses paroissiens pour mettre la nouvelle Église en état d'être consacrée au culte, il n'a offert par souscription qu'un chelin et n'a pas voulu se mêler de rien du tout (...)
- #8 Que pour ces raisons et autres un très grand nombre de fidèles sont dans l'impossibilité de faire leur salut dans la paroisse, ou ne le font qu'avec tiédeur<sup>21</sup>.

Les habitants ne se plaignaient pas sans raison à l'évêque. De plus, il fallait que les plaignants signent le document. Alors, plusieurs hésitaient à le faire ou se rétractaient. Moins d'une semaine après l'émission de cette plainte, l'évêque reçut une autre lettre, de quelques habitants de Saint-Félix-de-Valois<sup>22</sup>, affirmant qu'ils aimaient leur curé et qu'ils ne voulaient pas que celui-ci leur soit retiré. « Comme pour les délimitations de paroisses et les constructions d'églises, les habitants étaient partagés<sup>23</sup>. »

<sup>21</sup> Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Félix-de-Valois*, Lettre des habitants à l'évêque, 18 novembre 1857.

<sup>22</sup> Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Félix-de-Valois*, Lettre des habitants à l'évêque, 24 novembre 1857.

<sup>23</sup> Christine Hudon, *op.cit.*, p.256

## **Chapitre 6**

### **Consolidation de la communauté**

#### **6.1. La fabrique et la construction des édifices religieux**

Comme l'écrit Lord Durham dans son rapport en 1840, au Bas-Canada « La seule institution ayant la nature d'une administration locale où le peuple ait voix au chapitre est la fabrique<sup>1</sup>(...) ». Son rôle dans un territoire de colonisation était donc primordial, d'abord parce qu'elle était la seule institution d'administration locale, mais aussi parce qu'elle était le seul endroit, avant la création des municipalités, où les colons pouvaient participer activement et officiellement à la formation et au développement de leur communauté.

Le conseil de fabrique était composé de quatre membres. Le premier marguillier était toujours le curé. Il présidait les réunions et il devait donner son accord à tous les projets avant que ceux-ci ne soient entrepris. Les trois autres marguilliers étaient choisis parmi les paroissiens par le curé ou par les marguilliers en charge ou encore élus par les paroissiens francs tenanciers. Les marguilliers demeuraient en poste pendant trois ans. À chaque année était nommé un nouveau marguillier, alors que le plus ancien quittait le conseil en acquérant le titre d' « ancien marguillier ». Durant l'année, le plus ancien marguillier tenait les comptes de la fabrique et devait les rendre à sa sortie. Par exemple, le premier conseil de fabrique de Saint-Jean-de-Matha était composé du curé Saint-Aubin, d' « (...)Alexis Ayotte, André Perreault et Onésime Clermont ; ils

---

<sup>1</sup> Cité dans Julien Drapeau, *op.cit.*, p.32

représentaient les trois principales parties de la paroisse, Sainte-Louise, Sainte-Julie et Saint-Guillaume. Le premier devait entrer en charge immédiatement et laisser le banc-d'œuvre à l'expiration de l'année suivante 1855<sup>2</sup>. »

Selon le *Code des curés, marguilliers et paroissiens*<sup>3</sup>, la fabrique devait être constituée dès que la paroisse était érigée canoniquement et civilement. Dans la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle, cette règle semble avoir été peu suivie, comme le montre le tableau 10.

**TABLEAU 10**

**Première assemblée de fabrique et érection canonique des paroisses étudiées**

	<b>1<sup>e</sup> assemblée de fabrique</b>	<b>Érection canonique</b>
Sainte-Mélanie	1834	1852
Saint-Patrice-de-Rawdon	1837	1837
Saint-Alphonse Rodriguez	1843	1852
Saint-Félix-de-Valois	1840	1840
Sainte-Julienne	1849	1848
Saint-Théodore de Chertsey	1858	1866
Saint-Jean-de-Matha	1854	1852

Source : Monographies locales, Livres des délibérations des fabriques, Livres des correspondances.

Dans trois paroisses, la fabrique fut constituée bien avant l'érection canonique de la paroisse. Dans deux, elle fut plus tardive. Il y a seulement deux paroisses où la fabrique fut formée l'année de l'érection canonique. Plusieurs raisons peuvent expliquer ces irrégularités, comme la situation incertaine de l'Église catholique au début du XIX<sup>e</sup> siècle face aux dirigeants du pays, anglais et protestants. Le retard de Saint-Jean-de-Matha et Sainte-Julienne fut sûrement dû au fait que ces deux paroisses furent érigées

<sup>2</sup> Théophile S.Provost, *op.cit.*, p.45

<sup>3</sup> Baudry, L'Honorable J.U., *Code des curés, marguilliers et paroissiens*, *op.cit.*

canoniquement immédiatement lors de leur création. Elles n'ont jamais eu le titre de mission. Lors de leur érection canonique, il n'y avait encore aucune chapelle construite, cimetière ou autres bâtiments religieux, donc aucun bien à administrer.

Pour administrer les biens de la paroisse, les marguilliers se réunissaient dans la sacristie ou dans la salle des habitants, et délibéraient sur les travaux et projets à faire. Il y avait au minimum deux assemblées par année. Une première au début de l'année pour élire un nouveau marguillier et une autre à la fin de l'année pour que le plus ancien marguillier rende ses comptes. Les assemblées étaient convoquées par le curé au prône de la messe. À certaines assemblées, étaient aussi convoqués les anciens marguilliers et les propriétaires francs tenanciers de la paroisse. En territoire de colonisation, pendant la formation des paroisses, les assemblées de fabrique semblent avoir été assez irrégulières, tout comme les conseils municipaux.

**TABLEAU 11**

**Nombre d'assemblées de fabrique pendant les dix premières années pour quatre des paroisses étudiées**

	<b>Saint-Félix-de-Valois</b>	<b>Sainte-Mélanie</b>	<b>Saint-Jean-de-Matha</b>	<b>Sainte-Julienne</b>
1 <sup>e</sup> année	3	2	2	2
2 <sup>e</sup> année	0	1	5	5
3 <sup>e</sup> année	0	1	3	1
4 <sup>e</sup> année	2	1	2	1
5 <sup>e</sup> année	2	1	2	3
6 <sup>e</sup> année	1	0	1	2
7 <sup>e</sup> année	2	1	2	2
8 <sup>e</sup> année	1	1	1	1
9 <sup>e</sup> année	2	0	2	1
10 <sup>e</sup> année	1	0	1	1

Source : Livres de minutes des fabriques de Saint-Félix-de-Valois, Sainte-Mélanie, Saint-Jean-de-Matha et Sainte-Julienne.

Dans certaines paroisses, il y a des années où il n'y a même pas d'assemblée de la fabrique. À Sainte-Mélanie, il n'y a aucun procès-verbal d'assemblée pour les années 1839, 1842 et 1843. Pourtant, la liste des marguilliers<sup>4</sup> confirme qu'un nouveau marguillier a été nommé chaque année. Il est tout à fait possible que certaines élections aient été faites sans traces écrites, ainsi que la reddition des comptes, car l'évêque a laissé une note explicative à ce sujet dans le livre des minutes de la fabrique en 1837 :

Il n'y a point ci-dessus de comptes ni de recette ni de dépense pour les années 1832 et 1833 qui commencent l'établissement de cette fabrique, le premier marguillier c'est-à-dire en 1832, Monsieur Horace Panet étant en même tems syndic pour la bâtisse de l'Église et du Presbytère, ses comptes furent pêle mèle de Paroisse et de Fabrique, il fut ensuite incapable de rendre aucun compte vu son esprit aliéné. Sa dame les mit sous nos yeux autant qu'il lui fut possible n'ayant que quelques lambeaux de Comptes de petits mémoires, et nous avons convenus de tout ce tout vu ne pouvait plus avoir raison. Monsieur Massicot fut pour 1833 et également syndic, c'était un amalgame de comptes, et qui plus est il n'y avait rien d'écrit (...) <sup>5</sup>.

Lorsqu'il n'y avait qu'une seule assemblée de fabrique dans l'année, on en profitait pour élire un nouveau marguillier et rendre les comptes en même temps. Bref, dans les dix premières années de son existence, le conseil de fabrique se réunissait peu, car il avait peu de chose à gérer, une chapelle et un presbytère tout au plus.

Les assemblées de fabrique étaient plus nombreuses les années où avaient lieu la construction de la chapelle, du presbytère, de l'église et de leur ornement, ou encore des rénovations majeures à ces édifices.

On sentait vraiment le besoin de se réunir lorsque de tels travaux étaient devenus nécessaires et urgents. Il n'y avait pratiquement que les études de ces questions qui pouvaient déclencher des assemblées fréquentes. À cette occasion, on en profitait également pour toucher à d'autres problèmes, d'autres questions secondaires (...) En dehors de ces cas, on se réunissait assez peu souvent (...). Si une paroisse n'est pas en chantier, le cahier des délibérations ne contient que

---

<sup>4</sup> Société de généalogie de Lanaudière, *Sainte-Mélanie, Comté Joliette, 1832-1992, Tome 1*, Joliette, Société de généalogie de Lanaudière, publication no 61, 1995, p.22

<sup>5</sup> Archives de la paroisse de Sainte-Mélanie, *Livre des minutes de la fabrique*, Rapport de la visite pastorale de l'évêque Jean-Jacques Lartigue, 3 septembre 1837, huitième feuillet.

des redditions de comptes du marguillier sortant de charge et des résultats d'élections annuelles<sup>6</sup>.

Il y avait aussi parfois des assemblées « (...) pour adjuger des bancs, prendre des mesures afin d'assurer le bon ordre dans et autour de l'église, permettre des poursuites judiciaires contre ceux qui ne paient pas leur dû à la fabrique, etc<sup>7</sup>. ». Car si la tâche la plus importante de la fabrique était de s'occuper de la construction et des rénovations des édifices religieux, elle devait aussi veiller à leur aménagement (bancs, ornements, objets nécessaires au culte, etc.), aux employés (bedeaux, les sacristains, les chantres, etc.), à l'achat d'assurance et aussi à la sécurité et au bon ordre sur les terrains appartenant à la fabrique. Elle pouvait même nommer un connétable pour cette dernière tâche. La fabrique pouvait aussi participer à la constitution du système scolaire de la paroisse. Il arrivait souvent qu'elle engage une partie de ses revenus à construire une maison d'école ou pour acquérir un terrain ou pour payer un instituteur. Par exemple, la fabrique de Saint-Jean-de-Matha céda un terrain pour construire une école au mois d'octobre 1856<sup>8</sup>.

« Les marguilliers ont donc joué le rôle de véritables administrateurs au cours du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup> (...) ». Ils étaient impliqués dans tous les aspects religieux de la paroisse, que ce soit dans la construction des chapelles, églises ou presbytères. Ils géraient l'aménagement du cimetière, c'est-à-dire la concession des terrains et

---

<sup>6</sup> André Boucher, « Le rôle joué par les marguilliers », *Le laïc dans l'église canadienne-française de 1830 à nos jours*, Fides, Montréal, 1972, p.164

<sup>7</sup> André Boucher, « Le rôle joué par les marguilliers », *op.cit.*, p.164

<sup>8</sup> Archives de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, *Livre des minutes de la fabrique*, Délibération sur le don d'un terrain pour la construction d'une école, 5 octobre 1856, neuvième et dixième feuillet.

<sup>9</sup> André Boucher, « Le rôle joué par les marguilliers », *op.cit.*, p.172

l'érection des monuments et des épitaphes. Ils faisaient même office de police dans et autour des édifices de la fabrique. Ils oeuvraient donc du même coup dans la vie sociale de toute la paroisse et de tous les paroissiens. De plus, le titre de marguillier était honorifique, conférant une place encore plus importante dans la paroisse à ceux qui en avaient eu la charge.

## 6.2. De la fabrique à la municipalité

En 1855, presque toutes les paroisses étudiées furent constituées en municipalité et presque aussitôt un conseil municipal fut élu. La fabrique était jusqu'alors la seule institution où s'exerçait l'administration locale de la paroisse. Avec l'arrivée des municipalités, plusieurs fonctions administratives furent récupérées par celles-ci. Quoiqu'elles aient exercé leur administration dans deux sphères différentes, la fabrique et la municipalité partagèrent, durant les premières années, de nombreuses fonctions.

D'abord, les municipalités de 1855 furent calquées en majorité sur les paroisses existantes. L'*Acte des municipalités et des chemins* était clair là-dessus : « Chaque paroisse formera par elle-même une municipalité, à moins qu'elle soit enclavée dans un territoire érigé en township, auquel cas elle ne formera pas par elle-même une municipalité, mais fera partie de la municipalité du dit township<sup>10</sup> ». Sur les dix paroisses étudiées, sept furent érigées en municipalité de paroisse et trois en municipalité de canton (township). Toutefois, à l'époque, il n'y avait pas vraiment de différence dans la pratique, car les trois municipalités de canton ne renfermaient qu'une

---

<sup>10</sup> *Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada de 1855*, Québec, Stewart Derbishire and George Desbarats, 1855, p.71



seule paroisse. Si une décision était prise par la paroisse ou par la fabrique, elle affectait donc la municipalité et vice versa.

La fabrique et le conseil municipal se réunissaient aussi aux mêmes endroits dans les premières années. La municipalité n'ayant pas toujours le budget pour construire immédiatement un hôtel de ville, le conseil pouvait se réunir dans la salle des habitants ou la sacristie. Par exemple, les marguilliers de Saint-Jean-de-Matha, le 25 février 1862, ont :

(...) pris connaissance de la demande faite par le Conseil Municipal de la dite paroisse de St-Jean-de-Matha au sujet de la maison publique, et ils ont faits le règlement suivant auquel devra se soumettre le Conseil Municipal, s'il veut occuper la dite maison publique.

#1 La maison publique sera loué gratis annuellement au Conseil Municipal pour y tenir ses séances chaque mois

#2 Tout dommage fait à la maison publique à l'occasion des Assemblées Municipales sera payé par le dit Conseil<sup>11</sup>. (...)

De plus, la municipalité était tenue d'afficher et d'annoncer ses décisions et règlements à la porte de l'église. L'*Acte des municipalités et des chemins* en fait une obligation :

Chaque conseil municipal publiera tous les règlements faits par lui, en en faisant afficher dans les quinze jours qui suivront la date d'iceux une copie écrite en langue anglaise et en langue française, et certifiée par le secrétaire trésorier du conseil, à la porte principale d'au moins une église, chapelle ou autre place de culte public, et, soit qu'il y ait ou non une place de culte public, à quelque autre place fréquentée, dans chacune des paroisses, township, ou partie de paroisses ou township, ville ou villages où les habitants se trouveront intéressés dans tels règlements. Dans les paroisses, le conseil fera aussi publier de tels règlements en les faisant lire à la porte de l'église paroissiale à chaque paroisse qu'ils affecteront à l'issue du service divin du matin de chacun des deux dimanches qui suivront immédiatement le jour de la passation de tels règlements<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> Archives de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, *Livre des minutes de la fabrique*, Procès-Verbal de l'assemblée de la fabrique, 25 février 1862, quarante-troisième feuillet.

<sup>12</sup> *Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada de 1855*, op.cit., p.35

Ce règlement semble avoir été bien respecté, car dans presque tous les procès-verbaux des assemblées des conseils, on retrouve dans l'introduction ou la conclusion la mention que le règlement a bien été ou sera affiché à la porte de l'église. Les liens entre la paroisse et la municipalité étaient donc très forts dans les premières années de son implantation.

Il arrivait aussi fréquemment qu'un marguillier ait déjà été conseiller municipal et vice versa. La raison en est que les deux institutions préféraient élire des membres qui savaient lire et écrire, et en territoire de colonisation, il y avait beaucoup de gens qui en étaient incapables. De plus, une certaine élite aimait cumuler les fonctions à titre honorifique et à des fins administratives. Il s'agissait surtout de la classe aisée des agriculteurs<sup>13</sup>. Par exemple, dans les dix premières années de son existence, la municipalité de Sainte-Mélanie eut 25 membres différents<sup>14</sup>, dont 13 avaient déjà ou ont plus tard exercé la fonction de marguillier, c'est-à-dire 52%. Sur les 31 membres du conseil de Saint-Félix-de-Valois, 32% ont été marguilliers<sup>15</sup>. Dans le premier conseil de Saint-Jean-de-Matha, il y avait quatre membres sur six qui ont été marguilliers. De 1855 à 1865, plusieurs personnes faisaient ainsi le relais entre la municipalité et la fabrique dans la région étudiée.

---

<sup>13</sup> Christian Dessureault et Christine Hudon, « Conflits sociaux et élites locales au Bas-Canada : le clergé, les notables, la paysannerie et le contrôle de la fabrique », *The Canadian Historical Review*, no 80 (septembre 1999), p.413 à 439

<sup>14</sup> Sont exclus les maires et les secrétaires-trésoriers.

<sup>15</sup> Données calculées à partir des listes des conseillers et des marguilliers de Sainte-Mélanie et Saint-Félix-de-Valois.

### 6.3. Confréries et dévotions

Le XIX<sup>e</sup> siècle est caractérisé par la montée de la pratique religieuse et l'emprise grandissante du clergé sur toutes les facettes de la société. En résumé, l'ultramontanisme triomphe. Les territoires de colonisation n'y échappèrent pas. Partout au pays, les initiatives du clergé se multiplièrent pour encadrer les fidèles, leurs pratiques, leurs coutumes et leurs façons de vivre. Pour ce faire, les curés encourageaient leurs paroissiens à adhérer à certaines dévotions ou confréries dans les anciennes paroisses comme dans les nouvelles. Dans les années 1840, furent lancées ou relancées de nombreuses et différentes dévotions et confréries afin de rejoindre le plus grand nombre de personnes possibles. Par exemple, dans le diocèse de Montréal, le nombre moyen de confréries par paroisse passa de trois à quatre de 1841 à 1875<sup>16</sup>.

De 1840 à 1850, on retrouve donc plusieurs circulaires, envoyées par l'évêque aux curés des paroisses, qui encourageaient ces derniers à faire adhérer le plus de paroissiens possibles à des confréries ou dévotions, comme au Scapulaire du Carmel, à la dévotion de la Croix, à l'Archiconfrérie du Très Saint et Immaculée Cœur de Marie, à la Société de la Tempérance, à la Propagation de la Foi et à la Sainte-Enfance, etc. Par exemple, dans les années 1850, à la suite du Second Concile Provincial tenu par tous les évêques du Québec, une circulaire fut envoyée aux curés relatant toutes les décisions et résolutions prises au concile. Dans un troisième point, après avoir conseillé les curés sur la gestion des écoles primaires, les évêques donnaient leurs indications sur la Société de la Tempérance :

---

<sup>16</sup> Lucia Ferretti, *op.cit.*, p.60

- #1 On encouragera partout la Société de la Croix, comme un moyen efficace de détruire l'ivrognerie.
- #2 On doit considérer les auberges mal réglées comme le plus grand obstacle au maintien de la tempérance.
- #3 Il faut regarder comme indignes de l'absolution : premièrement, les personnes qui s'enivrent presque chaque fois qu'elles vont à l'auberge (...)
- #5 Les Associés seront invités à souscrire aux *Annales de la Tempérance*, pour entretenir leur zèle dans la sainte cause qu'ils ont embrassée<sup>17</sup>.

C'était la même chose pour la Propagation de la Foi. Dans une circulaire, datée du 27 juillet 1848, l'évêque écrivait :

En vous envoyant le rapport ci-contre de l'assemblée du clergé tenue le jour de la St-Jacques, j'en prend occasion de vous prier de faire de nouveaux efforts pour encourager la belle œuvre de la Propagation de la Foi. Le nouveau motif pour cela est l'avantage qui en doit revenir à des milliers de nos jeunes gens qui vont aller s'établir dans les townships<sup>18</sup>.

Les curés obéissaient à ces directives. À partir des correspondances et des rapports pastoraux, il est facile de retracer la naissance des confréries et dévotions partout dans les missions et les nouvelles paroisses de Lanaudière. Les curés insistaient sur leur utilité et rendaient souvent compte à l'évêque du nombre des adhérents et de l'évolution de la confrérie ou de la dévotion. Le tableau 12 illustre la multiplication des confréries dans les nouvelles paroisses de Lanaudière, et surtout la naissance rapide de celles-ci, malgré la jeunesse des paroisses.

<sup>17</sup> Archives de l'évêché de St-Jacques, *Recueil de circulaires envoyées par l'évêque*, Règlement disciplinaire adopté dans le Second Concile Provincial de Québec.

<sup>18</sup> Archives de l'évêché de St-Jacques, *Recueil de circulaires envoyées par l'évêque*, Circulaire au clergé du diocèse de Montréal, 27 juillet 1848.

TABLEAU 12

**Dates d'apparition des principales dévotions et confréries dans les paroisses étudiées**

	<b>1<sup>re</sup> Chapelle et la Mission</b>	<b>Dévotion de la croix</b>	<b>Confrérie du Scapulaire</b>	<b>Société de tempérance</b>
Saint-Ambroise de Kildare	1831	1841	1847	av.1844
Sainte-Mélanie	1831	1841	1844	av.1846
Saint-Patrice-de-Rawdon	1831	1841	1853	
Saint-Alphonse Rodriguez	1841		1845	1844
Saint-Félix-de-Valois	1843	1869	1876	av.1853
Sainte-Julienne	1848	1850	1891	av.1853
Saint-Calixte	1848	1848	1848	av.1853
Saint-Théodore de Chertsey	1850	1853		
Saint-Jean-de-Matha	1852	1857	1876	

Source : Monographies locales, Rapports pastoraux, Livre des correspondances et Livres des minutes de la fabrique.

Les colons se trouvaient donc rapidement encadrés par des pratiques religieuses et sociales semblables à celles connues dans la plaine. Les paroissiens voyaient plusieurs avantages à adhérer à ces confréries et dévotions. En territoire de colonisation comme dans la plaine du fleuve du Saint-Laurent, tous « Les Associés y trouvent entre autres un réconfort face à l'angoisse de l'après-mort : les nombreuses indulgences qu'ils peuvent gagner abrègent en effet d'autant leur séjour au purgatoire et réactivent leur confiance d'arriver assez vite au paradis, où les leurs les attendent<sup>19</sup> ».

Ce sont les confréries et les dévotions qui demandaient le moins d'efforts ou du moins, le moins de matériel et d'organisation qui se retrouvaient d'abord dans les territoires de colonisation et qui comptaient le plus grand nombre d'adhérents. Par exemple, faire partie de la Société de Tempérance était vraiment simple pour l'associé. Il devait seulement s'abstenir de boire (de l'alcool) et encourager sa famille et ses amis

<sup>19</sup> Lucia Ferretti, *op.cit.*, p.60

à en faire autant. Le Scapulaire du Carmel était aussi une dévotion simple. Ce sont les deux confréries les plus répandues dans les paroisses étudiées.

**TABLEAU 13**

**Nombre d'associés des confréries selon les rapports pastoraux de 1853**

	<i>Scapulaire</i>	<i>Propagation de la foi</i>	<i>Tempérance</i>	<i>Archiconfrérie</i>
Saint-Félix-de-Valois	0	10	1100	0
Sainte-Mélanie	tous	50	840	0
Saint-Ambroise	702	70	1131	340
Saint-Calixte	0	0	500	0
Sainte-Julienne	400	0	400	0

La confrérie du Scapulaire du Carmel possède une caractéristique singulière. Elle voyait le jour à la demande des habitants et du curé, contrairement à la Société de Tempérance, à la Propagation de la foi, à l'Archiconfrérie et la dévotion de la croix qui naissaient habituellement de l'encouragement de l'évêque.

La dévotion au Scapulaire date du XIII<sup>e</sup> siècle. Ce serait un carme, c'est-à-dire un membre de l'ordre du Mont Carmel qui aurait eu une vision de la Vierge Marie tenant un scapulaire. Elle lui aurait révélé que quiconque portait un scapulaire lors de sa mort serait assuré d'être sauvé<sup>20</sup>. La pratique en est très simple. Il faut :

#1 Se munir d'un scapulaire, qui est un petit habit de deux morceaux de drap noir ou brun, pour le faire bénir le jour de leur entrée dans la confrérie, par un religieux de l'ordre des Carmes, ou par un prêtre qui en aura reçu le pouvoir. On doit le porter sur soi continuellement, et en être revêtu à la mort ; faire inscrire son nom le même jour sur le registre si l'on veut se procurer l'Indulgence du jour de l'entrée.

#2 À chaque jour, rendre hommage à la Sainte Vierge<sup>21</sup>.

<sup>20</sup> P.Élisée de la Nativité, *Le Scapulaire du Carmel, Étude historique*, Tarascon, Editions du Carmel, 1958, p.12

<sup>21</sup> *Instruction sur les dévotions du saint rosaire et du saint scapulaire avec les prières et pratiques pour ces dévotions*, Québec, C. Le François, 1821, p.116-118

De plus, les associés obtenaient d'autres indulgences à la fête de la Sainte Vierge, s'ils faisaient abstinence de viande les mercredis et une à la mort, s'ils avaient été confessés et avaient communie. La simplicité de cette dévotion et ce qu'elle procurait sont à l'origine de sa pratique si répandue.

Voici un exemple d'une requête, toujours envoyée à l'évêque par les habitants, afin d'ériger la dévotion du scapulaire à Rawdon :

A sa grandeur Monseigneur Ignace Bourget, Évêque de Montréal.  
Monseigneur,  
Les soussignés habitants de la paroisse de l'Immaculée Conception de Rawdon désirant participer aux grâces qui résultent de la dévotion au Saint Scapulaire prient humblement Votre grandeur de permettre que cette dévotion soit solennellement établie dans leur paroisse et vos suppliants ne cesseront de prier pour Votre grandeur<sup>22</sup>.

La requête est signée par huit habitants et par le curé Cholette. Le même genre de requête existe pour Sainte-Julienne et Saint-Jean-de-Matha. À sa suite, l'évêque envoyait un décret par lequel il érigeait la dévotion du scapulaire dans la paroisse. La dévotion du scapulaire se répandait rapidement lorsqu'elle était adoptée dans une paroisse. Par exemple, Sainte-Mélanie y adhère en 1844 et en 1853, tous les paroissiens en font partie. Le même phénomène se produisit à Saint-Alphonse. La dévotion du scapulaire y fut adoptée en 1845 et, en 1857 le curé affirmait que tous les paroissiens la pratiquaient. La tempérance aussi possédait la même popularité, contrairement aux autres confréries et dévotions qui étaient beaucoup plus longues à démarrer en territoire de colonisation.

---

<sup>22</sup> Archives de l'évêché de Joliette, *Livre des correspondances de Saint-Patrice de Rawdon*, Requête des habitants à l'évêque pour l'établissement de la dévotion du scapulaire, 30 décembre 1844.

#### 6.4. Écoles et couvents

Le XIX<sup>e</sup> siècle fut donc marqué par la conception ultramontaine de l'Église du Québec. Le clergé a étendu ses actions, ses pouvoirs au-delà de la sphère religieuse partout au Bas-Canada. Il est entré en action dans des domaines profanes, dans la vie sociale et économique. L'éducation est l'un des domaines où l'Église et le clergé catholique ont pris la maîtrise, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. « Dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, il y a trois systèmes d'écoles élémentaires « publiques » qui sont implantés : les écoles de la Royal Institution, à partir de 1801 ; les écoles de fabriques, à partir de 1824 ; enfin les écoles de syndics, à partir de 1829<sup>23</sup>. » Les trois systèmes avaient déjà pour base la paroisse, simplement parce qu'à la plupart des endroits c'était la seule organisation locale existante, encore plus dans les territoires de colonisation. C'était les paroissiens, où les syndics élus par les paroissiens, qui avaient la responsabilité de l'organisation et de la gestion des écoles de leurs paroisses.

Toutefois, avec la loi de l'Instruction élémentaire dans le Bas-Canada, votée en 1846, qui crée deux commissions scolaires distinctes, une catholique et l'autre protestante, le clergé consolide sa mainmise sur l'éducation. Un grand nombre d'écoles furent construites après 1846 et le nombre d'élèves canadiens-français fit un bond. Ces écoles étaient gérées par des commissaires et les frais soutenus par des taxes scolaires. L'Église obtint plusieurs privilèges dans ce système. D'abord, la base était toujours la paroisse, elle-même subdivisée en arrondissements scolaires. Toutefois, cette fois-ci, l'Église possédait un atout majeur. Les écoles créées étaient majoritairement

---

<sup>23</sup> Donald Fyson, « La paroisse et l'administration étatique sous le régime britannique (1764-1840) », *Atlas historique du Québec : La Paroisse*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2001, p.35



catholiques. On y enseignait le catéchisme. Les curés pouvaient enfin encourager leurs fidèles à envoyer leurs enfants à l'école, à en construire et s'impliquer dans leur mise sur pied. Les curés pouvaient aussi être commissaires d'école.

Dans Lanaudière, plusieurs écoles catholiques par paroisse furent construites après la loi de 1846. Il y avait bien sûr quelques écoles avant cette date dans Lanaudière, par exemple dans les paroisses créées préalablement, comme à Saint-Ambroise, Sainte-Mélanie et Saint-Patrice de Rawdon. Toutefois, la plupart des écoles étaient anglophones ou avaient un maître anglophone. Des enfants de toutes les religions s'y trouvaient. Il fallut attendre 1846 pour que les colons entreprennent véritablement, sous la surveillance de la paroisse et du curé, la construction d'écoles. Les tableaux 14 et 15 retracent l'évolution des écoles catholiques et du nombre d'élèves dans le piedmont lanaudois.

**TABLEAU 14**  
**Nombre d'écoles de 1846 à 1861**

	<b>1846</b>	<b>1853</b>	<b>1857</b>	<b>1861</b>
Saint-Jean-de-Matha			2	2
Saint-Félix-de-Valois	2	3	3	4
Saint-Théodore de Chertsey				2
Saint-Patrice de Rawdon	0	0	5	0
Sainte-Mélanie	4	3	5	5
Saint-Ambroise	4	3	7	7
Saint-Calixte de Kilkenny		1	3	3
Saint-Alphonse Rodriguez	2	2	3	3
Sainte-Julienne	2	2	2	3

TABLEAU 15

Nombre d'élèves de 1846 à 1861

	1846	1853	1857	1861
Saint-Jean-de-Matha				
Saint-Félix-de-Valois	90	100		250
Saint-Théodore de Chertsey				80
Saint-Patrice de Rawdon				
Sainte-Mélanie	174	132	130	130
Saint-Ambroise	175	205	310	310
Saint-Calixte de Kilkenny		80		
Saint-Alphonse Rodriguez	60	69	140	90
Sainte-Julienne	70	80		125

Source : Monographies locales, rapports pastoraux, Livres des correspondances de l'Évêché.

Après 1846, le nombre des écoles augmenta rapidement, même si la mission ou la nouvelle paroisse était encore peu développée. Aussitôt que la paroisse était établie, des écoles apparaissaient, une pour chaque arrondissement. « L'école et la paroisse, lieux de socialisation par excellence, sont donc intimement liées<sup>24</sup>. » D'ailleurs les premières écoles se retrouvaient souvent dans le presbytère ou la sacristie, faute de moyens pour construire ou acheter une maison.

Plus qu'un simple équipement collectif, l'école paroissiale est en fait un instrument, si on peut dire, qui inculque une formation religieuse et morale et qui transmet les traditions culturelles des familles. L'institution scolaire est le prolongement, en quelque sorte, de l'Église et la paroisse joue, localement, un rôle de premier plan (...)<sup>25</sup>.

Les enfants étaient des élèves, mais aussi des futurs paroissiens.

À certains endroits, c'est le cas dans Saint-Ambroise de Kildare, les paroissiens et le curé demandaient l'aide des religieuses et s'ouvrait ainsi un couvent. À Saint-

<sup>24</sup> Marie-Josée Laroque, « Paroisse et école en milieu urbain », *Atlas historique du Québec : La Paroisse*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2001, p.167

<sup>25</sup> Marie-Josée Laroque, *op.cit.*, p.167-168

Ambroise, le couvent ouvrit ses portes en 1855, mais le nombre d'élèves était restreint. Par exemple, en 1882, il n'y avait que 28 couventines.

Il est difficile de donner davantage de détails sur le système scolaire du piedmont lanadois, car de nombreuses archives de la période étudiée ont été détruites ou perdues. Les seuls renseignements disponibles sont la division des



Une école de rang qui a gardé l'apparence du temps où elle était fonctionnelle.

Source : J-Claude Lapierre, *op.cit*, p.264

arrondissements, parfois le nom des maîtres d'écoles et les matières enseignées. Ce qui semble évident, et que l'on retrouve dans la correspondance des curés, dans toutes les monographies locales, ainsi que dans les Rapports sur l'Éducation dans le Bas-Canada<sup>26</sup>, c'est que les écoles, même si elles existaient, étaient très instables dans les territoires de colonisation. Il arrivait souvent que le maître d'école soit peu compétent, ou encore qu'il soit impossible d'en trouver un. Une école pouvait fermer pendant certaines saisons parce que les enfants travaillaient aux champs ou simplement parce que les paroissiens n'avaient pas les moyens de payer l'instituteur.

<sup>26</sup> Assemblée Législative, *Rapport sur l'Éducation dans le Bas-Canada : suivi de tableaux statistiques pour l'année scolaire 1849-1850*, Toronto, Lovell et Gibson, 1851, 92 pages.

## CONCLUSION

L'étude des formes d'encadrement de la colonisation du piedmont lanaudois a permis de mettre davantage en lumière la formation de la région au XIX<sup>e</sup> siècle. La présentation du milieu physique et du contexte historique dans lesquels s'inscrivait la colonisation montre les difficultés de l'encadrement de la colonisation par le clergé catholique, par le gouvernement et par les institutions locales dans cet espace charnière de la région que constitue le piedmont. Rappelons ici les établissements qui ont fait l'objet de l'enquête : Saint-Jean-de-Matha, Saint-Félix-de-Valois, Saint-Calixte, Rawdon, Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Théodore de Chertsey, Saint-Alphonse Rodriguez, Sainte-Mélanie, Saint-Ambroise et Sainte-Julienne.

La région de Lanaudière a été marquée, comme le reste du Bas-Canada, par une forte hausse démographique au XIX<sup>e</sup> siècle. Il en est résulté, par débordement, un élargissement de l'espace habité. Avant 1800, la population se concentrait sur les bords du fleuve, dans les Basses-Terres du Saint-Laurent. Dans la région lanaudoise, quelques seigneuries, paroisses, routes et noyaux villageois, comme Lavaltrie, Lanoraie, Berthier ou L'Assomption s'étaient développés le long du fleuve et de ses principaux affluents. Il y avait peu d'établissements à l'intérieur des terres. D'ailleurs ces terres n'étaient ni divisées, ni arpentées et appartenaient toujours au gouvernement sous le titre de terres de la Couronne. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et encore plus dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs territoires, derrière les seigneuries, furent ouverts à la colonisation afin de répondre à la hausse démographique, dont les cantons Kildare,

Rawdon, Kilkenny, Brandon et Chertsey, ainsi que les seigneuries D'Ailleboust et Ramezay étudiées ici.

Dans Lanaudière, les premiers colons franchirent les limites des seigneuries vers 1800. Ils pénétrèrent en grand nombre dans le piedmont et les vallées des Laurentides pendant toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. À cette époque, aucun canton n'était érigé officiellement ni arpenté complètement. Les colons s'y installèrent donc de façon désordonnée durant les premières années. Quand un canton était enfin érigé et arpenté, les colons déjà présents devaient acquérir les titres de propriétés de la terre qu'ils occupaient, tandis que les nouveaux colons pouvaient immédiatement acheter un lot dans le canton. Les colons obtenaient d'abord un billet de location. Ils devaient alors défricher une partie de leur lot, cultiver leur terre et y construire maisons et granges. Quand ils avaient terminé ces travaux et payé entièrement le coût de leur terre au gouvernement, ils obtenaient leurs lettres patentes et devenaient ainsi propriétaires à part entière. Dans les cantons étudiés, la plupart des colons obtinrent leurs lettres patentes de 1800 à 1860, la majorité entre 1820 et 1860. Quelques colons tardèrent à les obtenir toutefois, car l'agent de terre était peu accessible ou simplement parce que le gouvernement n'avait toujours pas arpenté le canton où ils étaient établis. Cependant, vers 1880, presque tous les titres de propriétés des cantons étudiés étaient émis.

Plus le siècle avançait, plus les colons devenaient nombreux dans un même canton. Ils pouvaient alors songer à construire une communauté semblable à celle qu'ils avaient connue dans la plaine. Parfois avec l'aide du seigneur ou d'un entrepreneur, les colons décidaient de construire une première chapelle. Dans les cantons comme dans

les seigneuries, les colons étaient souvent sous la tutelle d'un personnage influent (chef de canton, seigneur s'étant approprié une partie de canton, industriel, etc.) qui participait au développement de la communauté. Ensemble, ils faisaient alors appel à l'évêché. La construction d'une chapelle était synonyme d'un service religieux plus régulier dans le territoire de colonisation, essentiel à l'époque. Elle était le premier centre de référence du territoire. Suivait assurément l'apparition d'un noyau villageois. Dans le piedmont lanaudois, la plupart des chapelles furent construites entre 1820 et 1860, en moyenne 20 ans après l'arrivée des premiers colons. Pendant ce laps de temps, les colons étaient pris en charge par la paroisse mère. Par exemple, le curé de la paroisse mère se rendait occasionnellement dans le territoire de colonisation pour dire la messe dans la maison d'un colon.

Le développement du noyau religieux puis du noyau villageois s'étendait sur plusieurs années. Les colons devaient à chaque étape de leur formation se regrouper, s'entendre et amasser assez d'argent pour leurs projets, c'est-à-dire construire leur chapelle, un presbytère, aménager le cimetière, faire la demande d'un curé résident, etc. Certains bénéficiaient de l'aide du curé de leur paroisse mère qui intervenait auprès de l'évêque afin d'appuyer leurs demandes. D'autres obtenaient l'appui de l'Association de la Propagation de la Foi, une association spécialement formée afin d'aider le développement des missions à travers le monde. Cette association distribua de nombreux montants d'argent aux nouveaux établissements du piedmont lanaudois, participant ainsi à leur développement.

Lorsque la plupart des aménagements étaient complétés, les colons demandaient à l'évêché d'ériger leur territoire de mission en paroisse. La plupart des missions du piedmont lanaudois devinrent paroisses de 1830 à 1870. Il pouvait se passer entre un an et vingt ans avant que la mission acquière le statut de paroisse. Ce statut consolidait l'établissement de la communauté. Les colons s'affairaient ensuite à travers la fabrique et avec l'aide de leur curé ou celui de la paroisse mère à construire une église qui remplaçait la petite chapelle, un plus beau presbytère, un plus grand cimetière, etc.

En 1855, le gouvernement décide de regrouper un même canton ou une même paroisse dans une municipalité. Les conseillers élus devront veiller à l'administration locale, principalement au développement du réseau routier et du noyau villageois. L'apparition des municipalités termine la consolidation des communautés lanaudoises en formation. C'est la dernière institution locale venant encadrer les territoires de colonisation. La sphère religieuse était déjà administrée par la fabrique, la sphère publique l'est par la municipalité.

Bref, c'est dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que s'est peuplé le piedmont de la région lanaudoise. Après 1860, la majorité des terres sont occupées, les titres de propriétés sont émis pour la plupart, les missions sont devenues des paroisses et lentement les églises remplacent les petites chapelles. Ce sont le gouvernement et le clergé qui orientèrent et encadrèrent le plus les colons dans ces territoires de colonisation. Le gouvernement fixa les lots et les cantons, puis créa les municipalités. Le clergé soutint les colons dans le développement d'une communauté et d'un centre de référence : la paroisse.

Toutefois, la colonisation de Lanaudière a été influencée par d'autres acteurs et a connu d'autres formes d'encadrement que le cadre restreint de ce mémoire n'a pas permis d'examiner. D'abord, les industries forestières : plusieurs ont construit des routes et des moulins qui ont influencé le développement de certains noyaux de population, de certaines paroisses, comme Sainte-Julienne par exemple. L'activité de plusieurs industriels autres que Barthélemy Joliette reste inexplorée. Le clergé protestant a aussi été très actif dans certains cantons. Même si les temples protestants étaient en minorité dans le piedmont lanaudois, plusieurs ont participé au développement et à l'encadrement des territoires de colonisation au même titre que les églises catholiques. C'est le cas dans le canton Rawdon qui a été majoritairement peuplé par des anglophones et des protestants. Le piedmont lanaudois a aussi accueilli de nombreux Irlandais et Écossais, ainsi que des Loyalistes qui y ont apporté leurs traits culturels. Ce mémoire ne retrace que l'action des Canadiens français.

La colonisation de la région lanaudoise ne cessa pas après 1860. D'autres colons sont montés vers le Nord, c'est-à-dire dans les cantons Wexford, Chilton, Brassard, etc. et créèrent d'autres paroisses, Saint-Donat, Saint-Michel-des-Saints, Saint-Zénon, Saint-Côme, etc. Christian Morissonneau a étudié la naissance de la Matawinie dans les années 1860 en se centrant sur l'aire initiale de Saint-Michel-des-Saints et de Saint-Zénon. Ces colons rencontrèrent le même cadre gouvernemental et le même cadre religieux, mais d'autres facteurs, à la fin du siècle, modifiaient les enjeux : voie ferrée, ministère de la Colonisation, etc.



## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages de référence :

1. Église de Joliette, *Annuaire diocésain 2002*, Québec, Bibliothèque nationale du Québec, 2001, 102 pages.
2. Lafortune, Hélène, *Archives de la société historique de Joliette : inventaire analytique de la collection d'origine*, Joliette, Société historique de Joliette, 1985, 209 pages.
3. Olivier, Réjean, *Le Lanaudois : bibliographie de la région de Lanaudière : ou extraits du catalogue de la collection de la famille Olivier de Joliette*, Joliette, Édition Privée, 1985, 134 pages.
4. Simard, Jacques, éd., *Le Guide de Conversions métriques : pour convertir rapidement des mesures impériales en mesures métriques*, Montréal, Éditions Québecor, 1998, 95 pages.
5. Tessier, Daniel, dir., *Bibliographie de Lanaudière*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 270 pages.

### Documents imprimés :

1. *Acte des municipalités et des chemins du bas-canada de 1855*, Québec, Stewart Derbishire and George Desbarats , 1855, 217 pages.
2. Archives du presbytère de Saint-Jacques, *Recueil de circulaires de l'Évêché de Montréal*.
3. Archives nationales du Québec, « Inventaire de la correspondance de Mgr J.-J. Lartigue », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1941-1942, p.247 à 496.
4. Archives nationales du Québec, « Correspondance de Mgr Jean-Jacques Lartigue de 1827 à 1833 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1942-1943, p.1 à 74.

5. Archives nationales du Québec, « Correspondance de Mgr Jean-Jacques Lartigue de 1833 à 1836 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1943-1944, p.207 à 334.
6. Archives nationales du Québec, « Correspondance de Mgr Jean-Jacques Lartigue de 1836 à 1838 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1944-1945, p.175 à 266.
7. Archives nationales du Québec, « Correspondance de Mgr Ignace Bourget, coadjuteur de Montréal, du 19 mai 1837 au 25 avril 1840 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1945-1946, p.81 à 175.
8. Archives nationales du Québec, « Correspondance de Mgr Ignace Bourget, évêque de Montréal, 1840-1841 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1946-1947.
9. Archives nationales du Québec, « Correspondance de Mgr Ignace Bourget pour 1842 et 1843 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1848-1849, p.343 à 477.
10. Archives nationales du Québec, « Correspondance de Mgr Ignace Bourget, évêque de Montréal pour 1844 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1955-1957, p.177-221.
11. Archives nationales du Québec, « Inventaire analytique de la correspondance de Mgr Ignace Bourget pour 1846 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, vol.42-43, 1961-1965, p.87 à 132.
12. Archives nationales du Québec, « Inventaire analytique de la correspondance de Mgr Ignace Bourget pour l'année 1847 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, vol.44, p.191 à 210.
13. Archives nationales du Québec, « Inventaire analytique de la correspondance de Mgr Ignace Bourget pour l'année 1848 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, vol.45, 1967, p.123 à 170.
14. Archives nationales du Québec, « Inventaire analytique de la correspondance de Mgr Ignace Bourget pour les années 1849 et 1850 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, vol.47, 1969, p.3 à 146.

15. Assemblée Législative, *Rapport sur l'Éducation dans le Bas-Canada : suivi de tableaux statistiques pour l'année scolaire 1849-1850*, Toronto, Lovell et Gibson, 1851, 92 pages.
16. Association de la Propagation de la foi, *Rapport de l'Association de la propagation de la foi pour le district de Montréal*, Bureau des Mélanges religieux, Montréal, no 2 (juin 1840) à no 13 (1866). (Archives du Séminaire de Joliette).
17. Baudry, L'Honorable J.U., *Code des curés, marguilliers et paroissiens*, Montréal, Société historique de Montréal, 1870, 303 pages.
18. Bouchette, Joseph, *Carte topographique de la province du Bas-Canada sur laquelle sont indiquées les limites des districts, des comtés, des seigneuries et des cantons ainsi que les terres de la Couronne et celles du clergé, etc., etc.*, (1815) Montréal, Éditions Élysée, 1980, 1 pochette.
19. Bouchette, Joseph, *To His most Excellent Majesty, King William IV this topographical map of the District of Montreal*, London, W.Faden, 1831, 1 carte en 4 filets. Version du site internet de la Bibliothèque nationale du Québec (bnquebec.ca).
20. Bouchette, Joseph jun., *Map Of The Provinces Of Canada*, New York, Sherman & Smith, 1846. Version du site internet David Rumsey Map Collection (davidrumsey.com).
21. Canada. Bureau de la Statistique, *1860-61 : Census of the Canadas = Recensement des Canadas : 1860-61*, Québec, Imprimé par S.B. Foote, Établissement de presses à vapeur, 1863-1864, 2 v.
22. Canada. Bureau de la Statistique, *1870-71 : Census of the Canadas = Recensement des Canadas : 1870-71*, Ottawa, Statistiques Canada, 1873-1878, 5 v.
23. Caron, Ivanhoé, *La colonisation de la province de Québec. Les cantons de l'Est (1791-1815)*, Québec, 1927, 379 pages.
24. Desautels, Mgr, *Manuel des curés pour le bon gouvernement temporel des paroisses et des fabriques dans le Bas-Canada etc., etc., avec un chapitre sur la dîme*, Montréal, Imprimerie John Lovell, 1864, 288 pages.
25. Drapeau, Stanislas, *Études sur les développements de la Colonisation du Bas-Canada depuis dix ans (1851-1861)*, Québec, Léger Brousseau, 1863, 593 pages.

26. Garon, J.-E., *Historique de la colonisation dans la province de Québec de 1825 à 1940*, Québec, 1940, 136 pages.
27. *Instruction sur les dévotions du saint rosaire et du saint scapulaire avec les prières et pratiques pour ces dévotions*, Québec, C. Le François, 1821, 147 pages.
28. Labelle, Revd A., Ptre, *Pamphlet sur la colonisation dans la vallée d'Ottawa, au nord de Montréal et règlements et avantages de la société de colonisation du diocèse de Montréal*, Montréal, Imprimé par John Lovell & fils, 1880, 25 pages.
29. Langelier, Jean-Chrysostome, *Liste des terrains concédés par la Couronne dans la province de Québec, de 1763 au 31 décembre 1890*, Québec, C.F. Langlois, 1891, 1921 pages.
30. *Le diocèse de Montréal à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : avec portraits du clergé. Héliogravures et notices historiques de toutes les églises et presbytères, institutions d'éducation et de charité*, Montréal, Éditions Sénecal, 1900, 800 pages.
31. *Manuel des sociétés de tempérance et de charité établies dans le diocèse de Montréal le 25 janvier 1842*, Montréal, Bureau des Mélanges religieux, 1842.
32. Oeuvre pontificale de la Propagation de la foi Québec, éd., « Comptes-rendus », *Annales de la Propagation de la foi pour les provinces de Québec et de Montréal*, no 1 (1877) à no 43 (1891). (Archives du Séminaire de Nicolet).
33. Provost, Théophile S., *Histoire d'un établissement paroissial de colonisation : Saint-Jean-de-Matha*, Joliette, Édition privée, 1888.
34. Provost, Théophile S., *La bourse et la vie: recueil de renseignements utiles et d'informations exactes sur les cantons du nord et en particulier sur le territoire de la Mantawa*, Joliette, Imprimerie du Collège Joliette, 1883.
35. Recensements du Bas-Canada, 1831, Comtés Berthier, Lachenaie et L'Assomption : microfilms C-721 et C-722.
36. Statistiques Canada, 1851-1852 : *Census of the Canadas = Recensement des Canadas : 1851-52*, Ottawa, Statistiques Canada , 1853-1855, 2 v.

### Documents manuscrits :

1. Archives de la municipalité de Saint-Jean-de-Matha, *Livre des délibérations du conseil*, 1855 à 1870.
2. Archives de la municipalité de Saint-Félix-de-Valois, *Livre des délibérations du conseil*, 1855 à 1870.
3. Archives de la municipalité de Sainte-Mélanie, *Livre des délibérations du conseil*, 1855 à 1870.
4. Archives de la MRC de D'Autray (Berthierville), *Livre des délibérations*, no 1 (1848-1853), no 2 (1855-1856) et no? (1865-1868).
5. Archives de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, *Livre des minutes de la fabrique*, 1855 à 1870.
6. Archives de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, *Livre des minutes de la fabrique*, 1840 à 1870.
7. Archives de la paroisse de Sainte-Julienne, *Livre des minutes de la fabrique*, 1849 à 1870.
8. Archives de la paroisse de Sainte-Mélanie, *Livre des minutes de la fabrique*, 1834 à 1870.
9. Archives de la paroisse de Saint-Jacques l'Achigan, *Livre des minutes de la fabrique*.
10. Archives de la Société historique de Joliette, Dossier Clergé et affaires religieuses, *Journal de l'abbé Stanislas Provost*, contenant des causeries et des notes sur la colonisation du nord de Joliette.
11. Archives de la Société historique de Joliette, Dossier Kildare (seigneurie, canton, informations générales, concessions et titres de propriété, familles pionnières, culte, ville).
12. Archives de la Société historique de Joliette, Dossiers seigneurie d'Ailleboust, seigneurie Ramezay.

13. Archives de la Société historique de Joliette, Dossiers canton Chertsey, canton Rawdon, canton Cathcart et canton Cartier.
14. Archives de la Société historique de Joliette, Dossier Colonisation (Informations générales, comté de Berthier, comté de Joliette, comté de Montcalm).
15. Archives de la Société historique de Joliette, Dossier diocèse de Joliette.
16. Archives de la Société historique de Joliette, Dossiers Saint-Alphonse Rodriguez, Saint-Ambroise-de-Kildare, Saint-Calixte, Sainte-Élisabeth, Saint-Félix-de-Valois, Saint-Jean-de-Matha, Sainte-Julienne, Sainte-Mélanie, Saint-Théodore-de-Chertsey, Saint-Patrice-de-Rawdon.
17. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse de Sainte-Mélanie.*
18. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha.*
19. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare.*
20. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse de Sainte-Geneviève de Berthier.*
21. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse de Sainte-Élisabeth.*
22. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon.*
23. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse de Sainte-Julienne.*
24. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse de Saint-Calixte.*
25. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse du Bienheureux Alphonse Rodriguez..*

26. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse de Saint-Théodore de Chertsey*.
27. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois*.
28. Archives de l'Évêché de Joliette, *Livre des correspondances de la paroisse de Saint-Jacques Le Majeur (L'Achigan)*.
29. Archives de l'Évêché de Montréal, Dossier Association de la Propagation de la foi.
30. Archives de l'Évêché de Montréal, Dossier Colonisation.
31. Archives de l'Évêché de Montréal, Rapports pastoraux pour Saint-Alphonse Rodriguez, Saint-Ambroise-de-Kildare, Saint-Calixte, Saint-Félix-de-Valois, Saint-Jean-de-Matha, Sainte-Julienne, Sainte-Mélanie, Saint-Théodore-de-Chertsey, Saint-Patrice-de-Rawdon pour les années 1841, 1844, 1853, 1857 et 1861.

#### **Atlas et autres ouvrages sur la géographie :**

1. Blanchard, Raoul, *Le centre du Canada français : province de Québec*, Montréal, Beauchemin, 1947, 577 pages.
2. Boudreau, Claude, *La cartographie au Québec, 1760-1840*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1994, 270 pages.
3. Courville, Serge, *Atlas historique du Québec, le pays laurentien au XIXe siècle : les morphologies de base*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, 171 pages.
4. Courville, Serge et Normand Séguin, dir., *Atlas historique du Québec : La paroisse*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2001, 296 pages.
5. Dubé, Pierre-André, Joseph-Edgar Chevette et Paul Lamb, *Atlas agroclimatique du Québec méridional : données dérivées de la température*, Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 1982, 16 f.

6. Hamelin, Louis-Edmond, *Le rang d'habitat : le réel et l'imaginaire*, Québec, Éditions Hurtubise HMH, 1993, 328 pages.
7. Harris, Richard Colebrook (dir.), *Atlas historique du Canada*, Montréal, Presses de l'Université Laval, 1987, 3 volumes.
8. G. Lajoie, Paul, *Étude pédologique des comtés de L'Assomption et de Montcalm*, Québec, Ministère de l'Agriculture, 1965, 95 pages.
9. Pageau, Ernest, *Étude pédologique du comté de Joliette*, Québec, Ministère de l'Agriculture, 1961, 118 pages.
10. Thibault, Michel, Jacques Leclerc et Julie Labrecque, *Atlas agro-alimentaire au Québec : région agricole no 10*, Québec, Ministère de l'agriculture, Service de l'analyse et du développement des ressources agricoles, 1979, 67 pages.
11. Trudel, Marcel, *Atlas historique du Canada français : des origines à 1867*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1961, 93 pages.

#### **Ouvrages généraux :**

1. Ferretti, Lucia, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Québec, Boréal, 1999, 203 pages.
2. Hamelin, Jean et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, 439 pages.
3. Ouellet, Fernand, *Histoire économique et sociale du Québec (1760-1850). Structures et conjonctures*, Montréal, Fides, 1971, 2 tomes, 640 pages.

#### **Monographies :**

1. Ball, Norman R., *Bâtir un pays, histoire des travaux publics au Canada*, Montréal, Boréal, 1988, 351 pages.
2. Bonnain, Rolande, Gérard Bouchard, Joseph Goy, (dir.), *Transmettre, hériter, succéder. La reproduction familiale en milieu rural : France-Québec, XVIIIe-XXe siècles*, Lyon/Paris/Villeurbanne, Presses universitaires de Lyon/L'école



des hautes études en sciences sociales/Programme pluriannuel en sciences humaines Rhône-Alpes, 1992, 433 pages.

3. Bouchard, Gérard, *Quelques arpents d'Amérique*, Québec, Éditions Boréal, 1996, 635 pages.
4. Chaline, Nadine-Josette, René Hardy et Jean Roy, *La Normandie et le Québec vus du presbytère*, Rouen, Presses de l'Université de Rouen, 1987, 210 pages.
5. Courville, Serge, *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1990, 335 pages.
6. Courville, Serge, *Paroisse et municipalités de la région de Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle (1825-1861)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, 350 pages.
7. Courville, Serge et Normand Séguin, *Le monde rural québécois au XIX<sup>e</sup> siècle*, Ottawa, Société historique du Canada, 1989, 32 pages.
8. Courville, Serge, *Rêves d'empire : le Québec et le rêve colonial*, Ottawa, Presses de l'université d'Ottawa, 2000, 68 pages.
9. Drapeau, Julien, *Histoire du régime municipal au Québec*, Montmagny, Éditions Marquis, 1967, 53 pages.
10. Dussault, Gabriel, *Le curé Labelle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983, 392 pages.
11. Fédération de l'UPA de Lanaudière. Comité des fêtes du 55<sup>e</sup>, *Pour que vivent bêtes et gens : histoire de l'agriculture de la région de Lanaudière*, Québec, Fédération de l'UPA de Lanaudière, 1984, 200 pages.
12. Gagnon, Serge, René Hardy, André Audet, Guy Trépanier et Carmen Rousseau, *L'Église et le village au Québec, 1850-1930*, Montréal, Léméac, 1979, 174 pages.
13. Hardy, René et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal, Boréal Express, 1984, 222 pages.
14. Hudon, Christine, *Prêtres et fidèles dans le diocèse de Saint-Hyacinthe, 1820-1875*, Sillery, Septentrion, 1996, 469 pages.
15. Hurtubise, Pierre, dir., *Le laïc dans l'église canadienne-française de 1830 à nos jours*, Fides, Montréal, 1972, 223 pages.
16. Lafleur, Jean, Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, *Le coût du sol dans la région de l'Assomption, 1792-1825 : enrichissement, enchérissement et liens au marché*, Ottawa, 2001, 15 pages.

17. Lafleur, Normand, *La vie quotidienne des premiers colons en Abitibi-Témiscamingue*, Montréal, Léméac, 1976, 176 pages.
18. Lambert, Claude, *Les explorateurs-arpenteurs au XIX<sup>e</sup> siècle : dans la région Lanaudière et les voisines, suivant les cours d'eau dans les cantons au nord des seigneuries de la rivière Saint-Maurice à la rivière du Lièvre*, Joliette, Société de généalogie de Lanaudière, 1990.
19. La Nativité, Père Élisée de, *Le scapulaire du carmel, Étude historique*, Tarascon, Editions du Carmel, 1958, 115 pages.
20. Laurin, Serge, *Histoire des Laurentides*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, 891 pages.
21. Morissonneau, Christian, dir., *Guide de Lanaudière : Culture, histoire et tourisme*, Joliette, Conseil régional de la culture de Lanaudière, 1985, 327 pages.
22. Morissonneau, Christian, *La terre promise : le mythe du nord québécois*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, 212 pages.
23. Roy, Adolphe, *Tous les fidèles pour tous les infidèles*, Montréal, 1940, 133 pages.
24. Saint-Pierre, Diane, *L'Évolution municipale du Québec des régions, un bilan historique*, Québec, Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec (UMRCQ), 1994, 198 pages.
25. Saint-Hilaire, Marc, *Peuplement et dynamique migratoire au Saguenay, 1840-1960*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996, 285 pages.
26. Séguin, Normand, *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980, 220 pages.
27. Séguin, Normand, *La conquête du sol au 19<sup>e</sup> siècle*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1977, 295 pages.
28. Société de généalogie de Lanaudière, *Sainte-Mélanie, Comté Joliette, 1832-1992, Tome 1*, Joliette, Société de généalogie de Lanaudière, publication no 61, 1995, 317 pages.

### Monographies locales :

1. Chagnon, François-Xavier, *Vie de Jean-Romuald Paré, curé de Saint-Jacques-de-l'Achigan*, Joliette, Édition privée, 1983, 80 f.
2. Ducharme, G., *Histoire de Saint-Gabriel de Brandon et de ses démembrements : Saint-Damien, Saint-Didace, Saint-Charles-de-Mandeveille, Saint-Cléophas, Saint-Edmond, etc.*, Montréal, Libraire Editeur G. Ducharme, 1917, 236 pages.
3. Dugas, Alphonse-Charles, *Histoire de Sainte-Élisabeth*, Joliette, Édition privée, 1984.
4. Emery, Isabelle et Christiane Rainville, *Faits et images de Saint-Félix-de-Valois*, Québec, Imprimeur Publicité Paquet inc., 1983, 616 pages.
5. Fournier, Marcel, *Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000*, Québec, Société de recherche historique Archiv-Histo Inc., 2000, 264 pages.
6. Fournier, Marcel, *Historique de la région de Chertsey et du lac Paré : 1790-1970*, Chertsey, Marcel Fournier, 1979, 178 pages.
7. Fournier, Marcel, *Rawdon : 175 ans d'histoire*, Joliette, Marcel Fournier, 1980, 316 pages.
8. Hétu, Dominique et Carmen Lefebvre, *Si j'ai bonne souvenance, Saint-Alphonse Rodriguez*, Québec, Éditions Odile Germain, 1987, 225 pages.
9. Lanoue, François, *À coup d'espérance, Sainte-Julienne de Montcalm, 1849-1989*, Sainte-Julienne, Chambre de commerce, 1989, 278 pages
10. Lanoue, François, *Une nouvelle Acadie, Saint-Jacques-de-L'Achigan (1772-1972)*, Joliette, 1972, 410 pages.
11. Lanoue, François, *Joliette de Lanaudière : fragments d'histoire*, Joliette, Imprimerie Serge Housseaux Inc., 1977, 179 pages.
12. Lapierre, J.-Claude, *Un village au Québec : Saint-Ambroise-de-Kildare*, Saint-Ambroise, Comité du 150<sup>e</sup> anniversaire, 1982, 532 pages.
13. *Le Vieux Verbal*, Le journal de la Société d'histoire de Saint-Calixte.  
[www.saint-calixte-de-Montcalm.qc.ca](http://www.saint-calixte-de-Montcalm.qc.ca)
14. Moreau, Stanislas-Albert, *Histoire de Berthier*, Joliette, Édition privée, 1983.

15. Rondeau, Clovis, *Saint-Félix-de-Valois*, Montréal, Société des missions étrangères, 1953, 466 pages.
16. *Si Sainte-Mélanie m'était conté, 1832-1982*, Sainte-Mélanie, Comité des fêtes, 1982, 25 pages.

### Périodiques :

1. Bouchard, Gérard, « La dynamique communautaire et l'évolution des sociétés rurales québécoises aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècle. Construction d'un modèle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol.40, no 1, été 1986, p.51-71.
2. Bouchard, Gérard, « Les systèmes de transmission des avoirs familiaux et le cycle de la société rural au Québec, du 17<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècle », *Histoire sociale*, Vol.XVI, no 31, 1983, p.35-60.
3. Bouchard, Gérard, « Sur la reproduction familiale en milieu rural : systèmes ouverts et systèmes clos », *Recherches sociographiques*, Vol.XXVIII, no 2-3, 1987, p.229-251.
4. Bouchard, Gérard et Jeannette Larouche, « Dynamique des populations locales : la formation des paroisses rurales au Saguenay (1840-1911) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.41, no 3 (hiver 1988), p.363 à 388.
5. Courville, Serge, « Contribution à l'étude de l'origine du rang au Québec : la politique spatiale des Cents-Associés », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol.25, no 65, 1981, p.197-236.
6. Courville, Serge, « Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec », *Société villageoise et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'ouest, XIIe-XXe siècles*, Acte du Colloque Franco-Québécois, 1987, p.205 à 219.
7. Courville, Serge, « La crise agricole du Bas-Canada : élément d'une réflexion géographique (première partie) », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol.24, no 62, septembre 1980, p.193-224.
8. Courville, Serge, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, « Note de recherche : Le Saint-Laurent, artère de vie : réseau routier et métiers de la navigation au XIX<sup>e</sup> siècle », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol.34, no 92, septembre 1990, p.181-196.
9. Courville, Serge, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, « Note de recherche : Population et espace rural au Bas-Canada : l'exemple de l'axe laurentien dans la

- première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol.44, no 2 (automne 1990), p.243 à 262.
10. Courville, Serge, « L'habitant canadien dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : survie ou survivance? », *Recherches sociographiques*, XXVII, 2, 1986, p.177 à 193.
  11. Dessureault, Christian, « Industrie et société rurale : le cas de la seigneurie de Saint-Hyacinthe des origines à 1861 », *Histoire sociale*, Vol.28, no55 (mai 1995), p.99 à 136
  12. Dessureault, Christian et Christine Hudon, « Conflits sociaux et élites locales au Bas-Canada : le clergé, les notables, la paysannerie et le contrôle de la fabrique », *The Canadian Historical Review*, no 80 (septembre 1999), p.413 à 439.
  13. Hamelin, Louis-Edmond, « Rang, côte et concession au sens de « peuplement aligné » au Québec depuis le XVII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol.42, no 4, printemps 1989, p.519-543.
  14. Lamothe, Madeleine, François Drouin, Richard Virr et Susan Stanley, « Le patrimoine archivistique religieux. Une source indispensable pour comprendre l'histoire du Québec », *Archives*, Vol.24, no 1-2, 1992, p.147-173.
  15. Linteau, Paul-André et Jean-Claude Robert, « Un recensement et son recenseur : le cas de Montréal en 1825 », *Archives*, Vol.8, no 2, p.29-36.
  16. Massicotte, Guy, « Les études régionales », *Recherches sociographiques*, XXVI, 1-2, 1985, p.155 à 173.
  17. McQuillan, Aidan, « Pouvoir et perception : une communauté irlandaise au Québec au dix-neuvième siècle », *Recherches sociographiques*, XL, no 2, 1999, p.263-283.
  18. Morissonneau, Christian, « La colonisation équivoque », *Recherches sociographiques*, Vol.XIX, no 1, janvier-avril 1978, p.33-53.
  19. Morissonneau, Christian et Maurice Asselin, « La colonisation au Québec : une décolonisation manquée », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol.24, no 61, avril 1980, p.145-156.
  20. Morissonneau, Christian, « Un Québec en miniature », *Continuité*, printemps 1989, p.19-21.
  21. Noël, Ginette, « Les archives municipales et la recherche : la réalité à la ville de Québec », *Archives*, Vol.18, no 4, 1987, p.41-55.

22. « Rangs et villages du Québec, perspectives géo-historiques », *Cahiers de géographie du Québec, Numéro spécial*, Vol.28, no 73-74 (avril-septembre), 1984, 332 pages.
23. Robert, Jean-Claude, « Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette, et la fondation du Village d'Industrie (Joliette), 1822-1850 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol.26, no 3 (décembre 1972), p. 375-395.
24. Roy, Jean et Daniel Robert, « Les rapports annuels des curés et l'histoire des paroisses dans la seconde moitié du XIXe siècle », *Archives*, Vol.16, no1, 1984, p.31-47.
25. Saint-Hilaire, Marc, « Origine et destins des familles pionnières d'une paroisse saguenayenne au XIX<sup>e</sup> siècle », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol.32, no 85 avril 1988, p.5-26.
26. Séguin, Normand et Daniel Larouche, « Les archives de la concession des terres », *Archives*, Vol.8, no 2, p.3-6.
27. Séguin, Normand, « Paysans et monde forestier : nouvelles réflexions sur le monde rural québécois au XIXe siècle », *Cahier des Annales de Normandie*, no 24, 1992, p.177 à 187.
28. Sénécal, Gilles, « Les monographies des régions de colonisation au Québec (1850-1914) : genre et tradition géographiques. Écoles nationales? », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol.36, no 97, avril 1992, p.33-60.

## Annexe 1

### Liste des archiprêtres de Lanaudière en 1839 et 1853

Liste des archiprêtres de la région en 1839	
Mr. J.F. Gagnon	<b>Ste-Geneviève de Berthier</b> , St-Cuthbert de Berthier, St-Barthélémy du Chicot, <b>Ste-Élisabeth</b> de Bayonne, St-Thomas de North-Jersey, St-Gabriel de Maskinongé, Ste-Mélanie de Dailleboust, St-Joseph de la Noraye
Mr. Viau (V.G.)	<b>L'Assomption de la Ste-Vierge à St-Sulpice</b> , St-Antoine de la Valtrie, St-Sulpice de l'Assomption, La Purification de Repentigny, La Conversion de St-Paul à la Valtrie, St-Henry de la Mascouche
Mr. Jean-Romuald Paré	<b>St-Jacques le Majeur de l'Achigan</b> , St-Roch de l'Achigan, St-Lin de Lachenaye, St-Esprit de l'Assomption, L'Immaculée Conception de Rawdon, St-Ambroise de Kildare

Liste des archiprêtres de la région en 1853	
Mr. J.F. Gagnon	<b>Berthier</b> , St-Cuthbert, St-Barthélémy, Isle du Pads, St-Norbert
Mr. L. Guyon	<b>Ste-Élisabeth</b> , Ste-Mélanie, St-Félix-de-Valois, St-Jean-de-Matha, St-Gabriel de Brandon
M. Manseau (V.G.)	<b>St-Charles de l'Industrie</b> , St-Joseph de Lanoraye, St-Thomas, St-Paul, St-Ambroise de Kildare
M. R. Paré	<b>St-Jacques de L'Achigan</b> , Rawdon, B. Alphonse Rodriguez, St-Alexis, St-Liguori
M. Hurteau	<b>St-Lin</b> , St-Esprit, Ste-Julienne, St-Calixte, Ste-Anne des Plaines
M. Frs Labelle	<b>L'Assomption</b> , St-Roch de l'Achigan, Repentigny, St-Sulpice, St-Antoine de Lavaltrie
M. A. Théberge	<b>St-Louis de Terrebonne</b> , St-François de Sales, St-Henry de Mascouche, St-Charles de Lachenaye, St-Joseph de la Rivière des Prairies

Source : Archives du presbytère de Saint-Jacques, Recueil des circulaires de l'évêché de Montréal, *Tableau des archiprêtres et des archiprêtres dans le diocèse de Montréal, à la fin de 1839*, 21 novembre 1839, et *Tableau des archiprêtres et des archiprêtres dans le diocèse de Montréal*, 31 mai 185

## Annexe 2

### Montants amassés par l'Association de la Propagation de la foi dans Lanaudière de 1840 à 1854

**Tableaux des dons à l'Association de la Propagation de la foi des paroisses de Lanaudière de 1840 à 1854**

	1840	1841	1842	1849	1850	1852	1853	1854
	£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	£ s d
L'Assomption	23 10 2	27 13 5	24 11 8		48 8 3	56 14 2	52 13 0	
St-Jacques l'Achigan	31 9 2	7 16 0	17 0 0	30 2 4	24 18 3	17 0 0	21 10 4	28 15 0
St-Henri de Mascouche	14 11 8	14 13 8	12 8 11	13 18 11	29 3 1	42 2 7	18 12 1	24 12 8
St-Sulpice	11 16 5			8 10 9			10 13 4	10 5 5
Terrebonne	11 15 3	22 12 0	25 19 3	20 17 0	26 3 1	28 4 10	34 0 10	25 14 8
Lavaltrie	8 14 1	7 3 4	7 2 2	15 1 3			19 0 0	18 0 0
Ste-Élisabeth	8 5 5	6 17 6		8 15 3		14 5 1	9 13 7	11 0 10
Berthier	5 10 5	11 16 4	4 13 3	6 7 4	3 13 2	14 7 7	9 18 10	9 15 9
Lachenaie	4 3 6	7 2 10	13 4 0	9 1 0	8 17 3	24 17 10	9 8 4	
St-Paul	3 7 7	1 1 8	1 17 5	2 0 0	3 15 5	4 3 1		3 12 8
St-Cuthbert	3 6 3	3 16 9	4 0 0	1 0 0	1 10 0	22 1 10	4 4 2	3 0 0
St-Esprit	3 0 1	2 18 4	4 10 0				8 18 9	
St-Roch l'Achigan		18 1 2	4 11 8			24 4 3	18 7 2	
St-Lin		3 0 0		2 7 6	2 16 0	5 0 0		
St-Barthélemy		0 10 10			6 0 3	17 10 0	18 0 0	18 10 0
Repentigny			5 15 0		5 16 2	16 9 7	7 17 0	7 5 2
L'Industrie (Joliette)			2 12 6	6 15 8	3 5 0	10 15 3	3 6 1	8 6 2
Lanoraie					6 5 0		8 0 0	
St-Thomas					1 15 0	4 6 9	4 0 0	1 15 7
Collège de l'Industrie					0 12 6			
Collège de l'Assomption						4 11 10		
St-Norbert							1 10 0	

Note<sup>1</sup> : Le signe £ = livre  
s = shilling  
d = denier  
1 livre = 20 shillings = 240 deniers  
1 shilling = 12 deniers  
1 livre = 4\$  
1 shilling = 0.20\$

Source : Archives du Séminaire de Joliette, *Rapport de l'Association de la Propagation de la foi établie à Montréal en vertu d'un indult du saint siège et annoncée au diocèse par le mandement du 18 avril 1838*, no 2 (juin 1840) à no 13 (1866).

<sup>1</sup> Jean Hamelin et Yves Roby, « Appendice 1 : Table de conversion : Livres courantes en dollars », *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, FIDES, 1971, p.377